

Rue du Grand-Chêne 1-3  
Case postale 1344  
1002 Lausanne

Rue Rodolphe-Toepffer 8  
1206 Genève

Tel: +41 (0)58 255 58 00  
Fax: +41 (0)58 255 58 01  
lausanne@swisslegal.ch  
ge@swisslegal.ch  
www.swisslegal.ch

**Bordereau**

**des pièces déposées par Bity SA dans son recours du 3 mai 2024 contre la décision de la FINMA datée du 27 mars 2024, notifiée le 3 avril 2024 suite à la demande de constatation de la non-applicabilité de la Communication 02/2019 de la FINMA et de l'art. 14 du Règlement de VQF.**

---

0. Procuration
1. Communication 02/2019 de la FINMA du 26 août 2019
2. Règlement de l'Organisme d'auto-surveillance (OAR) *Verein zur Qualitätssicherung von Finanzdienstleistungen (VQF), Zug*, en ce qui concerne la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme du 30 janvier 2023
3. Courrier de la Recourante du 14 septembre 2023 adressé à la FINMA
4. Courrier de la FINMA du 4 mars 2024
5. Règlement de l'*Organisme de Surveillance pour Intermédiaires Financiers & Trustees (SO-FIT)*, relatif aux obligations des affiliés à l'organisme d'autorégulation – Règlement d'affiliation du 1er octobre 2020 (état au 12 juillet 2021), accompagné de la communication de l'OAR SO-FIT « *Abaissement du seuil à 1000 francs suisses pour l'identification des clients dans les opérations de change en monnaies virtuelles* ».
6. Courrier de la Recourante du 25 mars adressé à la FINMA
7. Décision de la FINMA datée du 27 mars 2024 et notifiée le 3 avril 2024

Lausanne, le 3 mai 2024

  
Alexandra Simonetti  
Avocate

Pour la Recourante :

  
Nicolas Rouiller  
Dr en droit, avocat

# PROCURATION

La soussignée **Bity SA** (« la mandante » ou « le mandant »), de siège à Neuchâtel, représentée par son administrateur Yves Honoré

déclare donner mandat à titre individuel à **SwissLegal Rouiller & Associés Avocats SA**, Rue du Grand-Chêne 1-3, case postale 7501, 1002 Lausanne, agissant par **M<sup>r</sup> Nicolas Rouiller**, Dr en droit, et **M<sup>e</sup> Alexandra Simonetti**, avocats inscrits au barreau et membres de l'Ordre des avocats vaudois, (le « **Mandataire** »), aux fins

de la représenter envers la FINMA et l'OAR VQG à Zoug en rapport avec les règles « Travel Rule », en particulier concernant la Communication 02/2019 de la FINMA et l'art. 14 du Règlement de l'OAR VQG.

La présente procuration comporte les **pouvoirs de faire tous actes jugés utiles à l'accomplissement du Mandat**, en particulier d'agir par toutes voies amiables ou judiciaires pour le compte du Mandant et de le représenter valablement devant toutes juridictions civiles, pénales, administratives ou arbitrales, ainsi qu'auprès des autorités de poursuite et des administrations, de rédiger toutes procédures, prendre toutes conclusions, résister à toutes demandes, recourir à toutes juridictions ou autorités contre tous jugements, prononcés ou sentences arbitrales, plaider, transiger, passer expédient, se désister, signer un compromis arbitral, faire exécuter tous jugements, déposer ou retirer toutes plaintes ou dénonciations pénales, requérir tous séquestres, poursuites ou faillites, consulter et se faire délivrer des copies ou extraits de tous registres officiels, recevoir tous paiements et en donner valablement quittance.

Sans que cela ne modifie la responsabilité du Mandataire, le Mandat peut être exécuté par les associés, collaborateurs et stagiaires de l'étude. A cette fin, le Mandant déclare donner procuration individuelle à chaque avocat de l'étude **SwissLegal Rouiller et Associés Avocats SA**, notamment à **M<sup>r</sup> Nicolas Rouiller** et **M<sup>e</sup> Alexandra Simonetti**, aux fins de le représenter et d'agir en son nom dans le cadre du **Mandat**.

Le Mandant déclare **élire domicile** en l'étude **SwissLegal Rouiller et Associés Avocats SA**, à Lausanne, y compris aux fins de notification des citations à comparaître personnellement. Le Mandant domicilié hors du canton de Vaud prend note qu'en cas de résiliation du Mandat, il pourra être réputé avoir élu domicile au greffe de la juridiction saisie.

Le Mandant accepte que toute correspondance puisse être transmise par **courrier électronique** non crypté, sachant que ce moyen n'offre pas toutes les garanties de confidentialité du courrier postal.

Le Mandant s'engage à verser au Mandataire toutes **provisions** nécessaires à l'exécution du Mandat. Il s'oblige à rembourser les **frais** avancés par le Mandataire et à acquitter ses **honoraires et débours**.

Le Mandant s'engage à communiquer au Mandataire tout **changement d'adresse** de domicile et veillera à communiquer au Mandataire les coordonnées nécessaires pour que ce dernier puisse l'atteindre utilement.

Le Mandant **délie du secret professionnel le Mandataire dans les cas où celui-ci devait faire valoir ses droits envers lui**, notamment dans la cadre de procédures relatives aux honoraires du Mandataire ; il en va de même dans les cas où le Mandant invoque auprès de tiers la responsabilité du Mandataire.

Le Mandat peut être **résilié** et la présente procuration **révoquée** par chacune des parties en tout temps.

A l'expiration d'un délai de dix ans dès l'envoi de son décompte final, le Mandataire sera en droit de **détruire toutes les pièces** du dossier.

Pour tous **différends ou litiges** qui résulteraient du présent Mandat, le Mandant déclare accepter expressément la **compétence exclusive des tribunaux du siège de l'étude du mandataire, sous réserve du droit impératif contraire, ainsi que l'application du droit matériel suisse et du droit vaudois, sans égard aux règles relatives aux conflits de lois**.

Ainsi fait à Neuchâtel, le 14 septembre 2023

Signature : 



**finma**

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA  
Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari FINMA  
Swiss Financial Market Supervisory Authority FINMA

# Communication FINMA sur la surveillance 02/2019

**Trafic des paiements sur la *blockchain***

26 août 2019

## Introduction

Date :  
26 août 2019

Par la présente communication, la FINMA informe sur l'application des exigences réglementaires au trafic des paiements fourni, sur la *blockchain*, par les prestataires de services financiers assujettis à la FINMA.

Les cryptomonnaies et les nouvelles technologies qui les accompagnent comportent notamment un risque accru de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.<sup>1</sup> Dans ce contexte, le Groupe d'action financière (GAFI) a entrepris des travaux de normalisation concernant les actifs virtuels, travaux qu'il a achevés le 21 juin 2019. Les règles publiées sur le *Virtual Asset Service Provider (VASP)* s'adressent aux prestataires dans le domaine de la *blockchain*, tels que par exemple les cambistes, les fournisseurs de portefeuilles (*wallet*) et les plates-formes de négociation. Elles requièrent essentiellement que les règles existantes en matière de blanchiment d'argent s'appliquent à de tels prestataires.

## La FINMA confirme son approche neutre à l'égard de la technologie

La FINMA reconnaît le potentiel d'innovation des nouvelles technologies pour les marchés financiers. Elle applique les dispositions du droit des marchés financiers actuellement en vigueur indépendamment des technologies sur lesquelles les services proposés reposent. Les modèles d'affaires fondés sur la *blockchain* ne doivent toutefois pas pouvoir contourner le cadre réglementaire, lequel a fait ses preuves. Cela vaut en particulier pour les règles de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le domaine de la *blockchain*, où l'anonymat implique des risques accrus. La Suisse a, pour cette raison, déjà considéré jusqu'ici des jetons comme des actifs, en appliquant la loi sur le blanchiment d'argent aux prestataires dans le domaine de la *blockchain*.<sup>2</sup> Ceux-ci doivent par exemple identifier leurs clients ainsi que les ayants droit économiques, surveiller les relations d'affaires en fonction des risques qu'elles présentent et, en cas de soupçon fondé de blanchiment d'argent, le signaler au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS).

<sup>1</sup> cf. [Rapport du GCBF, National Risk Assessment: Le risque de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme par les crypto-assets et le crowdfunding, octobre 2018](#)

<sup>2</sup> cf. [Rapport du Conseil fédéral sur les bases juridiques pour la distributed ledger technology et la blockchain en Suisse, décembre 2018](#)

## Données dans le trafic des paiements

L'art. 10 OBA-FINMA définit l'obligation, lors d'un ordre de virement, de transmettre les données relatives au **donneur d'ordre** et au **bénéficiaire**. L'intermédiaire financier recevant le virement a ensuite la possibilité de vérifier si le nom de l'expéditeur est par exemple inscrit sur une liste de sanctions. Il peut également contrôler si les données du bénéficiaire sont correctes ou, dans le cas où elles ne correspondraient pas, s'il doit retourner le paiement à l'expéditeur.

La disposition doit être interprétée de manière neutre à l'égard de la technologie utilisée et s'applique donc aussi aux prestataires dans le domaine de la *blockchain*. Le but de cette disposition, soit empêcher autant que possible les personnes et Etats touchés par des sanctions ainsi que les terroristes d'utiliser anonymement le système servant au trafic des paiements, est particulièrement pertinent pour la *blockchain*. Le GAFI requiert lui aussi qu'en cas de transferts de jetons, des indications soient fournies sur le donneur d'ordre et le bénéficiaire, comme c'est le cas lors d'un transfert bancaire.

Actuellement, il n'existe aucun système (tels que par ex. le SWIFT pour les versements interbancaires) permettant de transmettre de manière fiable des données d'identification relatives au trafic des paiements sur la *blockchain*, que ce soit au niveau national ou au niveau international. Des accords bilatéraux entre prestataires font également défaut jusqu'ici. **Il faut, pour** que de tels systèmes ou accords puissent **répondre aux exigences** de l'art. 10 OBA-FINMA, qu'ils soient établis entre des prestataires soumis à une surveillance adéquate en matière de blanchiment d'argent. Contrairement aux standards du GAFI, l'art. 10 OBA-FINMA ne prévoit aucune exception pour les paiements impliquant des portefeuilles qui ne sont pas exploités par des prestataires soumis à surveillance. Une telle exception avantagerait les prestataires non assujettis à surveillance et aurait pour conséquence que les prestataires assujettis ne pourraient pas éviter que des paiements problématiques soient exécutés. Il n'est pas nécessaire que les informations soient transmises sur la *blockchain*. Elles peuvent aussi l'être via d'autres canaux de communication.

Tant qu'un établissement assujetti à la surveillance de la FINMA ne reçoit pas les informations dans le cadre du trafic des paiements et ne peut donc pas les envoyer, les dispositions suisses en vigueur ne permettent des paiements depuis des portefeuilles externes et vers des portefeuilles externes que si ceux-ci appartiennent à un client de l'établissement. Ce droit de disposer du portefeuille externe doit être vérifié au moyen de mesures techniques appropriées. Ainsi, des transactions entre clients du même établissement sont par exemple autorisées. Un **paiement** depuis ou vers le portefeuille externe d'une tierce personne n'est **possible que lorsque** l'établissement **assujetti** à la surveillance a auparavant identifié le **tiers** comme dans le cas de sa **propre relation client**, établi l'ayant droit économique et vérifié le

pouvoir de disposition du tiers sur le portefeuille externe au moyen de mesures techniques appropriées.

Dès qu'une opération de change est proposée au client (fiat contre des jetons de paiement et inversement, ou entre des jetons de paiement) et qu'un portefeuille externe est impliqué dans la transaction, il faut aussi vérifier, par des mesures techniques appropriées, que le client peut bien disposer du portefeuille externe. En l'absence d'un tel contrôle, ce sont les règles du trafic des paiements qui s'appliquent, c'est-à-dire à nouveau l'art. 10 OBA-FINMA.

---

**Reglement**  
**der**  
**Selbstregulierungsorganisation nach**  
**Geldwäschereigesetz**  
**VQF Verein zur Qualitätssicherung**  
**von Finanzdienstleistungen**  
**in Sachen**  
**Bekämpfung der Geldwäscherei und**  
**Terrorismusfinanzierung**

---

**Stand: 30. Januar 2023**

# Inhaltsverzeichnis

<b>I.</b>	<b>Einleitende Bestimmungen .....</b>	<b>6</b>
	Art. 1 Zweck .....	6
	Art. 2 Geltungsbereich.....	6
<b>II.</b>	<b>Mitgliedschaftspflichten.....</b>	<b>6</b>
	Art. 3 Voraussetzungen für die Mitgliedschaft .....	6
	Art. 4 Organisationspflicht.....	7
	Art. 5 Mitwirkungspflicht und Wahrheitspflicht .....	7
	Art. 6 Dauernde Einhaltung der Mitgliedschaftspflichten und Mitteilungspflicht .....	7
<b>III.</b>	<b>Pflichten nach dem 2. Kapitel des GwG.....</b>	<b>8</b>
<b>1.</b>	<b>Grundsätze .....</b>	<b>8</b>
	Art. 7 Begriffe .....	8
	Art. 8 Verbotene Vermögenswerte .....	10
	Art. 9 Verbotene Geschäftsbeziehungen.....	10
	Art. 10 Zweigniederlassungen und Gruppengesellschaften im Ausland.....	10
	Art. 11 Globale Überwachung der Rechts- und Reputationsrisiken.....	11
	Art. 12 Abklärungen bei Sitzgesellschaft .....	12
	Art. 13 Angaben bei Zahlungsaufträgen.....	12
	Art. 14 Angaben im Zahlungsverkehr im Blockchain-Bereich .....	12
<b>2.</b>	<b>Sorgfaltspflichten im engeren Sinne .....</b>	<b>12</b>
<b>2.1</b>	<b>Identifizierung der Vertragspartei (Art. 3 GwG) .....</b>	<b>12</b>
	Art. 15 Grundsatz .....	12
	Art. 16 Identifizierung von natürlichen Personen und Inhabern von Einzelunternehmen.....	13
	Art. 17 Identifizierung bei persönlicher Vorsprache .....	13
	Art. 18 Identifizierung bei Aufnahme der Geschäftsbeziehung auf dem Korrespondenzweg .....	14
	Art. 19 Echtheitsbestätigung .....	14
	Art. 20 Identifizierung von juristischen Personen und von Personengesellschaften .....	14
	Art. 21 Überprüfung der Identität der Eröffner und Kenntnisnahme von Bevollmächtigtenbestimmungen .....	15
	Art. 22 Allgemein bekannte juristische Personen, Personengesellschaften und Behörden .....	15
	Art. 23 Fehlen von Identifizierungsdokumenten .....	16
	Art. 24 Kassageschäfte.....	16
	Art. 24 <sup>bis</sup> Geschäfte mit virtuellen Währungen .....	16
	Art. 25 Geld- und Wertübertragungen .....	17
	Art. 26 Identifizierung der Vertragspartei bei Trustbeziehungen.....	17
	Art. 27 Identifizierungspflichten der börsenkotierten Investmentgesellschaft.....	17
	Art. 28 Einfache Gesellschaft und Gemeinschaftskonten (comptes joints/joint accounts).....	18
	Art. 29 Vertragsbeziehungen zu Minderjährigen oder zu Personen unter Beistandschaft.....	18
	Art. 30 Versterben einer Vertragspartei .....	18
<b>2.2</b>	<b>Feststellung der an Unternehmen oder Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen (Art. 4 GwG).....</b>	<b>19</b>
<b>2.2.1</b>	<b>Feststellung des wirtschaftlich Berechtigten an operativ tätigen juristischen Personen und Personengesellschaften (Kontrollinhaber).....</b>	<b>19</b>
	Art. 31 Feststellung des Kontrollinhabers .....	19
	Art. 32 Inhalt und Form der schriftlichen Erklärung .....	19
	Art. 33 Ausnahmen von der Feststellungspflicht.....	20



<b>2.2.2</b>	<b>Feststellung der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person .....</b>	<b>21</b>
	Art. 34 Grundsatz .....	21
	Art. 35 Schriftliche Erklärung über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person.....	21
	Art. 36 Inhalt und Form der schriftlichen Erklärung .....	21
	Art. 37 Ausnahmen von der Feststellungspflicht.....	22
	Art. 38 Nicht börsenkotierte operativ tätige juristische Personen und Personengesellschaften..	22
	Art. 39 Sitzgesellschaften .....	22
	Art. 40 Personenverbindungen, Trusts, Stiftungen und andere Vermögenseinheiten .....	23
	Art. 41 Spezialgesetzlich beaufsichtigte Finanzintermediäre oder steuerbefreite Einrichtungen der beruflichen Vorsorge.....	24
	Art. 41a Lebensversicherung mit separater Konto- und Depotführung.....	25
	(Insurance Wrapper).....	25
	Art. 42 Kollektive Anlageformen oder Beteiligungsgesellschaften .....	25
	Art. 43 Einfache Gesellschaften .....	26
	Art. 44 Sammeldepots und Sammelkonten .....	26
<b>2.3</b>	<b>Gemeinsame Bestimmungen zur Identifizierung der Vertragspartei und Feststellung der an Unternehmen und Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen.....</b>	<b>26</b>
	Art. 45 Aufnahme der Geschäftsbeziehung und Ausführung von Transaktionen.....	26
	Art. 46 Erneute Identifizierung oder Feststellung des Kontrollinhabers und der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person .....	27
<b>2.4</b>	<b>Verzicht auf Einhaltung der Sorgfaltspflichten und vereinfachte Sorgfaltspflichten.....</b>	<b>27</b>
	Art. 47 Identifizierung der Vertragspartei und Feststellung des Kontrollinhabers und der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person im Konzern.....	27
	Art. 48 Verzicht auf Einhaltung der Sorgfaltspflichten .....	27
	Art. 49 Vereinfachte Sorgfaltspflichten .....	28
	Art. 50 Besondere Bestimmungen für Vermögensverwalter von ausländischen kollektiven Kapitalanlagen .....	29
	Art. 51 Besondere Bestimmungen für nicht börsenkotierte Investmentgesellschaften .....	30
<b>2.5</b>	<b>Kundenprofil.....</b>	<b>30</b>
	Art. 52 Grundsatz .....	30
	Art. 53 Umfang und Dokumentation.....	30
	Art. 54 Kassageschäfte und Geld- und Wertübertragungsgeschäfte .....	31
<b>2.6</b>	<b>Besondere Abklärungspflichten (Art. 6 GWG) .....</b>	<b>31</b>
	Art. 55 Überwachung der Geschäftsbeziehungen und Transaktionen .....	31
	Art. 56 Zusätzliche Abklärungen bei erhöhten Risiken .....	31
	Art. 57 Mittel der Abklärungen .....	32
	Art. 58 Geschäftsbeziehungen mit erhöhtem Risiko.....	32
	Art. 59 Transaktionen mit erhöhtem Risiko .....	34
	Art. 60 Zeitpunkt der zusätzlichen Abklärungen.....	34
	Art. 61 Aufnahme und Kontrolle einer Geschäftsbeziehung mit erhöhtem Risiko .....	35
<b>3.</b>	<b>Dokumentations- und Aufbewahrungspflicht (Art. 7 GWG) .....</b>	<b>35</b>
	Art. 62 Allgemeine Anforderungen an die Dokumentation .....	35
	Art. 63 Zusätzliche Anforderungen für die elektronische Dokumentation .....	36
	Art. 64 Aufbewahrungsfrist .....	36
	Art. 65 Übertragung von dem GWG unterstellten Vertragsbeziehungen .....	37
<b>4.</b>	<b>Meldepflicht, Melderecht sowie Pflichten bei Geldwäschereverdacht und Verdacht auf Terrorismusfinanzierung (Art. 9 - 11 GWG, Art. 12a - 12c GWV).....</b>	<b>37</b>
<b>4.1</b>	<b>Meldepflicht und Melderecht.....</b>	<b>37</b>

Art. 66	Meldepflicht (Art. 9 GWG)	37
Art. 67	Melderecht	38
Art. 68	Form der Meldung	39
Art. 69	Kundenaufträge betreffend die gemeldeten Vermögenswerte (Art. 9a GWG)	39
<b>4.2</b>	<b>Vermögenssperre und Informationsverbot</b>	<b>39</b>
Art. 70	Vermögenssperre (Art. 10 GWG)	39
Art. 71	Informationsverbot (Art. 10a GWG)	39
Art. 72	Straf- und Haftungsausschluss	40
<b>4.3</b>	<b>Abbruch und Ablehnung der Geschäftsbeziehung</b>	<b>40</b>
Art. 73	Verbot des Abbruchs der Geschäftsbeziehung (Art. 12a GwV)	40
Art. 74	Abbruch der Geschäftsbeziehung (Art. 9b GwG)	40
Art. 75	Abbruch der Geschäftsbeziehung (Art. 12b GwV)	40
Art. 76	Information an einen Finanzintermediär (Art. 12c GwV)	41
Art. 77	Abbruch und Ablehnung von Geschäftsbeziehungen	41
<b>4.5</b>	<b>Dokumentationspflicht und Mitteilungspflicht an die SRO VQF</b>	<b>41</b>
Art. 78	Dokumentation	41
Art. 79	Information an die SRO VQF über Meldungen an die Meldestelle	42
<b>5.</b>	<b>Organisations- und Ausbildungspflicht (Art. 8 GWG)</b>	<b>42</b>
<b>5.1</b>	<b>Allgemeine Bestimmungen</b>	<b>42</b>
Art. 80	Neue Produkte, Geschäftspraktiken und Technologien	42
Art. 81	Fachstelle für Geldwäscherei	42
Art. 82	Interne Weisungen	43
Art. 83	Entscheidungskompetenz bei Meldungen	43
<b>5.2</b>	<b>Ausbildungspflicht</b>	<b>44</b>
Art. 84	Ausbildungspflicht / Ausbildungskonzept	44
<b>5.3</b>	<b>Beizug Dritter</b>	<b>44</b>
Art. 85	Beizug Dritter zur Erfüllung von Sorgfaltspflichten	44
Art. 86	Beizug eines Dritten als GWG-Verantwortlicher	45
Art. 87	Beizug eines Dritten als GWG-Verantwortlicher im Konzernverhältnis	46
Art. 88	Beizug Dritter für Geld- und Wertübertragungen	46
<b>IV.</b>	<b>Aufsicht und Prüfung</b>	<b>46</b>
Art. 89	Grundsätze / Aufsichtskonzept	46
Art. 90	Vorgehen bei Verdacht auf Verletzung von Art. 9, 10 oder 10a GWG	46
<b>V.</b>	<b>Massnahmen und Sanktionen</b>	<b>47</b>
<b>1.</b>	<b>Allgemeine Bestimmungen</b>	<b>47</b>
Art. 91	Zuständigkeit für Massnahmen und Sanktionen	47
<b>2.</b>	<b>Massnahmen</b>	<b>47</b>
Art. 92	Massnahmen	47
<b>3.</b>	<b>Sanktionen</b>	<b>48</b>
Art. 93	Sanktionsarten	48
Art. 94	Verletzung des Reglements (Grundtatbestand)	48
Art. 95	Leichte Verletzung des Reglements (privilegierter Tatbestand)	48
Art. 96	Schwere Verletzungen des Reglements (qualifizierter Tatbestand)	48
Art. 97	Sanktionsbestätigung (Sanktionsauszug) und Verjährung	49
Art. 98	Meldung an die FINMA	49

<b>4.</b>	<b>Schiedsklage und Schiedsverfahren</b> .....	<b>50</b>
	Art. 99 Schiedsklage gegen Sanktionsbeschlüsse sowie Rechtskraft der Sanktionsbeschlüsse..	50
	Art. 100 Schiedsgerichtsverfahren .....	50
<b>VI.</b>	<b>Schlusstitel</b> .....	<b>50</b>
	Art. 101 Salvatorische Klausel.....	50
	Art. 102 Inkrafttreten und Übergangsbestimmung .....	50

Nach Art. 24 Abs. 1 lit. a des Bundesgesetzes über die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung vom 10. Oktober 1997 (GwG) ist der VQF Verein zur Qualitätssicherung von Finanzdienstleistungen (VQF) als offiziell anerkannte Selbstregulierungsorganisation nach GwG (SRO) verpflichtet, ein Reglement im Sinne des GwG zu erlassen. Der Vorstand des VQF erlässt gestützt auf Art. 19 der Statuten des VQF das vorliegende Reglement<sup>1</sup> (Reglement):

---

## **I. Einleitende Bestimmungen**

### **Art. 1 Zweck**

<sup>1</sup> Dieses Reglement regelt die Pflichten der der SRO VQF angeschlossenen Mitglieder (Mitglied oder SRO-Mitglied), konkretisiert deren Sorgfaltspflichten nach dem 2. Kapitel des GwG und legt fest, wie diese zu erfüllen sind.

<sup>2</sup> Es legt zudem fest:

- a. die Voraussetzungen und das Verfahren für Aufnahme und Ausschluss von Mitgliedern;
- b. die Kontrolle der Einhaltung der Pflichten der Mitglieder, insbesondere nach dem 2. Kapitel des GwG;
- c. die Folgen der Verletzung von Pflichten durch Mitglieder (Massnahmen und Sanktionen).

### **Art. 2 Geltungsbereich**

<sup>1</sup> Die Bestimmungen dieses Reglements gelten für alle SRO-Mitglieder im Sinne von Art. 3 Abs. 1 der Statuten des VQF (berufsmässige und nicht berufsmässige Finanzintermediäre). Auf Gesuchsteller für eine Mitgliedschaft bei der SRO VQF finden Art. 3 und 4 Reglement Anwendung.

<sup>2</sup> Für SRO-Mitglieder im Sinne von Art. 3 Abs. 1 der Statuten des VQF, welche vom VQF im Mitgliedschaftsstatus „nicht berufsmässiger Finanzintermediär“ geführt werden, gelten ergänzend zu diesem Reglement die Sonder- und Ausnahmestimmungen gemäss dem "Reglement für nicht berufsmässige Finanzintermediäre" (VQF Dok. Nr. 400.2).

<sup>3</sup> Die Bestimmungen dieses Reglements gelten nicht für Mitglieder im Sinne von Art. 3 Abs. 3 der Statuten des VQF (Passivmitglieder).

## **II. Mitgliedschaftspflichten**

### **Art. 3 Voraussetzungen für die Mitgliedschaft**

<sup>1</sup> Es gelten die Anforderungen nach Art. 4 der Statuten des VQF. Das Mitglied unterlässt jegliche Handlungen, die geeignet sind, sich selbst dem Vorwurf der Geldwäscherei, einer Vortat dazu, der Terrorismusfinanzierung oder einem qualifizierten Steuerdelikt als Täter oder Beteiligter auszusetzen.

---

<sup>1</sup> Die in diesem Reglement verwendete männliche Form schliesst die weibliche Form mit ein.

<sup>2</sup> Das Mitglied ist verantwortlich dafür, dass die mit der Verwaltung und Geschäftsführung betrauten Personen:

- a. einen guten Ruf geniessen;
- b. Gewähr bieten für die Erfüllung der Pflichten gemäss GwG sowie der Statuten und Reglemente des Vereins;
- c. durch die internen Vorschriften und die Betriebsorganisation die Erfüllung der Pflichten nach dem GwG sowie der Statuten und Reglemente des Vereins sicherstellen;
- d. sich in Ausübung ihrer Tätigkeit zu einer standesgemässen und qualitativ hochstehenden Geschäftsethik verpflichten;
- e. alle weiteren gesetzlich verlangten Voraussetzungen und Erfordernisse erfüllen.

<sup>3</sup> Die an den Mitgliedern qualifiziert beteiligten Personen geniessen einen guten Ruf und gewährleisten, dass sich ihr Einfluss nicht zum Schaden einer umsichtigen und soliden Geschäftstätigkeit auswirkt.

<sup>4</sup> Als Massstab für das standesgemässe Verhalten gelten unter anderem die Vorgaben der jeweiligen Berufsorganisationen.

#### **Art. 4 Organisationspflicht**

<sup>1</sup> Das Mitglied muss über eine angemessene interne Organisation verfügen, welche die Erfüllung und Kontrolle der Pflichten aus dem GwG sowie den Statuten und Regularien des VQF im Betrieb sicherstellt.

<sup>2</sup> Das Mitglied sorgt insbesondere für die sorgfältige Auswahl, Instruktion, Kontrolle sowie regelmässige Aus- und Weiterbildung seiner im GwG-Bereich tätigen Organe, Arbeitnehmer und betriebsfremden Hilfspersonen hinsichtlich der für sie wesentlichen Aspekte der Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung.

#### **Art. 5 Mitwirkungspflicht und Wahrheitspflicht**

<sup>1</sup> Das Mitglied ist verpflichtet, sich jederzeit einer Prüfung durch die SRO VQF zu unterziehen, dabei mitzuwirken sowie sämtliche Unterlagen vorzulegen und Auskünfte wahrheitsgetreu und vollständig zu erteilen, die der Prüfer von ihm anlässlich einer solchen Prüfung einverlangt.

<sup>2</sup> Das Mitglied ist verpflichtet, der SRO VQF jederzeit sämtliche Unterlagen vorzulegen und Auskünfte wahrheitsgetreu und vollständig zu erteilen. Es ist zudem verpflichtet, den von der SRO VQF angeordneten Massnahmen (Art. 92 Reglement) nachzukommen.

<sup>3</sup> Das Mitglied ist verpflichtet, jährlich unaufgefordert eine Selbstdeklaration abzugeben. Die Details und Frist für die Einreichung sind im Aufsichtskonzept der SRO VQF (Aufsichtskonzept; VQF Dok. Nr. 700.3) geregelt, welches einen integrierenden Bestandteil dieses Reglements bildet.

#### **Art. 6 Dauernde Einhaltung der Mitgliedschaftspflichten und Mitteilungspflicht**

<sup>1</sup> Die Voraussetzungen für die Mitgliedschaft und die Mitgliedschaftspflichten sind dauernd einzuhalten.

<sup>2</sup> Das Mitglied hat sämtliche Veränderungen von Sachverhaltsangaben und sonstigen Informationen (personeller oder struktureller Natur), die Inhalt des Aufnahmegesuchs waren, umgehend der SRO VQF mitzuteilen und von ihr genehmigen zu lassen.

<sup>3</sup> Insbesondere muss ein Mitglied der SRO VQF unverzüglich die Eröffnung von Straf-, Verwaltungs- und Aufsichtsverfahren melden, die gegen die nachgenannten Personen gerichtet sind und die mit deren Geschäfts- resp. Berufstätigkeit zusammenhängen. Umfasst sind alle Verfahren, die gegen folgende Personen gerichtet sind: (i) das Mitglied, (ii) Personen in der Funktion als Verwaltungsrat, Direktor, Geschäftsleitungsmitglied, Fachstelle für Geldwäscherei des Mitglieds, (iii) direkt ( $\geq 10\%$ ) oder indirekt ( $> 50\%$ ) qualifiziert Beteiligter des Mitglieds und (iv) juristische Personen, auf welche Personen gemäss (i) – (iii) einen massgeblich Einfluss nehmen können oder konnten. Das Mitglied hat sich so zu organisieren, dass es rechtzeitig über entsprechende Verfahren informiert wird, damit es seiner Mitteilungspflicht nachkommen kann.

### **III. Pflichten nach dem 2. Kapitel des GWG**

#### **1. Grundsätze**

##### **Art. 7 Begriffe**

In diesem Reglement gelten als:

- a. Anbieter von Dienstleistungen im Bereich der virtuellen Vermögenswerte (Virtual Asset Service Provider, VASP):

Natürliche oder juristische Personen, welche eine oder mehrere der nachfolgenden Tätigkeiten für oder im Auftrag einer anderen natürlichen oder juristischen Person vornehmen:

- Wechsel zwischen Fiat-Währung und virtuellen Vermögenswerten
- Wechsel zwischen einer oder mehreren virtuellen Vermögenswerten
- Transaktion von virtuellen Vermögenswerten
- Aufbewahrung oder Verwaltung von virtuellen Vermögenswerten oder Mitteln zur Kontrolle über virtuelle Vermögenswerte
- Beteiligung an oder Erbringung von Finanzdienstleistungen an einen Herausgeber oder Verkäufer von virtuellen Vermögenswerten

- b. Dauernde Geschäftsbeziehung:

Geschäftsbeziehung, die sich nicht in der Vornahme einmaliger unterstellungspflichtiger Tätigkeiten erschöpft.

- c. Geld- und Wertübertragung:

Der Transfer von Vermögenswerten durch Entgegennahme von Bargeld, Edelmetallen, virtuellen Währungen, Checks oder sonstigen Zahlungsmitteln in der Schweiz und Auszahlung einer entsprechenden Summe in Bargeld, Edelmetallen, virtuellen Währungen oder durch bargeldlose Übertragung, Überweisung oder sonstige Verwendung eines Zahlungs- oder Abrechnungssystems im Ausland, oder auf dem umgekehrten Weg, sofern mit diesen Geschäften keine dauernde Geschäftsbeziehung verbunden ist.

d. **Kassageschäft:**

Alle Bargeschäfte, insbesondere der Geldwechsel, der Kauf und Verkauf von Edelmetallen, der Verkauf von Reisechecks, die Barliberierung von Inhaberpapieren, Kassa- und Anleiheobligationen und das Bareinlösen von Checks, sofern mit diesen Geschäften keine dauernde Geschäftsbeziehung verbunden ist.

e. **Konzern:**

Wirtschaftliche Einheit von Unternehmen, wenn das eine direkt oder indirekt mit mehr als der Hälfte der Stimmen oder des Kapitals am anderen oder an den anderen beteiligt ist oder diese(s) auf andere Weise beherrscht.

f. **Meldestelle:**

Meldestelle für Geldwäscherei (MROS) des Bundesamtes für Polizei im Sinne des GWG.

g. **Politisch exponierte Personen:**

1. Personen, die im Ausland mit führenden öffentlichen Funktionen betraut sind oder waren, insbesondere Staats- und Regierungschefs, hohe Politiker auf nationaler Ebene, hohe Funktionäre in Verwaltung, Justiz, Militär und Parteien auf nationaler Ebene, die obersten Organe staatlicher Unternehmen von nationaler Bedeutung (ausländische politisch exponierte Personen);
2. Personen, die in der Schweiz auf nationaler Ebene mit führenden öffentlichen Funktionen in Politik, Verwaltung, Militär und Justiz betraut sind oder waren sowie Mitglieder des Verwaltungsrates oder der Geschäftsleitung staatlicher Unternehmen von nationaler Bedeutung (inländische politisch exponierte Personen);
3. Personen, die in zwischenstaatlichen Organisationen und in internationalen Sportverbänden mit führender Funktion betraut sind oder waren, insbesondere Generalsekretäre, Direktoren, Vizedirektoren, Mitglieder der Verwaltungsorgane sowie Personen mit gleichwertigen Funktionen (politisch exponierte Personen bei internationalen Organisationen).

Als politisch exponierten Personen nahestehend gelten natürliche Personen, die Personen nach Ziff. 1 - 3 aus familiären, persönlichen oder geschäftlichen Gründen erkennbar nahestehen.

Inländische politisch exponierte Personen gelten 18 Monate nach Aufgabe der Funktion nicht mehr als politisch exponiert im Sinne des Reglements. Die allgemeinen Sorgfaltspflichten der Mitglieder bleiben vorbehalten.

Als internationale Sportverbände im Sinne von Ziff. 3 gelten das Internationale Olympische Komitee sowie die von ihm anerkannten nichtstaatlichen Organisationen, die auf globaler Ebene eine oder mehrere offizielle Sportarten regeln.

h. **Im GWG-Bereich tätige Personen:**

1. Personen, welche für das Mitglied eine finanzintermediäre Tätigkeit gemäss GWG ausüben;
2. Personen, welche für das Mitglied Sorgfaltspflichten nach GwG erfüllen;
3. der GwG-Verantwortliche und sein Stellvertreter.

## **Art. 8 Verbotene Vermögenswerte**

<sup>1</sup> Das Mitglied darf keine Vermögenswerte entgegennehmen, von denen es weiss oder annehmen muss, dass sie aus einem Verbrechen oder einem qualifizierten Steuervergehen herrühren, auch wenn das Verbrechen oder Vergehen im Ausland begangen wurde.

<sup>2</sup> Die fahrlässige Entgegennahme von Vermögenswerten, die aus einem Verbrechen oder einem qualifizierten Steuervergehen herrühren, kann die vom Mitglied geforderte Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit in Frage stellen.

## **Art. 9 Verbotene Geschäftsbeziehungen**

<sup>1</sup> Das Mitglied darf keine Geschäftsbeziehungen führen:

- a. mit Unternehmen und Personen, von denen es weiss oder annehmen muss, dass sie den Terrorismus finanzieren oder eine kriminelle Organisation bilden, einer solchen Organisation angehören oder eine solche Organisation unterstützen;
- b. mit Banken, die am Inkorporationsort keine physische Präsenz unterhalten (fiktive Banken), sofern sie nicht Teil einer angemessen konsolidiert überwachten Finanzgruppe sind.

## **Art. 10 Zweigniederlassungen und Gruppengesellschaften im Ausland**

<sup>1</sup> Das Mitglied sorgt dafür, dass seine Zweigniederlassungen oder seine im Finanz- oder Versicherungsbereich tätigen Gruppengesellschaften im Ausland die folgenden Prinzipien des GwG und dieses Reglements einhalten:

- a. die Grundsätze nach Art. 8 und 9 Reglement;
- b. die Identifizierung der Vertragspartei;
- c. die Feststellung des Kontrollinhabers und der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person;
- d. die Verwendung eines risikoorientierten Ansatzes, namentlich bei der Risikoklassifikation von Geschäftsbeziehungen und Transaktionen;
- e. die besonderen Abklärungspflichten bei erhöhten Risiken.

<sup>2</sup> Dies gilt insbesondere auch für Tochtergesellschaften und Zweigniederlassungen, die sich in Ländern befinden, die auf internationaler Ebene als mit erhöhten Risiken verbunden gelten.

<sup>3</sup> Das Mitglied informiert die SRO VQF, wenn lokale Vorschriften der Befolgung der grundlegenden Prinzipien des Reglements entgegenstehen oder ihm daraus ein ernsthafter Wettbewerbsnachteil entsteht.

<sup>4</sup> Die Meldung verdächtiger Transaktionen oder Geschäftsbeziehungen und allenfalls eine Vermögenssperre richten sich nach den Vorschriften des jeweilig zuständigen Landes.



## Art. 11 Globale Überwachung der Rechts- und Reputationsrisiken

<sup>1</sup> Das Mitglied, das Zweigniederlassungen im Ausland besitzt oder eine Finanzgruppe mit ausländischen Gesellschaften leitet, muss seine mit Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung verbundenen Rechts- und Reputationsrisiken global erfassen, begrenzen und überwachen. Namentlich sorgt es dafür, dass

- a. die Geldwäschereifachstelle oder eine andere unabhängige Stelle des Mitglieds periodisch eine Risikoanalyse auf konsolidierter Basis erstellt;
- b. es über eine mindestens alljährliche standardisierte Berichterstattung mit hinreichenden quantitativen wie qualitativen Angaben von den Zweigniederlassungen und Gruppengesellschaften verfügt, sodass es seine Rechts- und Reputationsrisiken auf konsolidierter Basis zuverlässig einschätzen kann;
- c. die Zweigniederlassungen und Gruppengesellschaften das Mitglied von sich aus und zeitgerecht über die Aufnahme und Weiterführung der aus Risikosicht global bedeutendsten Geschäftsbeziehungen, die aus Risikosicht global bedeutendsten Transaktionen sowie über sonstige wesentliche Veränderungen in den Rechts- und Reputationsrisiken informieren, insbesondere wenn diese bedeutende Vermögenswerte oder politisch exponierte Personen betreffen;
- d. die Compliance-Funktion der Gruppe regelmässig risikobasierte interne Kontrollen einschliesslich Stichprobenkontrollen über einzelne Geschäftsbeziehungen vor Ort in den Zweigniederlassungen und Gruppengesellschaften durchführt.

<sup>2</sup> Es hat sicherzustellen, dass:

- a. die internen Überwachungsorgane, namentlich die Compliance-Funktion und die interne Revision, und die Prüfgesellschaft der Gruppe im Bedarfsfall, einen Zugang zu Informationen über einzelne Geschäftsbeziehungen in allen Zweigniederlassungen und Gruppengesellschaften haben; nicht erforderlich ist eine zentrale Datenbank der Vertragsparteien, Kontrollinhaber und der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen auf Gruppenebene oder ein zentraler Zugang der internen Überwachungsorgane der Gruppe zu lokalen Datenbanken;
- b. die Zweigniederlassungen und Gruppengesellschaften den zuständigen Organen der Gruppe die für die globale Überwachung der Rechts- und Reputationsrisiken wesentlichen Informationen auf Anfrage zügig zur Verfügung stellen.

<sup>3</sup> Stellt ein Mitglied fest, dass der Zugang zu Informationen über Vertragsparteien, Kontrollinhaber und die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen in bestimmten Ländern aus rechtlichen oder praktischen Gründen ausgeschlossen oder ernsthaft behindert ist, informiert es die SRO VQF unverzüglich.

<sup>4</sup> Das Mitglied, das Teil einer in- oder ausländischen Finanzgruppe ist, gewährt den internen Überwachungsorganen und der Prüfgesellschaft der Gruppe im Bedarfsfall Zugang zu Informationen über bestimmte Geschäftsbeziehungen, soweit dies zur globalen Überwachung von Rechts- und Reputationsrisiken notwendig ist.

<sup>5</sup> Bei Mitgliedern, die als Zweigniederlassungen einer in- oder ausländischen Finanzgruppe agieren, kann die SRO VQF verlangen, dass das Mitglied den Nachweis der gleichwertigen Aufsicht im Geldwäscherei-Bereich der im Rahmen der konsolidierten Aufsicht erfassten Gruppengesellschaften erbringt.

## **Art. 12 Abklärungen bei Sitzgesellschaft**

Das Mitglied klärt die Gründe für die Verwendung von Sitzgesellschaften ab und dokumentiert diese Abklärungen im GwG-File.

## **Art. 13 Angaben bei Zahlungsaufträgen**

<sup>1</sup> Das Mitglied gibt bei Zahlungsaufträgen den Namen, die Kontonummer und die Adresse des Auftraggebers sowie den Namen und die Kontonummer der begünstigten Person an. Liegt keine Kontonummer vor, so ist eine transaktionsbezogene Referenznummer anzugeben. Die Adresse des Auftraggebers kann durch das Geburtsdatum und den Geburtsort, die Kundennummer oder die nationale Identitätsnummer des Auftraggebers ersetzt werden. Das Mitglied stellt sicher, dass die Angaben zum Auftraggeber zutreffend und vollständig und die Angaben zur begünstigten Person vollständig sind.

<sup>2</sup> Es kann sich bei Zahlungsaufträgen innerhalb der Schweiz auf die Angabe der Kontonummer oder einer transaktionsbezogenen Referenznummer beschränken, sofern es die übrigen Angaben zum Auftraggeber dem Finanzintermediär der begünstigten Person und den zuständigen schweizerischen Behörden auf dessen oder deren Anfrage hin innert drei Werktagen übermitteln kann.

<sup>3</sup> Bei Zahlungsaufträgen im Inland, die dem Bezahlen von Waren und Dienstleistungen dienen, darf es gemäss Abs. 2 vorgehen, wenn die Einhaltung von Abs. 1 aus technischen Gründen nicht möglich ist.

<sup>4</sup> Das Mitglied informiert den Auftraggeber in angemessener Weise über die Weitergabe seiner Angaben im Zahlungsverkehr.

<sup>5</sup> Das Mitglied bestimmt, wie es vorgeht, wenn es Zahlungsaufträge erhält, die unvollständige Angaben zum Auftraggeber oder zur begünstigten Person enthalten. Es geht dabei risikoorientiert vor.

## **Art. 14 Angaben im Zahlungsverkehr im Blockchain-Bereich**

<sup>1</sup> Der Zahlungsverkehr von und an externe Wallets ist nur dann erlaubt, wenn diese einem eigenen Kunden des Mitglieds gehören. Die Verfügungsmacht des Kunden über die externe Wallet ist durch geeignete technische Massnahmen zu überprüfen. Transaktionen zwischen Kunden desselben Mitglieds sind zulässig.

<sup>2</sup> Eine Überweisung von und an eine externe Wallet eines Dritten ist dann möglich, wenn das Mitglied den Dritten zuvor wie bei einer eigenen Kundenbeziehung identifiziert, den wirtschaftlich Berechtigten festgestellt und die Verfügungsmacht des Dritten über die externe Wallet durch geeignete technische Massnahmen überprüft hat.

<sup>3</sup> Bei Wechselgeschäften, in welche eine externe Wallet involviert ist, ist die Verfügungsmacht des Kunden über die externe Wallet durch geeignete technische Massnahmen zu überprüfen. Findet eine solche Überprüfung nicht statt, gelten die Regeln von Art. 13.

## **2. Sorgfaltspflichten im engeren Sinne**

### **2.1 Identifizierung der Vertragspartei (Art. 3 GwG)**

#### **Art. 15 Grundsatz**

<sup>1</sup> Das Mitglied muss bei der Aufnahme einer Geschäftsbeziehung seine Vertragspartei aufgrund eines beweiskräftigen Dokuments identifizieren.

<sup>2</sup> Wenn während des Andauerns einer bestehenden Geschäftsbeziehung die Vertragspartei wechselt, ist die neue Vertragspartei ebenfalls zu identifizieren.

<sup>3</sup> Hat das Mitglied eine Person (z.B. als Vertragspartei oder Eröffner) bereits reglements-konform identifiziert (erstes GwG-File) und wäre aufgrund der Aufnahme einer zweiten Geschäftsbeziehung (zweites GwG-File) die Person erneut zu identifizieren, so kann auf eine Wiederholung der Identifizierung dieser Person verzichtet werden. Das Mitglied muss jedoch in seinen Akten zur später aufgenommenen Geschäftsbeziehung (im zweiten GwG-File) einen Hinweis anbringen, wo (im ersten GwG-File) die reglements-konformen Identifizierungsdokumente der betreffenden Person zu finden sind.

#### **Art. 16 Identifizierung von natürlichen Personen und Inhabern von Einzelunternehmen**

<sup>1</sup> Bei Aufnahme einer Geschäftsbeziehung mit einer natürlichen Person oder einem Inhaber eines Einzelunternehmens benötigt das Mitglied von der Vertragspartei zwingend folgende Angaben:

- a. Name, Vorname und bei Einzelunternehmen zusätzlich Firma;
- b. Wohnsitzadresse und bei Einzelunternehmen zusätzlich Geschäftsadresse;
- c. Geburtsdatum;
- d. Staatsangehörigkeit.

<sup>2</sup> Stammt eine Vertragspartei aus einem Land, in welchem Geburtsdaten oder Wohnsitzadressen nicht verwendet werden, entfallen diese Angaben. Diese Ausnahmesituation ist in einer Aktennotiz zuhanden des GwG-Files zu begründen.

<sup>3</sup> Alle Identifizierungsdokumente, die mit einer Fotografie versehen sind und von einer schweizerischen oder ausländischen Behörde ausgestellt werden, sind zulässig.

<sup>4</sup> Bei im Handelsregister eingetragenen Einzelunternehmen ist zusätzlich ein Identifizierungsdokument über das Unternehmen einzuholen (Art. 20 Reglement).

#### **Art. 17 Identifizierung bei persönlicher Vorsprache**

<sup>1</sup> Findet die Geschäftsaufnahme durch persönliche Vorsprache der Vertragspartei statt, so identifiziert das Mitglied die Vertragspartei, indem es Einsicht in ein Identifizierungsdokument der Vertragspartei nimmt. Das Mitglied lässt sich das Identifizierungsdokument im Original oder in echtheitsbestätigter Kopie vorlegen. Das Mitglied nimmt die echtheitsbestätigte Kopie zu seinen Akten oder erstellt eine Kopie des ihm vorgelegten Originaldokuments, bestätigt darauf, das Original eingesehen zu haben und unterzeichnet und datiert die Kopie.

<sup>2</sup> Die Video-Identifizierung gemäss geltendem Rundschreiben 2016/7 der FINMA ist der Identifizierung bei persönlicher Vorsprache gleichgestellt. Die in diesem Rundschreiben in seiner jeweils aktuellen Version genannten Voraussetzungen für die Video-Identifizierung sind einzuhalten.

## **Art. 18 Identifizierung bei Aufnahme der Geschäftsbeziehung auf dem Korrespondenzweg**

<sup>1</sup> Wird die Geschäftsbeziehung ohne persönliche Vorsprache aufgenommen, so identifiziert das Mitglied die Vertragspartei, indem es sich eine echtheitsbestätigte Kopie eines Identifizierungsdokuments zustellen lässt und zusätzlich die Wohnsitzadresse durch Postzustellung oder auf andere gleichwertige Weise überprüft.

<sup>2</sup> Der Identifizierung bei Aufnahme der Geschäftsbeziehung auf dem Korrespondenzweg gleichgestellt ist die Online-Identifizierung gemäss geltendem Rundschreiben 2016/7 der FINMA. Die in diesem Rundschreiben in seiner jeweils aktuellen Version genannten Voraussetzungen für die Online-Identifizierung sind einzuhalten.

## **Art. 19 Echtheitsbestätigung**

<sup>1</sup> Die Bestätigung der Echtheit der Kopie eines Identifizierungsdokuments kann ausgestellt werden durch:

- a. einen Notar oder eine öffentliche Stelle, die solche Bestätigungen üblicherweise ausstellt. In Zweifelsfällen ist eine Überbeglaubigung oder eine Apostille zu verlangen;
- b. einen Finanzintermediär nach Art. 2 Abs. 2 oder 3 GwG mit Wohnsitz oder Sitz in der Schweiz oder einen in der Schweiz zugelassenen Rechtsanwalt;
- c. einen Finanzintermediär mit Wohnsitz oder Sitz im Ausland, der eine Tätigkeit nach Art. 2 Abs. 2 oder 3 GwG ausübt, sofern er einer gleichwertigen Aufsicht und Regelung in Bezug auf die Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung untersteht;
- d. eine Zweigniederlassung, Vertretung oder Konzerngesellschaft des Mitglieds.

<sup>2</sup> Als gültige Echtheitsbestätigung gilt ebenfalls das Einholen einer Ausweiskopie von der Datenbank eines anerkannten Anbieters von Zertifizierungsdienstleistungen nach dem Bundesgesetz über die elektronische Signatur (ZertES<sup>2</sup>) in Kombination mit einer elektronischen Authentifizierung durch die Vertragspartei in diesem Zusammenhang. Diese Ausweiskopie muss im Rahmen der Ausstellung eines qualifizierten Zertifikates eingeholt worden sein.

<sup>3</sup> Das Mitglied kann in Ausnahmefällen auf die Echtheitsbestätigung verzichten (d.h. es genügen einfache Kopien der Identifizierungsdokumente ohne Echtheitsbestätigung), wenn es andere Massnahmen ergreift, die es ihm ermöglichen, die Identität und die Adresse der Vertragspartei zu überprüfen. Die ergriffenen Massnahmen sind zu dokumentieren und in einer Aktennotiz zuhanden des GwG-Files zu begründen.

## **Art. 20 Identifizierung von juristischen Personen und von Personengesellschaften**

<sup>1</sup> Bei Aufnahme einer Geschäftsbeziehung mit einer juristischen Person oder einer Personengesellschaft benötigt das Mitglied von der Vertragspartei zwingend folgende Angaben:

- a. Firma;
- b. Domiziladresse.

---

<sup>2</sup> Bundesgesetz über Zertifizierungsdienste im Bereich der elektronischen Signatur vom 19. Dezember 2003 (SR 943.03).

<sup>2</sup> Als zulässige Identifizierungsdokumente gelten:

- a. bei einer im schweizerischen Handelsregister oder in einem gleichwertigen ausländischen Register eingetragenen Vertragspartei:
  1. ein durch den Registerführer ausgestellter Registerauszug; oder
  2. ein (vom Mitglied selbst beschaffter) schriftlicher Auszug aus einer durch die Registerbehörde geführten Datenbank; oder
  3. ein (vom Mitglied selbst beschaffter) schriftlicher Auszug aus vertrauenswürdigen, privat verwalteten Verzeichnissen und Datenbanken.
- b. bei einer nicht im schweizerischen Handelsregister oder einem gleichwertigen ausländischen Register eingetragenen Vertragspartei:
  1. die Statuten, die Gründungsakte oder der Gründungsvertrag, eine Bestätigung der Revisionsstelle, eine behördliche Bewilligung zur Ausübung der Tätigkeit oder gleichwertige Dokumente; oder
  2. ein (vom Mitglied selbst beschaffter) schriftlicher Auszug aus vertrauenswürdigen, privat verwalteten Verzeichnissen und Datenbanken.

<sup>3</sup> Behörden sind anhand eines geeigneten Statuts/Beschlusses oder anhand von anderen gleichwertigen Dokumenten oder Quellen zu identifizieren.

<sup>4</sup> Der Registerauszug, die Bestätigung der Revisionsstelle sowie der Verzeichnis- oder Datenbankauszug dürfen im Zeitpunkt der Identifizierung höchstens ein Jahr alt sein und müssen den aktuellen Verhältnissen entsprechen.

#### **Art. 21 Überprüfung der Identität der Eröffner und Kenntnisnahme von Bevollmächtigtenbestimmungen**

<sup>1</sup> Bei juristischen Personen und Personengesellschaften ist die Identität der natürlichen Personen, welche die Geschäftsbeziehung eröffnen, zu überprüfen. Dies kann mittels eines Dokuments im Sinne von Art. 17 Reglement resp. einer echtheitsbestätigten Kopie eines Identifikationsdokuments im Sinne von Art. 18 Reglement erfolgen.

<sup>2</sup> Die Identität der Eröffner kann auch mittels Echtheitsbestätigung der Unterschrift überprüft werden, wobei die in Art. 19 Reglement genannten Personen/Institutionen eine solche Bestätigung ausstellen können.

<sup>3</sup> Bei der Aufnahme von Geschäftsbeziehungen mit einer juristischen Person oder einer Personengesellschaft muss das Mitglied zudem die Bevollmächtigtenbestimmungen der Vertragspartei zur Kenntnis nehmen und dokumentieren.

#### **Art. 22 Allgemein bekannte juristische Personen, Personengesellschaften und Behörden**

<sup>1</sup> Das Mitglied kann auf die Identifizierung einer juristischen Person, einer Personengesellschaft oder einer Behörde verzichten, wenn die Vertragspartei allgemein bekannt ist. Die allgemeine Bekanntheit liegt insbesondere dann vor, wenn die Vertragspartei eine Publikumsgesellschaft ist oder mit einer solchen direkt oder indirekt verbunden ist.

<sup>2</sup> Das Mitglied erstellt dazu eine Aktennotiz und legt diese im GwG-File ab.

## **Art. 23 Fehlen von Identifizierungsdokumenten**

<sup>1</sup> Verfügt die Vertragspartei über keine Identifizierungsdokumente im vorstehenden Sinn, so kann die Identität ausnahmsweise anhand beweiskräftiger Ersatzdokumente festgestellt werden. Diese Ausnahmesituation ist in einer Aktennotiz zuhanden des GwG-Files zu begründen.

## **Art. 24 Kassageschäfte**

<sup>1</sup> Bei Kassageschäften muss das Mitglied die Vertragspartei identifizieren, wenn eine oder mehrere Transaktionen, die miteinander verbunden erscheinen, folgenden Betrag erreichen oder übersteigen:

- a. CHF 5'000 bei Geldwechselgeschäften;
- b. CHF 15'000 bei allen anderen Kassageschäften.

<sup>2</sup> Das Mitglied kann auf die Identifizierung der Vertragspartei verzichten, wenn es für dieselbe Vertragspartei weitere Geschäfte im Sinn von Abs. 1 ausgeführt und sich versichert hat, dass die Vertragspartei diejenige Person ist, die bereits bei der ersten Transaktion identifiziert wurde. Das Mitglied erstellt dazu eine Aktennotiz und legt diese im GwG-File ab.

<sup>3</sup> Es hat die Vertragspartei in jedem Fall zu identifizieren, wenn Verdachtsmomente für mögliche Geldwäscherei oder Terrorismusfinanzierung vorliegen oder offensichtlich versucht wird, die Identifizierung zu umgehen, indem ein Betrag auf mehrere Transaktionen verteilt wird (Smurfing).

<sup>4</sup> Bei identifizierungspflichtigen Kassageschäften ist ein vollständiges GwG-File für jede einzelne Transaktion zu erstellen.

## **Art. 24<sup>bis</sup> Geschäfte mit virtuellen Währungen**

<sup>1</sup> Das Mitglied muss die Vertragspartei identifizieren, wenn eine Transaktion mit einer virtuellen Währung oder mehrere solche Transaktionen, die miteinander verbunden erscheinen, den Betrag von CHF 1'000 erreichen oder übersteigen, sofern diese Transaktionen keine Geld- und Wertübertragungen darstellen und mit diesen Geschäften keine dauernde Geschäftsbeziehung verbunden ist.

<sup>1bis</sup> Bei Barzahlungen oder der Entgegennahme von anderen anonymen Zahlungsmitteln für den Verkauf oder Kauf von virtuellen Währungen trifft das Mitglied technische Vorkehrungen, um zu vermeiden, dass der Schwellenwert nach Absatz 1 durch miteinander verbundene Transaktionen innerhalb von 30 Tagen überschritten wird.

<sup>2</sup> Das Mitglied kann auf die Identifizierung der Vertragspartei verzichten, wenn es für dieselbe Vertragspartei weitere Geschäfte im Sinn von Abs. 1 ausgeführt und sich versichert hat, dass die Vertragspartei diejenige Person ist, die bereits bei der ersten Transaktion identifiziert wurde. Das Mitglied erstellt dazu eine Aktennotiz und legt diese im GwG-File ab.

<sup>3</sup> Es hat die Vertragspartei in jedem Fall zu identifizieren, wenn Verdachtsmomente für mögliche Geldwäscherei oder Terrorismusfinanzierung vorliegen oder offensichtlich versucht wird, die Identifizierung zu umgehen, indem ein Betrag auf mehrere Transaktionen verteilt wird (Smurfing).

<sup>4</sup> Bei identifizierungspflichtigen Geschäften ist ein vollständiges GwG-File für jede einzelne Transaktion zu erstellen.

## **Art. 25 Geld- und Wertübertragungen**

<sup>1</sup> Art. 24 Abs. 2 – 4 Reglement gelten sinngemäss auch für Geld- und Wertübertragungen.

<sup>2</sup> Bei Geld- und Wertübertragungen von der Schweiz ins Ausland ist die Vertragspartei in jedem Fall zu identifizieren.

<sup>3</sup> Bei Geld- und Wertübertragungen vom Ausland in die Schweiz ist der Zahlungsempfänger zu identifizieren, wenn eine oder mehrere Transaktionen, die miteinander verbunden erscheinen, den Betrag von CHF 1'000 übersteigen.

<sup>4</sup> Der Name und die Adresse des Mitglieds müssen auf der Einzahlungsquittung ersichtlich sein.

## **Art. 26 Identifizierung der Vertragspartei bei Trustbeziehungen**

<sup>1</sup> Ist das Mitglied als Trustee oder Protector tätig und untersteht es hinsichtlich dieser Tätigkeit dem GwG, so sind auch folgende Dokumente einzuholen:

- a. Errichtungsurkunde (Trust Deed bzw. Declaration of Trust); und/oder
- b. allfällige andere massgebliche Zusatzdokumente (Supplemental Deeds bzw. Supplemental Declarations of Trust in Zusammenhang mit Änderungen des Trustees, des Protectors, der Begünstigten, dem Wechsel der Jurisdiktion oder des Forum of Administration etc.).

<sup>2</sup> Im Übrigen sind bei einer dem GwG unterstehenden Tätigkeit des Mitglieds als Trustee oder Protector

- a. die Vertragspartei des Mitglieds; sowie
- b. die gegenüber dem Mitglied auftretenden Vertreter und Zeichnungsberechtigten der Vertragspartei

gemäss den allgemeinen Bestimmungen zur Identifizierung zu identifizieren.

<sup>3</sup> Verfügt das Mitglied ausnahmsweise über keine Vertragspartei (z.B. bei testamentarischer Errichtung eines Trusts), so kann die Identifizierung der Vertragspartei nicht vorgenommen werden. Das Mitglied hält diesen Umstand in geeigneter Weise im GwG-File fest.

<sup>4</sup> Ein Mitglied, das als Trustee eine Geschäftsbeziehung aufnimmt oder eine Transaktion ausführt, gibt sich seinem Geschäfts- oder Transaktionspartner gegenüber als Trustee zu erkennen. Der Trustee hat schriftlich zu bestätigen, dass er berechtigt ist, für den Trust eine Geschäftsbeziehung zu eröffnen.

## **Art. 27 Identifizierungspflichten der börsenkotierten Investmentgesellschaft**

<sup>1</sup> Eine börsenkotierte Investmentgesellschaft als Mitglied muss den Erwerber von Beteiligungen identifizieren, falls dieser damit den meldepflichtigen Grenzwert von drei Prozent gemäss Finanzmarktinfrastrukturgesetz<sup>3</sup> erreicht. Auf das Einholen einer Echtheitsbestätigung kann verzichtet werden.

<sup>2</sup> Für nicht börsenkotierte Investmentgesellschaften gilt Art. 51 Reglement.

---

<sup>3</sup> Bundesgesetz über die Finanzmarktinfrastrukturen und das Marktverhalten im Effekten- und Derivatehandel  
19. Juni 2015 (SR 958.1)

## **Art. 28 Einfache Gesellschaft und Gemeinschaftskonten (comptes joints/joint accounts)**

<sup>1</sup> Bei Aufnahme einer Geschäftsbeziehung mit einer einfachen Gesellschaft im Sinne von Art. 530 Obligationenrecht<sup>4</sup> identifiziert das Mitglied die Vertragspartei, indem es wahlweise folgende Personen identifiziert:

- a. sämtliche Gesellschafter; oder
- b. mindestens einen Gesellschafter sowie diejenigen Personen, die gegenüber dem Mitglied zeichnungsberechtigt sind; oder
- c. bei einfachen Gesellschaften, welche die Wahrung der Interessen ihrer Mitglieder oder ihrer Begünstigten in gemeinsamer Selbsthilfe bezwecken oder politische, religiöse, wissenschaftliche, künstlerische, gemeinnützige, gesellige oder ähnliche Zwecke verfolgen, nur diejenigen Personen, welche gegenüber dem Mitglied zeichnungsberechtigt sind.

<sup>2</sup> Das Mitglied führt für die einfache Gesellschaft nur ein einziges GwG-File, in welchem es die gemäss Reglement notwendige Dokumentation ablegt.

<sup>3</sup> Bei Gemeinschaftskonten gelten die Bestimmungen für die einfache Gesellschaft.

## **Art. 29 Vertragsbeziehungen zu Minderjährigen oder zu Personen unter Beistandschaft**

<sup>1</sup> Bei Vertragsbeziehungen zu Minderjährigen oder verbeiständeten Personen muss das Mitglied neben der Identifizierung der Vertragspartei ebenfalls den gesetzlichen Vertreter (minderjährige Vertragspartei) oder den von der Erwachsenenschutzbehörde ernannten Beistand (verbeiständete Vertragspartei) identifizieren.

<sup>2</sup> Bei behördlich ernannten Vertretern sieht das Mitglied zudem den entsprechenden Beschluss ein und nimmt davon eine (vom Mitglied unterzeichnete und datierte resp. echtheitsbestätigte) Kopie zu den Akten.

<sup>3</sup> Bei gesetzlichen Vertretern sieht das Mitglied den Familienausweis (oder ein entsprechendes anderes amtliches Dokument, das die gesetzliche Vertretung bestätigt) ein und nimmt eine (vom Mitglied unterzeichnete und datierte resp. echtheitsbestätigte) Kopie zu den Akten oder vermerkt im GwG-File die Einsichtnahme in den Familienausweis.

## **Art. 30 Versterben einer Vertragspartei**

<sup>1</sup> Verstirbt eine Vertragspartei des Mitglieds, so wird als Rechtsnachfolgerin die Erbengemeinschaft zur Vertragspartei des Mitglieds (Wechsel der Vertragspartei).

<sup>2</sup> Die Erbengemeinschaft ist wie folgt zu identifizieren:

- a. Das Mitglied sieht einen Auszug aus einem amtlichen Erbenverzeichnis (Erbenbescheinigung, Erbentestat o. Ä.) ein und nimmt entweder das Original oder eine (vom Mitglied unterzeichnete und datierte resp. echtheitsbestätigte) Kopie davon zu den Akten. Dieses amtliche Dokument gilt gleichzeitig als hinreichende Feststellung der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen.

---

<sup>4</sup> Bundesgesetz betreffend die Ergänzung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Fünfter Teil: Obligationenrecht) vom 30. März 1911 (SR 220)



- b. Die einzelnen Erben sind zu identifizieren, falls eine neue Geschäftsbeziehung zum Mitglied eröffnet wird. Falls lediglich die bisherige Geschäftsbeziehung des Mitglieds zum Erblasser unverändert weitergeführt wird, kann die Identifizierung der Erben auch erst im Zeitpunkt erfolgen, wenn die fraglichen Erben gegenüber dem Mitglied auftreten (z.B. Instruktionserteilung an das Mitglied, Aufforderung an das Mitglied zur Auskunftserteilung etc.). Spätestens im Zeitpunkt der Erbteilung muss die Identifizierung erfolgen.
- c. Gegenüber dem Mitglied auftretende Vertreter der Erbengemeinschaft (Willensvollstrecker etc.) sind ebenfalls zu identifizieren. Zudem sieht das Mitglied die entsprechende Vollmacht oder den Ernennungsbeschluss ein und nimmt eine (vom Mitglied unterzeichnete und datierte resp. echtheitsbestätigte) Kopie davon zu den Akten.

<sup>3</sup> Das Mitglied kann das bisherige, für den Erblasser vor dessen Versterben erstellte GwG-File als neues GwG-File für die Erbengemeinschaft fortführen.

<sup>4</sup> Wird nach der Teilung der Erbschaft die dem GwG unterstellte Tätigkeit durch das Mitglied für einzelne Erben fortgesetzt, so ist für jeden einzelnen Erben, für den diese Tätigkeit fortgesetzt wird, ein separates und vollständiges GwG-File zu führen.

## **2.2 Feststellung der an Unternehmen oder Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen (Art. 4 GwG)**

### **2.2.1 Feststellung des wirtschaftlich Berechtigten an operativ tätigen juristischen Personen und Personengesellschaften (Kontrollinhaber)**

#### **Art. 31 Feststellung des Kontrollinhabers**

<sup>1</sup> Handelt es sich bei der Vertragspartei um eine nicht börsennotierte operativ tätige juristische Person oder Personengesellschaft oder eine von einer solchen Gesellschaft mehrheitlich kontrollierten Tochtergesellschaft und nimmt das Mitglied mit dieser eine Geschäftsbeziehung auf, so muss das Mitglied von der Vertragspartei eine schriftliche Erklärung darüber einholen, wer als Kontrollinhaber, direkt oder indirekt, alleine oder in gemeinsamer Absprache mindestens 25% der Stimm- oder Kapitalbeteiligung an der Gesellschaft hält.

<sup>2</sup> Wird die Gesellschaft nicht von den Personen nach Abs. 1 kontrolliert, so muss das Mitglied von der Vertragspartei eine schriftliche Erklärung darüber einholen, wer die Gesellschaft auf andere Weise als Kontrollinhaber kontrolliert.

<sup>3</sup> Lassen sich keine Kontrollinhaber nach Abs. 1 und 2 feststellen, so muss das Mitglied von der Vertragspartei ersatzweise eine schriftliche Erklärung darüber einholen, wer geschäftsführende Person ist.

<sup>4</sup> Als Kontrollinhaber sind grundsätzlich natürliche Personen festzustellen.

#### **Art. 32 Inhalt und Form der schriftlichen Erklärung**

<sup>1</sup> Das Mitglied benötigt von der Vertragspartei zwingend folgende Angaben über den Kontrollinhaber:

- a. Name, Vorname;
- b. Wohnsitzadresse.

<sup>2</sup> Stammt ein Kontrollinhaber aus einem Land, in dem Wohnsitzadressen nicht verwendet werden, so entfällt diese Angabe. Diese Ausnahmesituation ist in einer Aktennotiz zuhänden des GwG-Files zu begründen.

<sup>3</sup> Die (datierte) Erklärung kann von der Vertragspartei oder von einer von ihr bevollmächtigten Person unterzeichnet werden. Bei juristischen Personen ist die Erklärung von einer Person zu unterzeichnen, die dazu berechtigt ist.

<sup>4</sup> Die Erklärung muss zudem den Hinweis enthalten, dass vorsätzlich falsche Angaben im Sinne von Art. 251 StGB (Urkundenfälschung) strafbar sind. Die Erklärung ist in der Regel auf einem separaten Formular (VQF Dok. Nr. 902.11) abzugeben.

### **Art. 33 Ausnahmen von der Feststellungspflicht**

<sup>1</sup> Folgende Vertragsparteien haben keine Erklärung über den Kontrollinhaber abzugeben:

- a. Gesellschaften, die an einer Börse kotiert sind, oder eine von einer solchen Gesellschaft mehrheitlich kontrollierten Tochtergesellschaft. Das Mitglied erstellt dazu eine Aktennotiz und legt diese im GwG-File ab;
- b. Behörden;
- c. Finanzintermediäre im Sinne von Art. 2 Abs. 2 GwG mit Wohnsitz oder Sitz in der Schweiz;
- d. Finanzintermediäre mit Wohnsitz oder Sitz im Ausland, die eine Tätigkeit nach Art. 2 Abs. 2 GwG ausüben und einer gleichwertigen prudenziellen Aufsicht unterstehen;
- e. weitere Finanzintermediäre mit Sitz oder Wohnsitz im Ausland, wenn sie einer angemessenen prudenziellen Aufsicht und einer angemessenen Regelung in Bezug auf die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung unterstehen;
- f. steuerbefreite Einrichtungen der beruflichen Vorsorge nach Art. 2 Abs. 4 lit. b GwG;
- g. einfache Gesellschaften;
- h. Gesellschaften und Gemeinschaften, welche die Wahrung der Interessen ihrer Mitglieder oder ihrer Begünstigten in gemeinsamer Selbsthilfe bezwecken oder politische, religiöse, wissenschaftliche, künstlerische, gemeinnützige, gesellige oder ähnliche Zwecke verfolgen, solange sie ausschliesslich diese genannten Zwecke verfolgen und keinen erkennbaren Bezug zu Ländern mit erhöhten Risiken aufweisen;
- i. Stockwerkeigentümergeinschaften, im Grundbuch eingetragene Miteigentümergeinschaften sowie weitere Gesellschaften mit ähnlichem Zweck.

<sup>2</sup> Das Mitglied muss bei Kassageschäften, welche den Betrag von CHF 15'000 nicht übersteigen, keine Erklärung über den Kontrollinhaber einholen, ausser wenn offensichtlich versucht wird, die Feststellung des Kontrollinhabers zu umgehen, indem ein Betrag auf mehrere Transaktionen verteilt wird (Smurfing).

## **2.2.2 Feststellung der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person**

### **Art. 34 Grundsatz**

<sup>1</sup> Das Mitglied hat bei jeder Aufnahme einer Geschäftsbeziehung, die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person mit der nach den Umständen gebotenen Sorgfalt festzustellen und deren Identität zu überprüfen, um sich zu vergewissern, wer die wirtschaftlich berechnigte Person ist.

<sup>2</sup> Als wirtschaftlich berechnigte Person sind grundsätzlich natürliche Personen festzustellen.

<sup>3</sup> Erklärt die Vertragspartei, dass sie die alleinig wirtschaftlich berechnigte Person ist und erscheint dem Mitglied diese Erklärung plausibel, so hält es dies in geeigneter schriftlicher Weise fest. Es steht ihm – vorbehaltlich der nachfolgenden Bestimmungen – dabei frei, sich diese Erklärung durch die Vertragspartei (unter-) schriftlich bestätigen zu lassen.

### **Art. 35 Schriftliche Erklärung über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person**

<sup>1</sup> Das Mitglied muss von der Vertragspartei eine schriftliche Erklärung darüber einholen, wer die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person ist, wenn die Vertragspartei nicht mit dieser identisch ist oder wenn es daran zweifelt, dass die Vertragspartei mit ihr identisch ist, namentlich:

- a. wenn einer Person, die nicht erkennbar in einer genügend engen Beziehung zur Vertragspartei steht, eine Vollmacht erteilt wird, die zum Rückzug von Vermögenswerten ermächtigt;
- b. wenn die Vermögenswerte, welche die Vertragspartei einbringt, deren finanzielle Verhältnisse offensichtlich übersteigen;
- c. wenn der Kontakt mit der Vertragspartei andere ungewöhnliche Feststellungen ergibt;
- d. wenn die Geschäftsbeziehung ohne persönliche Vorsprache aufgenommen wird;
- e. wenn Verdachtsmomente für eine mögliche Geldwäscherei oder Terrorismusfinanzierung bestehen;
- f. bei Geld- und Wertübertragungen von der Schweiz ins Ausland.

### **Art. 36 Inhalt und Form der schriftlichen Erklärung**

<sup>1</sup> Die schriftliche Erklärung der Vertragspartei über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person muss folgende Angaben enthalten:

- a. Name, Vorname;
- b. Wohnsitzadresse;
- c. Geburtsdatum;
- d. Staatsangehörigkeit.

<sup>2</sup> Stammt eine an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigte Person aus einem Land, in welchem Geburtsdaten oder Wohnsitzadressen nicht verwendet werden, so entfallen diese Angaben. Diese Ausnahmesituation ist in einer Aktennotiz zuhanden des GwG-Files zu begründen.

<sup>3</sup> Die (datierte) Erklärung kann von der Vertragspartei oder von einer von ihr bevollmächtigten Person unterzeichnet werden. Bei juristischen Personen ist die Erklärung von einer Person zu unterzeichnen, die dazu berechtigt ist.

<sup>4</sup> Die Erklärung muss zudem den Hinweis enthalten, dass vorsätzlich falsche Angaben im Sinne von Art. 251 StGB (Urkundenfälschung) strafbar sind. Die Erklärung ist in der Regel auf einem separaten Formular (VQF Dok. Nr. 902.9) abzugeben. Für Personenverbindungen, Trusts, Stiftungen oder andere Vermögenseinheiten ist zudem Art. 40 Reglement zu beachten.

### **Art. 37 Ausnahmen von der Feststellungspflicht**

<sup>1</sup> Folgende Vertragsparteien haben keine Erklärung über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigte Person abzugeben:

- a. Gesellschaften, die an einer Börse kotiert sind, oder eine von einer solchen Gesellschaft mehrheitlich kontrollierten Tochtergesellschaft. Das Mitglied erstellt dazu eine Aktennotiz und legt diese im GwG-File ab;
- b. Behörden;
- c. Stockwerkeigentümergeinschaften, im Grundbuch eingetragene Miteigentümergeinschaften sowie weitere Gesellschaften mit ähnlichem Zweck.

<sup>2</sup> Das Mitglied muss bei Kassageschäften, welche den Betrag von CHF 15'000 nicht übersteigen, keine Erklärung über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigte Person einholen, ausser wenn offensichtlich versucht wird, die Feststellung der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person zu umgehen, indem ein Betrag auf mehrere Transaktionen verteilt wird (Smurfing).

### **Art. 38 Nicht börsenkotierte operativ tätige juristische Personen und Personengesellschaften**

<sup>1</sup> Das Mitglied muss von nicht börsenkotierten operativ tätigen juristischen Personen und Personengesellschaften nur dann eine schriftliche Erklärung einholen, wer die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigte Person ist, wenn bekannt ist oder konkrete Anhaltspunkte dafür bestehen, dass die operativ tätige juristische Person oder Personengesellschaft die Vermögenswerte für eine Drittperson hält.

### **Art. 39 Sitzgesellschaften**

<sup>1</sup> Ist die Vertragspartei eine Sitzgesellschaft, so ist das Mitglied verpflichtet, von der Vertragspartei eine schriftliche Erklärung darüber einzuholen, wer die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigte Person ist.

<sup>2</sup> Als Sitzgesellschaften gelten juristische Personen, Gesellschaften, Anstalten, Stiftungen, Trusts, Treuhandunternehmungen und ähnliche Verbindungen, die kein Handels-, Fabrikations- oder anderes nach kaufmännischer Art geführtes Gewerbe betreiben.

<sup>3</sup> Nicht als Sitzgesellschaften gelten Gesellschaften, die:

- a. die Wahrung der Interessen ihrer Mitglieder oder ihrer Begünstigten in gemeinsamer Selbsthilfe bezwecken oder politische, religiöse, wissenschaftliche, künstlerische, gemeinnützige, gesellige oder ähnliche Zwecke verfolgen;
- b. die Mehrheit der Beteiligungen an einer oder mehreren operativ tätigen Gesellschaften halten, um diese durch Stimmenmehrheit oder auf andere Weise unter einheitlicher Leitung zusammenzufassen und deren Zweck nicht hauptsächlich in der Verwaltung von Vermögen Dritter besteht (Holding- und Subholdinggesellschaften). Dabei muss die Holding- oder Subholdinggesellschaft ihre Leitungs- und Kontrollmöglichkeiten auch tatsächlich ausüben.

<sup>4</sup> Anhaltspunkte für das Vorliegen einer Sitzgesellschaft sind insbesondere:

- a. Fehlen eigener Geschäftsräume, wie es namentlich der Fall ist, wenn eine c/o-Adresse, ein Sitz bei einem Anwalt, bei einem Treuhänder oder einer Bank angegeben wird; oder
- b. fehlen von eigenem Personal.

<sup>5</sup> Qualifiziert ein Mitglied die Vertragspartei trotz Vorliegen eines oder beider Anhaltspunkte nach Abs. 4 nicht als Sitzgesellschaft, so hält es den Grund dafür schriftlich fest.

<sup>6</sup> Börsenkotierte Sitzgesellschaften und von solchen Gesellschaften mehrheitlich kontrollierte Tochtergesellschaften haben keine Erklärung über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnete Person abzugeben. Das Mitglied erstellt dazu eine Aktennotiz und legt diese im GwG-File ab.

<sup>7</sup> Ist das Mitglied als Organ einer Sitzgesellschaft tätig, so gilt als Vertragspartei im Sinne dieses Reglements die Sitzgesellschaft.

#### **Art. 40 Personenverbindungen, Trusts, Stiftungen und andere Vermögenseinheiten**

<sup>1</sup> Bei Personenverbindungen, Trusts, Stiftungen oder anderen Vermögenseinheiten muss das Mitglied von der Vertragspartei über folgende Personen eine schriftliche Erklärung mit den Angaben nach Art. 36 Abs. 1 Reglement einholen:

- a. die effektiven Gründer;
- b. die Trustees;
- c. allfällige Kuratoren, Protektoren oder sonstige eingesetzte Personen;
- d. die namentlich bestimmten Begünstigten;
- e. falls noch keine Begünstigten namentlich bestimmt sein sollten: den nach Kategorien gegliederten Kreis von Personen, die als Begünstigte in Frage kommen;
- f. die Personen, die der Vertragspartei oder ihren Organen Instruktionen erteilen können;
- g. bei widerrufbaren Konstruktionen: die widerrufsberechtigten Personen.

<sup>2</sup> Auf Gesellschaften, die ähnlich wie Personenverbindungen, Trusts, Stiftungen oder andere Vermögenseinheiten funktionieren, findet Abs. 1 sinngemäss Anwendung.

<sup>3</sup> Die Erklärung nach Abs. 1 kann statt bei der Vertragspartei auch

- a. beim effektiven Gründer;
- b. beim Trustee;
- c. beim Protector;
- d. beim Mitglied des Stiftungsrates; oder
- e. beim Mitglied des obersten Aufsichtsorgans einer unterliegenden Gesellschaft

der Personenverbindung, des Trusts, der Stiftung oder der anderen Vermögenseinheit eingeholt werden. Das Mitglied hält den Grund, weshalb die Erklärung nicht bei der Vertragspartei eingeholt und von dieser unterzeichnet wurde, aktenkundig fest und begründet, weshalb kein Fall von Art. 77 Reglement (Abbruch und Ablehnung von Geschäftsbeziehungen) und kein Fall von Art. 66 Reglement (Meldepflicht nach Art. 9 GwG) vorliegt. Jede Person, welche die Erklärung nach Abs. 1 unterzeichnet, bestätigt in dieser Erklärung, dass sie zur Abgabe dieser Erklärung für die Vertragspartei befugt ist, oder dass sie diese Erklärung nach bestem Wissen und Gewissen abgegeben hat.

<sup>4</sup> Liegt ein Fall von Abs. 1 lit. e vor, erhebt das Mitglied die Angaben nach Art. 36 Abs. 1 Reglement zu den durch die Personenverbindung, den Trust, die Stiftung oder anderer Vermögenseinheit Begünstigten spätestens im Zeitpunkt, in welchem der Begünstigte tatsächlich begünstigt wird und dokumentiert die entsprechende Zuwendung.

<sup>5</sup> Die Erklärung nach Abs. 1 enthält den Hinweis, dass vorsätzlich falsche Angaben im Sinne von Art. 251 StGB (Urkundenfälschung) strafbar sind. Die (datierte) Erklärung ist in der Regel auf einem separaten Formular (VQF Dok. Nr. 902.12 oder 902.13) abzugeben und von der Vertragspartei bzw. der Person nach Abs. 3 zu unterzeichnen.

#### **Art. 41 Spezialgesetzlich beaufsichtigte Finanzintermediäre oder steuerbefreite Einrichtungen der beruflichen Vorsorge**

<sup>1</sup> Es muss keine Erklärung über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigte Person eingeholt werden, wenn die Vertragspartei:

- a. ein Finanzintermediär im Sinne von Art. 2 Abs. 2 lit. a oder b-c GwG mit Wohnsitz oder Sitz in der Schweiz ist;
- b. ein Wertpapierhaus nach Art. 2 Abs. 2 lit. d GwG mit Sitz in der Schweiz ist, das selbst Konten nach Art. 44 Abs. 1 lit. a FINIG führt;
- c. ein Finanzintermediär mit Wohnsitz oder Sitz im Ausland ist, der eine Tätigkeit nach Art. 2 Abs. 2 lit. a oder b-c GwG ausübt und einer gleichwertigen prudenziellen Aufsicht untersteht;
- d. ein Finanzintermediär mit Wohnsitz oder Sitz im Ausland ist, der eine Tätigkeit nach Art. 2 Abs. 2 lit. d GwG ausübt, selbst Konten führt und einer gleichwertigen Aufsicht und Regelung untersteht;
- e. eine steuerbefreite Einrichtung der beruflichen Vorsorge nach Art. 2 Abs. 4 lit. b GwG ist.

<sup>2</sup> Eine Erklärung der Vertragspartei über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnete Person muss immer verlangt werden, wenn:

- a. Verdachtsmomente für eine mögliche Geldwäscherei oder Terrorismusfinanzierung bestehen;
- b. die FINMA vor generellen Missbräuchen oder vor einer bestimmten Vertragspartei warnt;
- c. die Vertragspartei ihren Wohnsitz oder ihren Sitz in einem Land hat, vor dessen Instituten die FINMA generell warnt.

#### **Art. 41a Lebensversicherung mit separater Konto- und Depotführung (Insurance Wrapper)**

<sup>1</sup> Das Mitglied muss für eine Lebensversicherung als Vertragspartei eine Erklärung über den Versicherungsnehmer und, falls abweichend vom Versicherungsnehmer, über den effektiven Prämienzahler einholen, wenn:

- a. die in die Versicherung eingebrachten Vermögenswerte aus einer zeitlich unmittelbar vorbestehenden Vertragsbeziehung zwischen dem Mitglied und dem Versicherungsnehmer oder dem effektiven Prämienzahler oder aus einer Vertragsbeziehung, an der dieser wirtschaftlich berechnete war, stammen;
- b. der Versicherungsnehmer oder der effektive Prämienzahler eine Vollmacht oder ein Auskunftsrecht über das Anlagendept hat;
- c. die in die Versicherung eingebrachten Vermögenswerte gemäss einer zwischen dem Mitglied und dem Versicherungsnehmer oder dem effektiven Prämienzahler abgesprochenen Anlagestrategie verwaltet werden; oder
- d. das Versicherungsunternehmen nicht bestätigt, dass das Versicherungsprodukt den im Steuer- oder Domizilland des Versicherungsnehmers geltenden Anforderungen an eine Lebensversicherung genügt, einschliesslich der Vorschriften betreffend die biometrischen Risiken.

<sup>2</sup> Eröffnet das Mitglied eine Geschäftsbeziehung aufgrund einer Bestätigung des Versicherungsunternehmens, wonach keiner der in Abs. 1 erwähnten Fälle gegeben ist, so muss die Bestätigung des Versicherungsunternehmens auch eine Beschreibung der Eigenschaften des Versicherungsproduktes in Bezug auf die in Abs. 1 lit. a–d genannten Punkte beinhalten.

<sup>3</sup> Stellt das Mitglied während der Dauer der Geschäftsbeziehung fest, dass der Versicherungsnehmer oder der effektive Prämienzahler die individuellen Anlageentscheide auf andere Weise als nach Abs. 1 direkt oder indirekt beeinflussen kann, so ist der Versicherungsnehmer oder der effektive Prämienzahler schriftlich festzustellen.

#### **Art. 42 Kollektive Anlageformen oder Beteiligungsgesellschaften**

<sup>1</sup> Hat eine kollektive Anlageform oder Beteiligungsgesellschaft zwanzig oder weniger Investoren, so muss das Mitglied eine Erklärung über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechneten Personen einholen. Vorbehalten bleibt Art. 41 Reglement.

<sup>2</sup> Sind mehr als zwanzig Investoren vorhanden, so muss der Finanzintermediär eine Erklärung über die wirtschaftlich berechneten Personen nur dann einholen, wenn die Anlageformen oder Beteiligungsgesellschaften keiner angemessenen Aufsicht und Regelung in Bezug auf die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung unterstehen.

<sup>3</sup> Auf eine Erklärung über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen kann auch verzichtet werden, wenn:

- a. die kollektive Anlageform oder die Beteiligungsgesellschaft an der Börse kotiert ist;
- b. für eine kollektive Anlageform oder Beteiligungsgesellschaft ein Finanzintermediär im Sinne von Art. 41 Abs. 1 Reglement als Promotor oder Sponsor auftritt und die Anwendung angemessener Regeln in Bezug auf die Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung nachweist.

<sup>4</sup> Für Vermögensverwalter von nicht börsenkotierten ausländischen kollektiven Kapitalanlagen gelten zudem die Ausnahmebestimmungen von Art. 50 Reglement.

#### **Art. 43 Einfache Gesellschaften**

<sup>1</sup> Sind bei einer Geschäftsbeziehung mit einer einfachen Gesellschaft die Gesellschafter selbst die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen, muss keine Erklärung über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen eingeholt werden, wenn sämtliche Gesellschafter identifiziert wurden (Art. 28 Abs. 1 lit. a Reglement) und die wirtschaftliche Berechtigung der Gesellschafter der einfachen Gesellschaft schriftlich festgehalten wird.

<sup>2</sup> Bei einfachen Gesellschaften mit mehr als vier Gesellschaftern, welche die Wahrung der Interessen ihrer Mitglieder oder ihrer Begünstigten in gemeinsamer Selbsthilfe bezwecken oder politische, religiöse, wissenschaftliche, künstlerische, gemeinnützige, gesellige oder ähnliche Zwecke verfolgen, müssen die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen nur festgestellt werden, wenn sie einen Bezug zu Ländern mit erhöhten Risiken aufweisen.

<sup>3</sup> Erklärt die einfache Gesellschaft, die Vermögenswerte für einen bestimmten Dritten zu halten, ist dieser Dritte als an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigte Person festzustellen.

#### **Art. 44 Sammeldepots und Sammelkonten**

<sup>1</sup> Bei Sammeldepots und Sammelkonten hat die Vertragspartei dem Mitglied eine vollständige Liste der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen mit den Angaben nach Art. 36 Abs. 1 Reglement abzugeben und Mutationen dem Mitglied unverzüglich mitzuteilen.

<sup>2</sup> Nicht als Sammelkonten gelten Konten von operativen Gesellschaften, über welche Transaktionen im Zusammenhang mit berufsmässigen Dienstleistungen abgewickelt werden. Die entsprechende Ausnahmesituation ist vom Mitglied in einer Aktennotiz zuhanden des GwG-Files zu begründen.

### **2.3 Gemeinsame Bestimmungen zur Identifizierung der Vertragspartei und Feststellung der an Unternehmen und Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen**

#### **Art. 45 Aufnahme der Geschäftsbeziehung und Ausführung von Transaktionen**

<sup>1</sup> Eine Geschäftsbeziehung gilt im Moment des Vertragsschlusses als aufgenommen.

<sup>2</sup> Alle zur Identifizierung der Vertragspartei und zur Feststellung des Kontrollinhabers und der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person erforderlichen Dokumente und Angaben müssen vollständig vorliegen, bevor im Rahmen einer Geschäftsbeziehung Transaktionen ausgeführt werden.



<sup>3</sup> Weigert sich eine (mögliche) Vertragspartei, bei der Identifizierung mitzuwirken oder eine schriftliche Erklärung über den Kontrollinhaber oder die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person abzugeben oder bestehen Zweifel an der Richtigkeit der Erklärung der Vertragspartei und können diese nicht durch weitere Abklärungen beseitigt werden, so lehnt das Mitglied die Aufnahme der Geschäftsbeziehung ab oder bricht sie nach den Bestimmungen von Art. 9b GwG sowie Art. 12a und 12b GwV (Art. 73-75 Reglement) ab.

#### **Art. 46 Erneute Identifizierung oder Feststellung des Kontrollinhabers und der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person**

<sup>1</sup> Die Identifizierung der Vertragspartei oder die Feststellung des Kontrollinhabers und der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person muss im Laufe der Geschäftsbeziehung wiederholt werden, wenn Zweifel aufkommen, ob:

- a. die Angaben über die Identität der Vertragspartei bzw. des Kontrollinhabers zutreffen; oder
- b. die Vertragspartei oder der Kontrollinhaber mit der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person identisch ist; oder
- c. die Erklärung der Vertragspartei über den Kontrollinhaber oder die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person zutrifft;

und diese Zweifel nicht durch allfällige Abklärungen ausgeräumt werden konnten.

#### **2.4 Verzicht auf Einhaltung der Sorgfaltspflichten und vereinfachte Sorgfaltspflichten**

##### **Art. 47 Identifizierung der Vertragspartei und Feststellung des Kontrollinhabers und der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person im Konzern**

<sup>1</sup> Ist eine Vertragspartei im Rahmen des Konzerns, dem das Mitglied angehört, bereits in einer mit den Bestimmungen dieses Reglements gleichwertigen Weise identifiziert worden, ist ein Verfahren nach Art. 15 ff. Reglement nicht nötig. In diesen Fällen müssen beim Mitglied Kopien der ursprünglichen Identifikationsdokumente vorliegen. Vorbehalten bleiben Fälle, bei denen die gesetzlichen Bestimmungen diesen Datentransfer nicht zulassen.

<sup>2</sup> Das Gleiche gilt, wenn im Rahmen des Konzerns bereits eine Erklärung über den Kontrollinhaber oder die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person eingeholt wurde.

##### **Art. 48 Verzicht auf Einhaltung der Sorgfaltspflichten**

<sup>1</sup> Das Mitglied kann in dauernden Geschäftsbeziehungen mit Vertragspartei im Bereich von Zahlungsmitteln für den bargeldlosen Zahlungsverkehr, die ausschliesslich dem bargeldlosen Bezahlen von Waren und Dienstleistungen dienen, auf die Einhaltung der Sorgfaltspflichten verzichten, wenn eine der folgenden Situationen vorliegt:

- a. Es können nicht mehr als CHF 1'000 pro Transaktion und CHF 5'000 pro Kalenderjahr und Vertragspartei bezahlt werden, allfällige Rückzahlungen des Zahlungsmittels finden nur zugunsten von Konten bei in der Schweiz bewilligten oder im Ausland gleichwertig beaufsichtigten Banken und lautend auf den Namen der Vertragspartei statt und dürfen pro Rückzahlung nicht mehr als CHF 1'000 betragen.
- b. Es können nicht mehr als CHF 5'000 pro Monat und CHF 25'000 pro Kalenderjahr und Vertragspartei an Händler in der Schweiz bezahlt werden, wobei die

Ladungen ausschliesslich zulasten und allfällige Rückzahlungen des Zahlungsmittels ausschliesslich zugunsten eines auf den Namen der Vertragspartei lautenden Kontos bei einer in der Schweiz bewilligten Bank erfolgen.

- c. Die Zahlungsmittel können nur innerhalb eines bestimmten Netzes von Dienstleistern oder Warenanbietern verwendet werden und der Umsatz beträgt nicht mehr als CHF 5'000 pro Monat und CHF 25'000 pro Kalenderjahr und Vertragspartei.

<sup>2</sup> Das Mitglied kann in dauernden Geschäftsbeziehungen mit Vertragsparteien im Bereich von Zahlungsmitteln für den bargeldlosen Zahlungsverkehr, die nicht ausschliesslich dem bargeldlosen Bezahlen von Waren und Dienstleistungen dienen, auf die Einhaltung der Sorgfaltspflichten verzichten, wenn pro Zahlungsmittel nicht mehr als CHF 200 pro Monat verfügbar gemacht werden können und Zahlungen ausschliesslich zulasten und allfällige Rückzahlungen des Zahlungsmittels ausschliesslich zugunsten eines auf den Namen der Vertragspartei lautenden Kontos bei einer in der Schweiz bewilligten Bank erfolgen.

<sup>3</sup> Das Mitglied kann bei nicht wiederaufladbaren Zahlungsmitteln auf die Einhaltung der Sorgfaltspflichten verzichten, wenn:

- a. das Guthaben ausschliesslich dazu dient, dass die Vertragspartei damit erworbene Waren und Dienstleistungen elektronisch bezahlen kann;
- b. pro Datenträger nicht mehr als CHF 250 elektronisch verfügbar gemacht werden; und
- c. pro Geschäft und pro Vertragspartei nicht mehr als CHF 1'500 verfügbar gemacht werden.

<sup>4</sup> Das Mitglied kann auf die Einhaltung der Sorgfaltspflichten nur verzichten, wenn es über technische Einrichtungen verfügt, die ausreichen, um ein Überschreiten der jeweiligen Schwellenwerte zu erkennen. Zudem trifft es Vorkehrungen, um eine allfällige Kumulierung der Betragslimite sowie Zuwiderhandlungen gegen diese Bestimmungen zu verhindern. Art. 55 und 59 Reglement bleiben in Bezug auf die Überwachung der Transaktionen vorbehalten.

<sup>4bis</sup> Das Mitglied kann auf die Einhaltung der Sorgfaltspflichten verzichten, wenn es sich um ein Finanzierungsleasing handelt und die jährlich zu bezahlenden Leasingraten inklusive Mehrwertsteuer nicht mehr als CHF 5000 betragen.

## **Art. 49 Vereinfachte Sorgfaltspflichten**

<sup>1</sup> Der Herausgeber von Zahlungsmitteln ist von der Pflicht befreit, Kopien der Unterlagen zur Identifizierung der Vertragspartei sowie der Feststellung des Kontrollinhabers und der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person zu seinen Akten zu nehmen, sofern er mit einer in der Schweiz bewilligten Bank eine Delegationsvereinbarung abgeschlossen hat, die Folgendes vorsieht:

- a. Die Bank gibt dem Herausgeber des Zahlungsmittels die Angaben über die Identität des Vertragspartners, des Kontrollinhabers und der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person bekannt.
- b. Die Bank teilt dem Herausgeber des Zahlungsmittels mit, ob es sich bei der Vertragspartei, dem Kontrollinhaber oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person um eine politisch exponierte Person handelt.
- c. Die Bank informiert den Herausgeber des Zahlungsmittels über Änderungen der Angaben nach lit. a und b umgehend.

- d. Im Fall eines Auskunftersuchens der zuständigen schweizerischen Behörde an den Herausgeber des Zahlungsmittels beantwortet dieser die Anfrage und verweist die Behörde für eine allfällige Herausgabe von Dokumenten an die betreffende Bank.

<sup>2</sup> Der Herausgeber von Zahlungsmitteln muss für direkt abgeschlossene und auf dem Korrespondenzweg eröffnete Geschäftsbeziehungen keine Echtheitsbestätigung für Kopien von Identifikationsdokumenten einholen, sofern:

- a. mit Zahlungsmitteln zum bargeldlosen Bezahlen von Waren und Dienstleistungen und zum Bargeldbezug, bei denen ein elektronisch gespeichertes Guthaben Voraussetzung für Transaktionen ist, nicht mehr als CHF 10'000 pro Monat und Vertragspartei bezahlt oder bar bezogen werden kann;
- b. für Zahlungsmittel, bei denen Transaktionen im Nachhinein in Rechnung gestellt werden, die Limite zum bargeldlosen Bezahlen von Waren und Dienstleistungen und zum Bargeldbezug nicht mehr als CHF 25'000 pro Monat und Vertragspartei beträgt;
- c. für Zahlungsmittel, die den bargeldlosen Zahlungsverkehr zwischen Privatpersonen mit Wohnsitz in der Schweiz zulassen, nicht mehr als CHF 1'000 pro Monat und CHF 5'000 pro Kalenderjahr und Vertragspartei von Privatpersonen empfangen oder an Privatpersonen angewiesen werden kann; oder
- d. für Zahlungsmittel, die den bargeldlosen Zahlungsverkehr zwischen Privatpersonen ohne Wohnsitzbeschränkung zulassen, nicht mehr als CHF 500 pro Monat und CHF 3'000 pro Kalenderjahr und Vertragspartei von Privatpersonen empfangen oder an Privatpersonen angewiesen werden kann.

<sup>2bis</sup> Bei einem Verzicht auf die Einholung einer Echtheitsbestätigung überprüft die Herausgeberin oder der Herausgeber von Zahlungsmitteln, ob die Kopien der Identifikationsdokumente Hinweise auf Verwendung eines falschen oder gefälschten Ausweises aufweisen. Sind solche vorhanden, finden die Erleichterungen nach den Absätzen 1 und 2 keine Anwendung.

<sup>3</sup> Hat der Herausgeber des Zahlungsmittels nach Abs. 1 und 2 im Rahmen der Transaktionsüberwachung Hinweise über eine Weitergabe des Zahlungsmittels an eine Person, die keine erkennbare enge Beziehung zur Vertragspartei hat, erlangt, so muss er erneut die Vertragspartei identifizieren und die am Zahlungsmittel wirtschaftlich berechtigte Person feststellen.

<sup>4</sup> Bei der Vergabe von Konsumkrediten muss das Mitglied für auf dem Korrespondenzweg eröffnete Geschäftsbeziehungen keine Echtheitsbestätigung für Kopien von Identifikationsdokumenten einholen, sofern die Kreditsumme nicht mehr als CHF 25'000 beträgt und:

- a. auf ein bestehendes Konto des Kreditnehmers ausbezahlt wird;
- b. einem solchen Konto gutgeschrieben wird;
- c. in Form eines Überziehungskredits auf einem solchen Konto gewährt wird; oder
- d. beim Zedentengeschäft aufgrund eines Zahlungsauftrages des Kreditnehmers direkt einem Warenverkäufer überwiesen wird.

## **Art. 50 Besondere Bestimmungen für Vermögensverwalter von ausländischen kollektiven Kapitalanlagen**

<sup>1</sup> Vermögensverwalter von nicht börsenkotierten ausländischen kollektiven Kapitalanlagen als Mitglied müssen den Zeichner identifizieren sowie den Kontrollinhaber oder die

an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person der ausländischen kollektiven Kapitalanlagen feststellen, wenn:

- a. weder die ausländische kollektive Kapitalanlage noch deren Verwaltungsgesellschaft einer angemessenen prudenziellen Aufsicht und einer angemessenen Regelung in Bezug auf die Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung unterstehen;
- b. sie die Anwendung einer angemessenen Regelung in Bezug auf die Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung durch einen anderen Finanzintermediär, der einer angemessenen prudenziellen Aufsicht untersteht, nicht nachweisen; und
- c. der investierte Betrag CHF 15'000 übersteigt.

<sup>2</sup> Sie müssen keine Erklärung über den Kontrollinhaber oder die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person einholen, wenn der Zeichner ein Finanzintermediär nach Art. 2 Abs. 2 lit. a - d GwG oder ein ausländischer Finanzintermediär ist, der einer angemessenen prudenziellen Aufsicht und einer angemessenen Regelung in Bezug auf die Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung untersteht.

#### **Art. 51 Besondere Bestimmungen für nicht börsenkotierte Investmentgesellschaften**

<sup>1</sup> Nicht börsenkotierte Investmentgesellschaften als Mitglied müssen den Zeichner bei der Zeichnung identifizieren sowie den Kontrollinhaber oder die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person feststellen, sofern die Zeichnung den Betrag von CHF 15'000 übersteigt.

<sup>2</sup> Sie müssen keine Erklärung über den Kontrollinhaber oder die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person bei der Zeichnung einholen, wenn der Zeichner ein Finanzintermediär nach Art. 2 Abs. 2 lit. a - d GwG oder ausländischer Finanzintermediär ist, der einer angemessenen prudenziellen Aufsicht und einer angemessenen Aufsicht und Regelung in Bezug auf die Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung untersteht.

## **2.5 Kundenprofil**

#### **Art. 52 Grundsatz**

<sup>1</sup> Bei der Aufnahme einer dauernden Geschäftsbeziehung erstellt das Mitglied ein individuelles Kundenprofil, das ihm erlaubt, die wirtschaftlichen Hintergründe, die Herkunft der involvierten Vermögenswerte und den Zweck der Transaktionen und der Geschäftsbeziehung nachzuvollziehen und deren Rechtmässigkeit zu plausibilisieren bzw. Sachverhalte zu erkennen, welche besondere Abklärungen erfordern.

#### **Art. 53 Umfang und Dokumentation**

<sup>1</sup> Das Mitglied verlangt von der Vertragspartei alle für die Erstellung des Kundenprofils notwendigen Angaben wie z.B. Art, Zweck und Datum des Geschäfts bzw. der Geschäftsaufnahme, Betrag und Währung der involvierten Vermögenswerte, Informationen über Einkommen, Vermögen (Herkunft), berufliche bzw. geschäftliche Tätigkeiten und Verbindungen, involvierte Bankkonten (inkl. Regelung der Zeichnungsberechtigung und allfällige involvierte Kreditkarten), Beziehungen zur an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigten Person, zum Bevollmächtigten oder Begünstigten, sowie eventuell familiäre Situation usw. Diese Angaben können sich je nach Geschäftsbeziehung und Umständen sowohl auf die Vertragspartei als auch auf die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person oder den Gründer/Errichter eines Trust bzw. einer Stiftung beziehen.

<sup>2</sup> Das Mitglied lässt sich die von ihm verlangten Angaben – soweit möglich und zumutbar – durch entsprechende Dokumente belegen. Verzichtet das Mitglied darauf, von diesen Belegen Kopien zuhanden des GwG-Files anzufertigen, so vermerkt das Mitglied bei der Aufnahme dieser Angaben ins Kundenprofil, welche der Unterlagen es persönlich eingesehen hat.

#### **Art. 54 Kassageschäfte und Geld- und Wertübertragungsgeschäfte**

<sup>1</sup> Bei Kassageschäften, bei welchen das Mitglied zur Identifizierung der Vertragspartei verpflichtet ist, klärt das Mitglied mindestens Art und Zweck der gewünschten Geschäftsbeziehung ab und dokumentiert diese im GwG-File. Der Umfang der einzuholenden Informationen richtet sich nach dem Risiko, das die Geschäftsbeziehung resp. die Transaktion darstellt.

<sup>2</sup> Erscheint eine Vertragspartei regelmässig beim Mitglied zwecks Durchführung von Kassageschäften (inkl. Geldwechselgeschäften) oder Geld- und Wertübertragungsgeschäften, so kann das Mitglied die betreffende Vertragspartei abweichend von Art. 24 Abs. 1 Reglement auch als dauernde Geschäftsbeziehung behandeln.

<sup>3</sup> Das zu erstellende Kundenprofil eine dauernde Geschäftsbeziehung muss insbesondere über das übliche Geschäftsvolumen (zwecks Plausibilisierung der während der Dauer der Geschäftsbeziehung erfolgenden Transaktionen) und bei Geld- und Wertübertragungsgeschäften zudem über die Begünstigten (Name, Vorname, Adresse etc.) solcher Transaktionen Auskunft geben.

<sup>4</sup> Bei Kassageschäften und Geld- und Wertübertragungsgeschäften, welche als dauernde Geschäftsbeziehungen gelten, ist ein GwG-File pro Vertragspartei zu erstellen.

## **2.6 Besondere Abklärungspflichten (Art. 6 GwG)**

#### **Art. 55 Überwachung der Geschäftsbeziehungen und Transaktionen**

<sup>1</sup> Das Mitglied sorgt für eine wirksame, risikoorientierte Überwachung der Geschäftsbeziehungen und Transaktionen.

<sup>2</sup> Ein Mitglied, welches das Geld- oder Wertübertragungsgeschäft tätigt, benützt ein informatikgestütztes System zur Ermittlung und zur Überwachung von Transaktionen mit erhöhten Risiken.

#### **Art. 56 Zusätzliche Abklärungen bei erhöhten Risiken**

<sup>1</sup> Das Mitglied trifft mit angemessenem Aufwand zusätzliche Abklärungen, wenn:

- a. die Transaktion oder die Geschäftsbeziehung mit einem erhöhten Risiko behaftet ist;
- b. die Transaktion oder die Geschäftsbeziehung ungewöhnlich erscheint, es sei denn, ihre Rechtmässigkeit ist erkennbar;
- c. Anhaltspunkte vorliegen, dass Vermögenswerte aus einem Verbrechen oder aus einem qualifizierten Steuervergehen nach Art. 305<sup>bis</sup> Ziff. 1<sup>bis</sup> StGB herrühren, der Verfügungsmacht einer kriminellen Organisation (Art. 260<sup>ter</sup> Ziff. 1 StGB) unterliegen oder der Terrorismusfinanzierung (Art. 260<sup>quinqüies</sup> Abs. 1 StGB) dienen;
- d. die Daten einer Vertragspartei, eines Kontrollinhabers, einer an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person oder einer zeichnungsberechtigten Person einer Geschäftsbeziehung oder einer Transaktion mit den Daten

übereinstimmen, welche dem Mitglied durch die FINMA oder die SRO VQF nach Art. 22a GwG weitergeleitet wurden, oder diesen Daten sehr ähnlich sind.

- e. eine Vertragspartei, deren wirtschaftlich Berechtigter, Kontrollinhaber oder Vertreter auf einer Liste des Staatssekretariats für Wirtschaft (SECO) als Sanktionsadressat gelistet ist. Vorbehalten bleiben die Vorschriften des Embargogesetzes und der gestützt darauf erlassenen Verordnungen, namentlich die Sperr- und Meldepflichten.

<sup>2</sup> Entsprechende Anhaltspunkte auf ungewöhnliche oder eventuell verdachtserregende Momente im Sinne von Abs. 1 ergeben sich aus der Typologienliste (VQF Dok. Nr. 905.1), welche integrierender Bestandteil des Reglements bildet. Diese Liste ist jedoch nicht abschliessend.

<sup>3</sup> Abzuklären ist je nach den Umständen namentlich:

- a. ob die Vertragspartei an den eingebrachten Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigt ist;
- b. die Herkunft der eingebrachten Vermögenswerte;
- c. der Verwendungszweck abzogener Vermögenswerte;
- d. die Hintergründe und die Plausibilität grösserer Zahlungseingänge;
- e. der Ursprung des Vermögens der Vertragspartei, des Kontrollinhabers oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person;
- f. die berufliche oder geschäftliche Tätigkeit der Vertragspartei, des Kontrollinhabers oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person;
- g. die Frage, ob es sich bei der Vertragspartei, dem Kontrollinhaber oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person um eine politisch exponierte Person handelt.

#### **Art. 57 Mittel der Abklärungen**

<sup>1</sup> Die Abklärungen umfassen je nach den Umständen namentlich:

- a. das Einholen schriftlicher oder mündlicher Auskünfte der Vertragspartei, des Kontrollinhabers oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person;
- b. Besuche am Ort der Geschäftstätigkeit der Vertragspartei, des Kontrollinhabers oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person;
- c. die Konsultation allgemein zugänglicher öffentlicher Quellen und Datenbanken;
- d. gegebenenfalls Erkundigungen bei vertrauenswürdigen Personen.

<sup>2</sup> Das Mitglied überprüft die Ergebnisse der Abklärungen auf ihre Plausibilität hin. Die Ergebnisse sind in einer Aktennotiz zuhanden des GwG-Files festzuhalten.

#### **Art. 58 Geschäftsbeziehungen mit erhöhtem Risiko**

<sup>1</sup> Als Geschäftsbeziehungen mit erhöhtem Risiko gelten in jedem Fall:

- a. Geschäftsbeziehungen mit ausländischen politisch exponierten Personen;
- b. Geschäftsbeziehungen mit Personen, die den Personen nach lit. a nahestehen;

- c. Geschäftsbeziehungen mit Personen, die in einem Land ansässig sind, das von der FATF als «High Risk» oder nicht kooperativ betrachtet wird und bei dem die FATF zu erhöhter Sorgfalt aufruft.

<sup>2</sup> Als Geschäftsbeziehungen mit erhöhtem Risiko gelten in Zusammenhang mit einem oder mehreren weiteren Risikokriterien:

- a. Geschäftsbeziehungen mit inländischen politisch exponierten Personen;
- b. Geschäftsbeziehungen mit politisch exponierten Personen bei internationalen Organisationen;
- c. Geschäftsbeziehungen mit Personen, die den Personen nach lit. a und b nahe stehen.

<sup>3</sup> Die Geschäftsbeziehungen nach den Absätzen 1 Buchstaben a, b und c und 2 gelten als Geschäftsbeziehungen mit erhöhtem Risiko, unabhängig davon, ob die involvierten Personen auftreten als:

- a. Vertragspartei;
- b. Kontrollinhaber;
- c. an Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person;
- d. bevollmächtigte Person.

<sup>4</sup> Ein Mitglied, das mehr als zwanzig dauernde Geschäftsbeziehungen unterhält, legt weitere Kriterien fest, welche auf Geschäftsbeziehungen mit erhöhtem Risiko hinweisen.

<sup>5</sup> Als Kriterien kommen je nach Geschäftsaktivität des Mitglieds insbesondere in Frage:

- a. Sitz oder Wohnsitz der Vertragspartei, des Kontrollinhabers oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person, namentlich Ansässigkeit in einem von der Financial Action Task Force (FATF) als «High Risk» oder nicht kooperativ betrachteten Land, sowie Staatsangehörigkeit der Vertragspartei oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person;
- b. Art und Ort der Geschäftstätigkeit der Vertragspartei oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person, namentlich bei Geschäftstätigkeit in einem von der FATF als «High Risk» oder nicht kooperativ betrachteten Land;
- c. Fehlen eines persönlichen Kontakts zur Vertragspartei sowie zur wirtschaftlich berechtigten Person;
- d. Art der verlangten Dienstleistungen oder Produkte;
- e. Höhe der eingebrachten Vermögenswerte;
- f. Höhe der Zu- und Abflüsse von Vermögenswerten;
- g. Herkunfts- oder Zielland häufiger Zahlungen, namentlich Zahlungen aus einem oder in ein Land, das von der FATF als «High Risk» oder nicht kooperativ betrachtet wird;
- h. Komplexität der Strukturen, insbesondere durch Verwendung von mehreren Sitzgesellschaften oder von einer Sitzgesellschaft mit fiduziarischen Aktionären, in einer intransparenten Jurisdiktion, ohne nachvollziehbaren Grund oder zwecks kurzzeitiger Vermögensplatzierung;
- i. häufige Transaktionen mit erhöhten Risiken.

<sup>6</sup> Das Mitglied hält aufgrund seiner Risikoanalyse für diese Kriterien je einzeln fest, ob sie für seine Geschäftsaktivitäten relevant sind. Es konkretisiert die relevanten Kriterien in internen Weisungen und berücksichtigt sie für die Ermittlung seiner Geschäftsbeziehungen mit erhöhten Risiken.

<sup>7</sup> Bei der Entwicklung von Kriterien, die in Zusammenhang mit dem qualifizierten Steuerergehen auf neue und bestehende Geschäftsbeziehungen mit erhöhten Risiken hinweisen, sowie bei der Ermittlung und Kennzeichnung solcher Geschäftsbeziehungen dürfen Mitglieder auf den Maximalsteuersatz des Landes des Steuerdomizils des Kunden abstellen, um abzuschätzen, ob die hinterzogenen Steuern die in Art. 305<sup>bis</sup> Ziff. 1<sup>bis</sup> StGB festgelegte Schwelle von CHF 300'000 erreichen. Sie müssen die individuellen Steuerfaktoren für die Geschäftsbeziehung nicht ermitteln.

<sup>8</sup> Das Mitglied ermittelt und dokumentiert in geeigneter Weise die Geschäftsbeziehungen mit erhöhten Risiken (z.B. im Risikoprofil VQF Dok Nr. 902.4) und kennzeichnet diese.

### **Art. 59 Transaktionen mit erhöhtem Risiko**

<sup>1</sup> Das Mitglied entwickelt Kriterien zur Erkennung von Transaktionen mit erhöhtem Risiko.

<sup>2</sup> Als Kriterien kommen je nach Geschäftsaktivität des Mitglieds insbesondere in Frage:

- a. die Höhe der Zu- und Abflüsse von Vermögenswerten;
- b. erhebliche Abweichungen gegenüber den in der Geschäftsbeziehung üblichen Transaktionsarten, -volumina und -frequenzen;
- c. erhebliche Abweichungen gegenüber den in vergleichbaren Geschäftsbeziehungen üblichen Transaktionsarten, -volumina und -frequenzen;
- d. Herkunfts- oder Zielland von Zahlungen, insbesondere bei Zahlungen aus einem oder in ein Land, das von der FATF als «High Risk» oder nicht kooperativ betrachtet wird.

<sup>3</sup> Als Transaktionen mit erhöhtem Risiko gelten in jedem Fall:

- a. Transaktionen, bei denen am Anfang der Geschäftsbeziehung auf einmal oder gestaffelt Vermögenswerte im Gegenwert von CHF 100'000 physisch eingebracht werden;
- b. Geld- und Wertübertragungen, wenn eine oder mehrere Transaktionen, die miteinander verbunden erscheinen, den Betrag von CHF 5'000 erreichen oder übersteigen;
- c. Zahlungen aus einem oder in ein Land, das von der FATF als «High Risk» oder nicht kooperativ betrachtet wird und bei dem die FATF zu erhöhter Sorgfalt aufruft.

<sup>4</sup> Das Mitglied dokumentiert die entwickelten Kriterien zur Erkennung von Transaktionen mit erhöhten Risiken in geeigneter Weise (z.B. im Risikoprofil VQF Dok Nr. 902.4).

### **Art. 60 Zeitpunkt der zusätzlichen Abklärungen**

<sup>1</sup> Werden bei einer Geschäftsbeziehung erhöhte Risiken erkennbar, so leitet das Mitglied die zusätzlichen Abklärungen unverzüglich in die Wege und führt sie so rasch als möglich durch.



## **Art. 61 Aufnahme und Kontrolle einer Geschäftsbeziehung mit erhöhtem Risiko**

<sup>1</sup> Die Aufnahme von Geschäftsbeziehungen mit erhöhtem Risiko bedarf der Zustimmung einer vorgesetzten Person, einer vorgesetzten Stelle oder der Geschäftsführung.

<sup>2</sup> Das oberste Geschäftsführungsorgan oder mindestens eines seiner Mitglieder entscheidet über:

- a. die Aufnahme von Geschäftsbeziehungen mit politisch exponierten Personen, sofern es sich dabei um eine Geschäftsbeziehung mit erhöhtem Risiko handelt (Art. 58 Abs. 1 und 2 Reglement), und alljährlich über deren Weiterführung;
- b. die Anordnung regelmässiger interner Kontrollen aller Geschäftsbeziehungen mit erhöhtem Risiko sowie deren Überwachung und deren Auswertung.

<sup>3</sup> Mitglieder mit einer sehr umfangreichen finanzintermediären Tätigkeit und mehrstufigen hierarchischen Strukturen können diese Verantwortung auch der Leitung einer Unternehmenseinheit übertragen.

## **3. Dokumentations- und Aufbewahrungspflicht (Art. 7 GwG)**

### **Art. 62 Allgemeine Anforderungen an die Dokumentation**

<sup>1</sup> Das Mitglied erstellt und organisiert seine Dokumentation bezüglich Geschäftsbeziehungen und Transaktionen so, dass ein fachkundiger Dritter – insbesondere der zur Durchführung der GwG-Prüfung eingesetzte Prüfer – sich jederzeit ein zuverlässiges Urteil über die Einhaltung der (gesetzlichen und reglementarischen) Pflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung durch das Mitglied bilden kann.

<sup>1bis</sup> Das Mitglied überprüft die erforderlichen Belege periodisch auf ihre Aktualität und aktualisiert sie bei Bedarf. Die Periodizität, der Umfang sowie die Art der Überprüfung und der Aktualisierung richten sich nach dem Risiko, das die Vertragspartei darstellt.

<sup>2</sup> Die Unterlagen und Belege müssen so erstellt und aufbewahrt werden, dass Mitglied den Auskunfts- und Beschlagnahmebegehren der Strafverfolgungsbehörden oder anderer berechtigter Stellen innert angemessener Frist nachkommen kann. Diese Unterlagen und Belege müssen es ermöglichen, jede einzelne Transaktion nachzuvollziehen.

<sup>3</sup> Das Mitglied hat pro Vertragspartei ein GwG-File (Ausnahmen: Art. 24 Abs. 4, Art. 28 Abs. 2 und Art. 30 Abs. 3 Reglement) und zudem eine Liste mit den Zu- und Abgangsdaten sämtlicher dem GwG unterstellten Vertragsbeziehungen (VQF Dok. Nr. 902.8) zu führen.

<sup>4</sup> Die GwG-Files sind ständig aktuell zu halten. Das Mitglied muss über aktuelle physische oder elektronische Kopien der massgeblichen Dokumente verfügen.

<sup>5</sup> Die SRO VQF stellt für eine Grunddokumentation und Aktualisierung entsprechende Formulare zur Verfügung, die über die Homepage des VQF ([www.vqf.ch](http://www.vqf.ch)) abrufbar sind. Verzichtet das Mitglied darauf, die VQF-Formulare zu benutzen, so muss es sicherstellen, dass seine eigenen Formulare die in den Formularen der SRO VQF verlangten Angaben im Sinne eines Mindeststandards enthalten.

<sup>6</sup> Die Unterlagen und Belege müssen an einem sicheren (nicht für unbefugte Dritte zugänglich) Ort in der Schweiz aufbewahrt werden.

<sup>7</sup> Dokumente, die für die Sachverhaltsfeststellung einer GwG-relevanten Vertragsbeziehung von wesentlicher Bedeutung sind, müssen im GwG-File abgelegt werden. Als Un-

terlagen von wesentlicher Bedeutung gelten hierbei alle Unterlagen, welche zum Verständnis eines bestimmten Geschäfts oder zur Überprüfung der Einhaltung der (gesetzlichen und reglementarischen) Pflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung notwendig sind:

- a. alle in diesem Reglement erwähnten Unterlagen und Dokumente, insbesondere: GwG-Standardformulare der SRO VQF oder die eigenen Formulare, Identifizierungsdokumente, gemäss diesem Reglement in besonderen Fällen zu erstellende Aktennotizen, Kopie der Meldungen nach Art. 66 Reglement (Art. 9 GwG) und Art. 67 Reglement (Art. 305<sup>ter</sup> Abs. 2 StGB);
- b. alle weiteren Dokumente im GwG-File, die zum Verständnis oder zur Überprüfung der Angaben in den GwG-Standardformularen notwendig sind oder die zu einer besonderen Abklärung führen oder Teil einer besonderen Abklärung sind, insbesondere: Unterlagen zu den getätigten Transaktionen (Bankunterlagen, Vollmachten, Quittungen etc.), Verträge, Korrespondenzen, Telefon- und weitere Aktennotizen, Rechnungen, Buchhaltung etc.

<sup>8</sup> Auf die Ablage von Transaktionsbelegen (Kontoauszüge), Buchhaltungsunterlagen und Rechnungskorrespondenz im GwG-File kann verzichtet werden, wenn im GwG-File schriftlich festgehalten wird (Vermerk, Verweis), wo diese Unterlagen zu finden sind und diese nicht im GwG-File befindlichen Unterlagen so geführt und aufbewahrt werden, dass die Dokumentations- und Aufbewahrungspflicht erfüllt wird.

<sup>9</sup> Dokumente, die für die Sachverhaltsfeststellung einer GwG-relevanten Geschäftsbeziehung von wesentlicher Bedeutung sind und nicht in einer schweizerischen Landessprache oder in Englisch abgefasst sind, müssen von einem entsprechend befähigten und anerkannten Übersetzer ins Englische oder in eine schweizerische Landessprache übersetzt werden.

### **Art. 63 Zusätzliche Anforderungen für die elektronische Dokumentation**

<sup>1</sup> Bei elektronischer Aufbewahrung von Dokumenten ist zusätzlich zu den Erfordernissen gemäss Art. 62 Reglement sicherzustellen, dass:

- a. die notwendigen Angaben auf Verlangen in Papierform ausgedruckt werden können;
- b. die Voraussetzungen gemäss Art. 9 und 10 Geschäftsbücherverordnung<sup>5</sup> erfüllt werden;
- c. sich der verwendete Server in der Schweiz befindet (ansonsten muss das Mitglied über aktuelle physische oder elektronische Kopien der massgeblichen Dokumente in der Schweiz verfügen) und für das Mitglied jederzeit zugänglich ist.

### **Art. 64 Aufbewahrungsfrist**

<sup>1</sup> Nach Beendigung der Geschäftsbeziehung oder Abschluss der Transaktion bewahrt das Mitglied die Dokumentation gemäss Art. 62 ff. Reglement während 10 Jahren auf.

<sup>2</sup> Die Aufbewahrungsfrist für die Unterlagen im Zusammenhang mit einer Meldung an die MROS beträgt fünf Jahre.

---

<sup>5</sup> Verordnung über die Führung und Aufbewahrung der Geschäftsbücher vom 24. April 2002 (SR 221.431)

## **Art. 65 Übertragung von dem GwG unterstellten Vertragsbeziehungen**

<sup>1</sup> Überträgt ein Mitglied (oder dessen Vertragspartei) dem GwG unterstellte Vertragsbeziehungen auf ein anderes Mitglied oder einen anderen Finanzintermediär, so muss das bisher zuständige Mitglied (übertragender Finanzintermediär) die Beendigung in seinem GwG-File reglementskonform dokumentieren (Aktennotiz, Ablage des Kündigungsschreibens und weiterer mit der Beendigung zusammenhängender Unterlagen) und sämtliche im GwG-File befindlichen (Original-) Dokumente oder echtheitsbestätigten Kopien davon während 10 Jahren aufbewahren.

<sup>2</sup> Der übertragende Finanzintermediär kann an den für die bisherige Vertragspartei neu zuständigen Finanzintermediär – mit Zustimmung der Vertragspartei – echtheitsbestätigte Kopien seines GwG-Files übergeben (eine Bestätigung pro GwG-File). Wenn der übertragende Finanzintermediär bei sich echtheitsbestätigte Kopien der im GwG-File befindlichen Unterlagen reglementskonform aufbewahrt, können an den übernehmenden Finanzintermediär – mit Zustimmung der Vertragspartei – auch die Originaldokumente übergeben werden.

<sup>3</sup> Der neu zuständige Finanzintermediär (übernehmendes Mitglied), welcher die dem GwG unterstellte Kundenbeziehung übernimmt, muss sicherstellen, dass die Identifizierung der Vertragspartei und die Feststellung des Kontrollinhabers oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person im Zeitpunkt des Abschlusses des neuen Vertrages (d.h. bei Aufnahme der Geschäftsbeziehung) reglementskonform sind und muss daher gegebenenfalls die Identifizierung der neuen Vertragspartei bzw. die Feststellung des Kontrollinhabers oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person wiederholen. In Bezug auf das Kundenprofil und allfällig vorgenommene besondere Abklärungen muss der neu zuständige Finanzintermediär (übernehmendes Mitglied) die Plausibilität und Aktualität der vom übertragenden Finanzintermediär erhaltenen Angaben überprüfen und diese Überprüfung dokumentieren.

<sup>4</sup> Auf diese Neuidentifizierung nach Abs. 3 kann verzichtet werden, wenn der bisherige Kundenbetreuer (natürliche Person) die Kunden (Vertragsparteien) mitnimmt (Wechsel des Arbeitgebers oder Neuaufnahme einer selbstständigen Erwerbstätigkeit). Ebenfalls kann auf die Neuidentifikation nach Abs. 3 verzichtet werden, wenn Kundenbeziehungen innerhalb eines Konzerns von einer Konzerngesellschaft auf eine andere Konzerngesellschaft übertragen werden.

## **4. Meldepflicht, Melderecht sowie Pflichten bei Geldwäschereiverdacht und Verdacht auf Terrorismusfinanzierung (Art. 9 - 11 GwG, Art. 12a – 12c GwV)**

### **4.1 Meldepflicht und Melderecht**

#### **Art. 66 Meldepflicht (Art. 9 GwG)**

<sup>1</sup> Ein Mitglied muss der Meldestelle für Geldwäscherei nach Art. 23 GwG (Meldestelle) unverzüglich Meldung erstatten, wenn es:

- a. weiss oder den begründeten Verdacht hat, dass die in die Geschäftsbeziehung involvierten Vermögenswerte:
  1. im Zusammenhang mit einer strafbaren Handlung nach Art. 260<sup>ter</sup> oder Art. 305<sup>bis</sup> StGB stehen,
  2. aus einem Verbrechen oder aus einem qualifizierten Steuervergehen nach Art. 305<sup>bis</sup> Ziff. 1<sup>bis</sup> StGB herrühren,
  3. der Verfügungsmacht einer kriminellen oder terroristischen Organisation unterliegen, oder

4. der Terrorismusfinanzierung (Art. 260<sup>quinquies</sup> Abs. 1 StGB) dienen.

- b. Verhandlungen zur Aufnahme einer Geschäftsbeziehung wegen eines begründeten Verdachts nach lit. a abbricht;
- c. aufgrund der nach Art. 6 Abs. 2 lit. d GwG (Art. 56 Reglement) durchgeführten Abklärungen weiss oder Grund zur Annahme hat, dass die aufgrund von Art. 22a Abs. 2 oder 3 GwG weitergeleiteten Daten einer Person oder Organisation den Daten eines Vertragspartners, einer wirtschaftlich berechtigten oder einer zeichnungsberechtigten Person einer Geschäftsbeziehung oder einer Transaktion entsprechen.

<sup>1bis</sup> Ein Händler muss der Meldestelle unverzüglich Meldung erstatten, wenn er weiss oder den begründeten Verdacht hat, dass die Barzahlungsmittel bei einem Handelsgeschäft:

- a. im Zusammenhang mit einer strafbaren Handlung nach Art. 260<sup>ter</sup> oder Art. 305<sup>bis</sup> StGB stehen;
- b. aus einem Verbrechen oder aus einem qualifizierten Steuervergehen nach Art. 305<sup>bis</sup> Ziff. 1<sup>bis</sup> StGB herrühren;
- c. der Verfügungsmacht einer kriminellen oder terroristischen Organisation unterliegen, oder;
- d. der Terrorismusfinanzierung (Art. 260<sup>quinquies</sup> Abs. 1 StGB) dienen;

<sup>1bis</sup> Aus den Meldungen gemäss den Absätzen 1 und <sup>1bis</sup> muss der Name des Mitglieds ersichtlich sein. Das mit dem Fall befasste Personal des Mitglieds kann in der Meldung anonymisiert werden, sofern die Möglichkeit der Meldestelle und der zuständigen Strafverfolgungsbehörde zur unverzüglichen Kontaktaufnahme gewährleistet bleibt.

<sup>1quater</sup> In den Fällen nach Absatz 1 liegt ein begründeter Verdacht vor, wenn das Mitglied einen konkreten Hinweis oder mehrere Anhaltspunkte hat, dass für die in die Geschäftsbeziehung involvierten Vermögenswerte Abs. 1 lit. a erfüllt sein könnte und dieser Verdacht aufgrund zusätzlicher Abklärungen gemäss Art. 6 GwG (Art. 56 Reglement) nicht ausgeräumt werden kann.

<sup>2</sup> Der Meldepflicht nicht unterworfen sind Anwälte und Notare, soweit ihre Tätigkeit dem Berufsgeheimnis nach Art. 321 StGB untersteht.

## **Art. 67 Melderecht**

<sup>1</sup> Hat ein Mitglied keinen begründeten Verdacht nach Art. 66 Abs. 1 lit. a und b Reglement (Art. 9 Abs. 1 lit. a und b GwG) oder keinen Grund nach Art. 66 Abs. 1 lit. c Reglement (Art. 9 Abs. 1 lit. c GwG), hat es aber Wahrnehmungen gemacht, die darauf schliessen lassen, dass Vermögenswerte aus einem Verbrechen oder einem qualifizierten Steuerdelikt herrühren oder der Terrorismusfinanzierung dienen, so kann es diese gestützt auf das Melderecht von Art. 305<sup>ter</sup> Abs. 2 StGB der Meldestelle melden.

<sup>2</sup> Übt das Mitglied bei zweifelhaften Geschäftsbeziehungen mit bedeutenden Vermögenswerten sein Melderecht nach Art. 305<sup>ter</sup> Abs. 2 StGB nicht aus, so dokumentiert es die Gründe.

<sup>3</sup> Führt das Mitglied die zweifelhafte Geschäftsbeziehung weiter, so hat es sie genau zu überwachen und auf Anhaltspunkte, die auf Geldwäscherei oder Terrorismusfinanzierung hinweisen, zu überprüfen.

## **Art. 68 Form der Meldung**

<sup>1</sup> Der Verkehr mit der Meldestelle für Geldwäscherei (MROS) richtet sich nach den Bestimmungen von Art. 3a der Verordnung über die Meldestelle für Geldwäscherei (MGwV).

## **Art. 69 Kundenaufträge betreffend die gemeldeten Vermögenswerte (Art. 9a GwG)**

<sup>1</sup> Während der durch die Meldestelle durchgeführten Analyse nach Art. 23 Abs. 2 GwG führt das Mitglied Kundenaufträge, die nach Art. 9 Abs. 1 lit. a GwG (Art. 66 Abs. 1 lit. a Reglement) oder nach Art. 305<sup>ter</sup> Abs. 2 StGB (Art. 67 Reglement) gemeldete Vermögenswerte betreffen, aus.

<sup>2</sup> Es führt Kundenaufträge, die bedeutende Vermögenswerte betreffen, nur in einer Form aus, die es den Strafverfolgungsbehörden erlaubt, deren Spur weiterzuverfolgen.

## **4.2 Vermögenssperre und Informationsverbot**

### **Art. 70 Vermögenssperre (Art. 10 GwG)**

<sup>1</sup> Das Mitglied sperrt die ihm anvertrauten Vermögenswerte, die mit der Meldung nach Art. 9 Abs. 1 lit. a GwG (Art. 66 Abs. 1 lit. a Reglement) oder nach Art. 305<sup>ter</sup> Abs. 2 StGB (Art. 67 Reglement) im Zusammenhang stehen, sobald ihm die Meldestelle mitteilt, dass sie die gemeldeten Informationen einer Strafverfolgungsbehörde übermittelt.

<sup>1bis</sup> Es sperrt unverzüglich die ihm anvertrauten Vermögenswerte, die mit der Meldung nach Art. 9 Abs. 1 lit. c GwG (Art. 66 Abs. 1 lit. c Reglement) im Zusammenhang stehen.

<sup>2</sup> Es erhält die Vermögenssperre aufrecht, bis eine Verfügung der zuständigen Strafverfolgungsbehörde bei ihm eintrifft, längstens aber fünf Werktage ab dem Zeitpunkt, in dem ihm die Meldestelle im Falle von Abs. 1 die Übermittlung der gemeldeten Informationen mitgeteilt hat oder es im Falle von Abs. 1<sup>bis</sup> der Meldestelle Meldung erstattet hat.

### **Art. 71 Informationsverbot (Art. 10a GwG)**

<sup>1</sup> Das Mitglied darf weder Betroffene noch Dritte darüber informieren, dass es eine Meldung nach Art. 9 GwG (Art. 66 Reglement) oder nach Art. 305<sup>ter</sup> Abs. 2 StGB (Art. 67 Reglement) erstattet hat. Nicht als Dritte gelten die Behörden und Organisationen, die für die Aufsicht nach Art. 12 GwG oder nach Art. 43a FINMAG zuständig sind, sowie die Personen, die im Rahmen der Aufsicht Prüfungen durchführen.

<sup>2</sup> Wenn das Mitglied selber keine Vermögenssperre verhängen kann, darf es den Finanzintermediär, der dazu in der Lage und dem GwG unterstellt ist, informieren.

<sup>3</sup> Das Mitglied darf einen anderen dem GwG unterstellten Finanzintermediär ebenfalls darüber informieren, dass es eine Meldung nach Art. 9 GwG (Art. 66 Reglement) oder nach Art. 305<sup>ter</sup> Abs. 2 StGB (Art. 67 Reglement) erstattet hat, soweit dies zur Einhaltung der Pflichten gemäss GwG erforderlich ist und sofern beide Finanzintermediäre:

- a. für einen Kunden aufgrund einer vertraglich vereinbarten Zusammenarbeit gemeinsame Dienste im Zusammenhang mit dessen Vermögensverwaltung erbringen; oder
- b. dem gleichen Konzern angehören.

<sup>3bis</sup> Es darf ebenfalls seine Muttergesellschaft im Ausland unter den in Artikel 4<sup>quinqüies</sup> BankG festgelegten Bedingungen darüber informieren, dass es eine Meldung nach Art.

9 GwG (Art. 66 Reglement) oder nach Art. 305ter Abs. 2 StGB (Art. 67 Reglement) erstattet hat, sofern diese sich zur Einhaltung des Informationsverbots verpflichtet. Nicht als Dritte gilt die Aufsichtsbehörde der Muttergesellschaft.

<sup>4</sup> Der Finanzintermediär, der gestützt auf Abs. 2 oder 3 informiert worden ist, untersteht dem Informationsverbot nach Abs. 1.

<sup>5</sup> Der Händler darf weder Betroffene noch Dritte darüber informieren, dass er eine Meldung nach Art. 9 GwG (Art. 66 Reglement) erstattet hat.

<sup>6</sup> Ausgenommen vom Informationsverbot nach den Absätzen 1 und 5 bleibt die Wahrung eigener Interessen im Rahmen eines Zivilprozesses oder eines Straf- oder Verwaltungsverfahrens.

#### **Art. 72 Straf- und Haftungsausschluss**

<sup>1</sup> Der Straf- und Haftungsausschluss richtet sich nach Art. 11 GwG.

### **4.3 Abbruch und Ablehnung der Geschäftsbeziehung**

#### **Art. 73 Verbot des Abbruchs der Geschäftsbeziehung (Art. 12a GwV)**

<sup>1</sup> Das Mitglied darf eine Geschäftsbeziehung nicht von sich aus abbrechen, wenn die Voraussetzungen für eine Meldung nach Art. 9 GwG erfüllt sind oder wenn er das Melderecht nach Art. 305ter Abs. 2 StGB in Anspruch nimmt.

<sup>2</sup> Wenn konkrete Anzeichen bestehen, dass behördliche Sicherstellungsmassnahmen unmittelbar bevorstehen, ist dem Mitglied untersagt:

- a. eine Geschäftsbeziehung abzubauen, für welche es entscheidet, das Melderecht nach Art. 305ter Abs. 2 StGB nicht in Anspruch zu nehmen, obwohl die Voraussetzungen erfüllt sind;
- b. den Rückzug bedeutender Vermögenswerte zu gestatten.

#### **Art. 74 Abbruch der Geschäftsbeziehung (Art. 9b GwG)**

<sup>1</sup> Teilt die Meldestelle nach einer Meldung nach Art. 9 Abs. 1 lit. a GwG oder nach Art. 305ter Abs. 2 StGB dem Mitglied nicht innert 40 Arbeitstagen mit, dass sie die gemeldeten Informationen einer Strafverfolgungsbehörde übermittelt, so kann das Mitglied die Geschäftsbeziehung abbrechen.

<sup>2</sup> Das Mitglied, welches die Geschäftsbeziehung abbrechen will, darf den Rückzug bedeutender Vermögenswerte nur in einer Form gestatten, die es den Strafverfolgungsbehörden erlaubt, deren Spur weiterzuverfolgen.

<sup>3</sup> Der Abbruch der Geschäftsbeziehung und das Datum des Abbruchs sind der Meldestelle unverzüglich mitzuteilen.

<sup>4</sup> Nach dem Abbruch der Geschäftsbeziehung ist das Informationsverbot nach Art 10a Abs. 1 GwG weiterhin einzuhalten.

#### **Art. 75 Abbruch der Geschäftsbeziehung (Art. 12b GwV)**

<sup>1</sup> Ausser in dem in Art. 9b Abs. 1 GwG vorgesehenen Fall kann das Mitglied die Geschäftsbeziehung abbrechen, wenn:

- a. die Meldestelle für Geldwäscherei (Meldestelle) ihm nach einer Meldung nach Art. 9 Abs. 1 lit. a GwG oder Art. 305<sup>ter</sup> Abs. 2 StGB innert 40 Arbeitstagen mitteilt, dass sie die gemeldeten Informationen einer Strafverfolgungsbehörde übermittelt, und es nach dieser Mitteilung innert fünf Arbeitstagen keine Verfügung der Strafverfolgungsbehörde erhält;
- b. es nach einer Meldung nach Art. 9 Abs. 1 lit. c GwG nicht innert fünf Arbeitstagen eine Verfügung von der Strafverfolgungsbehörde erhält;
- c. es nach einer Sperre, die durch die Strafverfolgungsbehörde gestützt auf Meldung nach Art. 9 Abs. 1 GwG oder Art. 305<sup>ter</sup> Abs. 2 StGB angeordnet wurde, über deren Aufhebung informiert wird, es sei denn, eine Strafverfolgungsbehörde teilt ihm etwas anderes mit.

<sup>2</sup> Bricht das Mitglied eine Geschäftsbeziehung ab, für welche es entscheidet, das Melde-recht nach Art. 305<sup>ter</sup> Abs. 2 StGB nicht in Anspruch zu nehmen, obwohl die Voraussetzungen erfüllt sind, so darf es den Rückzug bedeutender Vermögenswerte nur in einer Form gestatten, die es den Strafverfolgungsbehörden erlaubt, deren Spur weiterzuverfolgen.

<sup>3</sup> In den Fällen nach Absatz 1 müssen der Abbruch der Geschäftsbeziehung und das Datum des Abbruchs der Meldestelle nicht mitgeteilt werden.

#### **Art. 76 Information an einen Finanzintermediär (Art. 12c GwV)**

<sup>1</sup> Informiert das Mitglied einen anderen Finanzintermediär darüber, dass es eine Meldung nach Art. 9 GwG oder Art. 305<sup>ter</sup> Abs. 2 StGB erstattet hat, so hält es diese Tatsache in geeigneter Form fest.

#### **Art. 77 Abbruch und Ablehnung von Geschäftsbeziehungen**

<sup>1</sup> Das Mitglied bricht die Geschäftsbeziehung unter Einhaltung von Art. 9b GwG sowie den Art. 12a und 12b GwV (Art. 73 bis 75 Reglement) ab, wenn:

- a. die Zweifel an den Angaben der Vertragspartei oder des Kontrollinhabers auch nach Durchführung des Verfahrens nach Art. 46 Reglement bestehen bleiben;
- b. sich ihm der Verdacht aufdrängt, dass ihm wissentlich falsche Angaben über die Identität der Vertragspartei, des Kontrollinhabers oder der an Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person gemacht wurden; oder
- c. die Vertragspartei trotz Aufforderung des Mitglieds die erneute Identifizierung oder erneute Feststellung des Kontrollinhabers oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person ohne Angabe von Gründen verweigert.

<sup>2</sup> Bricht das Mitglied die Geschäftsbeziehung ab, so muss es dies dokumentieren.

### **4.5 Dokumentationspflicht und Mitteilungspflicht an die SRO VQF**

#### **Art. 78 Dokumentation**

<sup>1</sup> Das Mitglied hält im GwG-File alle mit einer Meldung nach Art. 66 Reglement (Art. 9 GwG) oder Art. 67 Reglement (Art. 305<sup>ter</sup> Abs. 2 StGB) verbundenen Informationen fest und legt die betreffenden Unterlagen (inkl. die Kopie der Meldung und die Mitteilungen/Verfügungen der Behörden) im GwG-File ab.

<sup>2</sup> Erstattet das Mitglied keine Verdachtsmeldung, weil es den Verdacht aufgrund zusätzlicher Abklärungen gemäss Art 56 Reglement ausräumen konnte, so dokumentiert es die zugrundeliegenden Gründe.

## **Art. 79 Information an die SRO VQF über Meldungen an die Meldestelle**

<sup>1</sup> Das Mitglied informiert die SRO VQF unverzüglich über Meldungen nach Art. 66 Reglement (Art. 9 GwG) und Art. 67 Reglement (Art. 305<sup>ter</sup> Abs. 2 StGB) an die Meldestelle.

<sup>2</sup> Das Mitglied kann in der Information an die SRO VQF die Kundendaten anonymisieren.

## **5. Organisations- und Ausbildungspflicht (Art. 8 GwG)**

### **5.1 Allgemeine Bestimmungen**

#### **Art. 80 Neue Produkte, Geschäftspraktiken und Technologien**

<sup>1</sup> Das Mitglied stellt sicher, dass die Geldwäscherei- und Terrorismusfinanzierungsrisiken, die von der Entwicklung neuer Produkte oder Geschäftspraktiken oder von der Verwendung neuer oder weiterentwickelter Technologien ausgehen, im Voraus eingeschätzt und im Rahmen des Risikomanagements angemessen erfasst, begrenzt und überwacht werden.

#### **Art. 81 Fachstelle für Geldwäscherei**

<sup>1</sup> Das Mitglied bezeichnet eine qualifizierte Person als GwG-Verantwortlichen. Der GwG-Verantwortliche muss grundsätzlich Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt in der Schweiz haben.

<sup>2</sup> Der GwG-Verantwortliche hat insbesondere folgende Aufgaben:

- a. Sicherstellung der Einhaltung sämtlicher Pflichten des Mitglieds gemäss GwG und SRO-Regularien;
- b. Planung, Überwachung und Dokumentation der laufenden Aus- und Weiterbildung sämtlicher ausbildungspflichtiger Personen des Mitglieds;
- c. gegebenenfalls Vorbereitung der internen Richtlinien zur Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung;
- d. Kontakt zur SRO VQF und zu den Behörden.

<sup>3</sup> Verfügt ein Mitglied über mehr als zwanzig im GwG-Bereich tätige Personen, erstellt der GwG-Verantwortliche zudem unter Berücksichtigung des Tätigkeitsgebiets und der Art der geführten Geschäftsbeziehungen des Mitglieds eine Risikoanalyse unter den Aspekten der Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung und berücksichtigt dabei insbesondere den Sitz oder den Wohnsitz der Kunden, das Kundensegment sowie die angebotenen Produkte und Dienstleistungen. Die Risikoanalyse ist durch den Verwaltungsrat oder das oberste Geschäftsführungsorgan zu verabschieden und periodisch zu aktualisieren.

<sup>4</sup> Ein Mitglied mit mindestens sechs im GwG-Bereich tätigen Personen bezeichnet eine qualifizierte Person als GwG-Stellvertreter. Der GwG-Stellvertreter muss grundsätzlich Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt in der Schweiz haben.

<sup>5</sup> Ein Mitglied mit maximal fünf im GwG-Bereich tätigen Personen kann anstatt eines Stellvertreters eine Person bezeichnen, die den Zugriff zu den GwG-relevanten Unterlagen auch bei Abwesenheit des GwG-Verantwortlichen ermöglicht (sog. Zugangsberechtigter). Der Zugangsberechtigte muss grundsätzlich Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt in der Schweiz haben und kann eine betriebsfremde Person sein.



## **Art. 82 Interne Weisungen**

<sup>1</sup> Ein Mitglied mit mehr als zehn im GwG-Bereich tätigen Personen erlässt interne Weisungen zur Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung und gibt sie den betroffenen Personen in geeigneter Form bekannt. Sie sind durch den Verwaltungsrat oder das oberste Geschäftsführungsorgan zu verabschieden.

<sup>2</sup> Darin sind insbesondere zu regeln:

- a. die Kriterien, die zur Ermittlung von Geschäftsbeziehungen mit erhöhtem Risiko nach Art. 58 Reglement angewendet werden;
- b. die Kriterien, die zur Erkennung von Transaktionen mit erhöhtem Risiko nach Art. 59 Reglement angewendet werden;
- c. die Grundzüge der Transaktionsüberwachung nach Art. 55 Reglement;
- d. die Betragsgrenzen nach Art. 58 Abs. 5 lit. e und f sowie Art. 59 Abs. 2 lit. a Reglement;
- e. in welchen Fällen der GwG-Verantwortliche beigezogen und das oberste Geschäftsführungsorgan informiert werden müssen;
- f. die Grundzüge der Aus- und Weiterbildung der im GwG-Bereich tätigen Personen;
- g. die Geschäftspolitik hinsichtlich politisch exponierter Personen;
- h. die Zuständigkeit für die Meldungen an die Meldestelle für Geldwäscherei;
- i. die Modalitäten, nach denen das Mitglied die erhöhten Risiken erfasst, begrenzt und überwacht;
- j. die Kriterien, nach denen Dritte nach Art. 85 ff. Reglement beigezogen werden können;
- k. die übrige betriebsinterne Aufgaben- und Kompetenzverteilungen zwischen dem GwG-Verantwortlichen und den anderen mit der Wahrnehmung der Sorgfaltspflichten beauftragten Geschäftseinheiten.
- l. die Aktualisierung von Kundenbelegen.

<sup>3</sup> Die SRO VQF kann auch von einem Mitglied, welches bis zu zehn Personen im GwG-Bereich beschäftigt, verlangen, dass es interne Weisungen erstellt, wenn dies für eine angemessene betriebliche Organisation notwendig ist.

<sup>4</sup> Ein Anbieter von Dienstleistungen im Bereich der virtuellen Vermögenswerte erlässt, unabhängig von der Anzahl im GwG-Bereich tätigen Personen, interne Weisungen zur Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung. Deren Inhalt ist risikobasiert auszugestalten.

## **Art. 83 Entscheidungskompetenz bei Meldungen**

<sup>1</sup> Das oberste Geschäftsführungsorgan entscheidet über die Erstattung von Meldungen nach Artikel 9 GwG beziehungsweise nach Artikel 305<sup>ter</sup> Absatz 2 StGB. Es kann diese Aufgabe an die Fachstelle für Geldwäscherei übertragen.

## 5.2 Ausbildungspflicht

### Art. 84 Ausbildungspflicht / Ausbildungskonzept

<sup>1</sup> Das Mitglied ist verpflichtet, folgende Personen auszubilden und regelmässig weiterzubilden:

- a. Sämtliche Organe und Arbeitnehmer, die im GwG-Bereich tätig sind;
- b. den GwG-Verantwortlichen sowie dessen Stellvertreter.

<sup>2</sup> Die Aus- und Weiterbildung ist auf die für das Mitglied bzw. die jeweilige ausbildungspflichtige Person wesentlichen Aspekte der Bekämpfung der Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung ausgerichtet und stellt sicher, dass das Mitglied bzw. die jeweilige ausbildungspflichtige Person in der Lage ist und bleibt, den Pflichten aus dem GwG und diesem Reglement umfassend nachzukommen.

<sup>3</sup> Die konkrete Ausgestaltung der Ausbildungspflicht richtet sich nach dem geltenden Ausbildungskonzept der SRO VQF (VQF Dok. Nr. 610.1), dessen Bestimmungen als integrierender Bestandteil dieses Reglements gelten.

## 5.3 Beizug Dritter

### Art. 85 Beizug Dritter zur Erfüllung von Sorgfaltspflichten

<sup>1</sup> Ein Mitglied darf betriebsfremde Personen und Unternehmen mit der Identifizierung der Vertragspartei, der Feststellung des Kontrollinhabers oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person sowie den zusätzlichen Abklärungspflichten beauftragen, wenn es:

- a. die beauftragte Person sorgfältig ausgewählt hat und diese Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit bietet;
- b. diese über ihre Aufgabe instruiert hat;
- c. kontrollieren kann, ob die beauftragte Person die Sorgfaltspflichten einhält oder nicht; und
- d. mit der beauftragten Person oder dem beauftragten Unternehmen eine schriftliche Vereinbarung getroffen hat.

<sup>2</sup> Es kann die Erfüllung dieser Sorgfaltspflichten ohne schriftliche Vereinbarung anvertrauen:

- a. einer Stelle innerhalb eines Konzerns oder einer Gruppe, sofern ein gleichwertiger Sorgfaltsstandard angewandt wird; oder
- b. einem anderen Finanzintermediär, sofern dieser einer gleichwertigen Aufsicht und Regelung in Bezug auf die Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung untersteht und Massnahmen getroffen hat, um die Sorgfaltspflichten in gleichwertiger Weise zu erfüllen.

<sup>3</sup> Das Mitglied hat sicherzustellen, dass der beigezogene Dritte seinerseits keine weiteren Personen oder Unternehmen beizieht.

<sup>4</sup> Das Mitglied bleibt in jedem Fall für die pflichtgemässe Erfüllung der Aufgaben, für die Dritte beigezogen wurden, verantwortlich.

<sup>5</sup> Das Mitglied muss Kopien der Unterlagen, die zur Erfüllung der Pflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung gedient haben, zu seinen Akten

nehmen und sich von der beauftragten Person schriftlich bestätigen lassen, dass die ihm übergebenen Kopien den Originalunterlagen entsprechen. Das Mitglied überprüft die Ergebnisse der zusätzlichen Abklärungen selber auf ihre Plausibilität.

<sup>6</sup> Will ein Mitglied für die Erfüllung weiterer als der in Abs. 1 erwähnten Sorgfaltspflichten Dritte beiziehen, bedarf es dazu einer vorgängigen Genehmigung durch die SRO VQF. Auf eine Genehmigung eines solchen Ausnahmesuchs besteht kein Anspruch. Die SRO VQF kann eine allfällige Genehmigung mit Auflagen und Bedingungen verbinden. Ein ablehnender Entscheid oder der Erlass von Auflagen und Bedingungen sind nicht anfechtbar.

<sup>7</sup> Die Meldepflicht nach Art. 66 Reglement (Art. 9 GwG), das Melderecht nach Art. 67 Reglement (Art. 305<sup>ter</sup> Abs. 2 StGB) sowie die Pflicht zur Vermögenssperre nach Art. 70 Reglement (Art. 10 GwG) dürfen nicht an Dritte delegiert werden.

### **Art. 86 Beizug eines Dritten als GwG-Verantwortlicher**

<sup>1</sup> Das Mitglied kann unter seiner Verantwortung eine fachkundige betriebsfremde Person als GwG-Verantwortlichen bezeichnen, wenn:

- a. es von seiner Grösse oder Organisation her nicht in der Lage ist, eine eigene Fachstelle einzurichten; oder
- b. die Einrichtung einer solchen unverhältnismässig wäre.

<sup>2</sup> Für den Beizug einer betriebsfremden Person als GwG-Verantwortlichen bedarf es einer vorgängigen Genehmigung durch die SRO VQF. Auf eine Genehmigung eines solchen Ausnahmesuchs besteht kein Anspruch. Die SRO VQF kann eine allfällige Genehmigung mit Auflagen und Bedingungen verbinden. Ein ablehnender Entscheid oder der Erlass von Auflagen und Bedingungen sind nicht anfechtbar. Die Voraussetzungen nach Art. 85 Abs. 1 Reglement gelten sinngemäss.

<sup>3</sup> Das Gesuch des Mitglieds muss insbesondere enthalten:

- a. Nachweis der Voraussetzungen nach Abs. 1;
- b. Kopie der schriftlichen Vereinbarung zwischen dem Mitglied und dem betriebsfremden GwG-Verantwortlichen.

<sup>4</sup> In der schriftlichen Vereinbarung zwischen dem Mitglied und dem betriebsfremden GwG-Verantwortlichen sind insbesondere die Pflicht zur Einhaltung des GwG und der Regularien (Statuten, Reglemente etc.) der SRO VQF (inkl. Aus- und Weiterbildungspflicht), eine direkte Auskunftspflicht zugunsten der SRO VQF sowie die Pflicht der persönlichen Vertragserfüllung zu vereinbaren. Zudem ist vorzusehen, dass Meldungen nach Art. 66 Reglement (Art. 9 GwG) und Art. 67 Reglement (Art. 305<sup>ter</sup> Abs. 2 StGB) sowie Vermögenssperren nach Art. 70 Reglement (Art. 10 GwG) immer unter Mitwirkung einer betriebsinternen Person des Mitglieds (Organ oder Arbeitnehmer) erfolgen.

<sup>5</sup> Die schriftliche Vereinbarung ist grundsätzlich zwischen dem Mitglied und dem GwG-Verantwortlichen (natürliche Person) abzuschliessen. Ist der GwG-Verantwortliche bei einem spezialisierten Compliance-Unternehmen oder einem Finanzintermediär nach Art. 2 Abs. 2 oder 3 GwG angestellt, ist es möglich, die Vereinbarung mit diesem Unternehmen abzuschliessen, sofern der GwG-Verantwortliche in der Vereinbarung namentlich genannt wird.

<sup>6</sup> Das Mitglied hat sicherzustellen, dass der beigezogene Dritte seinerseits keine weiteren Personen oder Unternehmen beizieht.

<sup>7</sup> Das Mitglied bleibt in jedem Fall für die pflichtgemässe Erfüllung der Aufgaben, für die Dritte beigezogen wurden, verantwortlich.

<sup>8</sup> Für den Bezug eines Dritten als GwG-Stellvertreter gilt die Bestimmung sinngemäss.

#### **Art. 87 Bezug eines Dritten als GwG-Verantwortlicher im Konzernverhältnis**

<sup>1</sup> Ist das Mitglied Teil eines im Finanzbereich tätigen Konzerns, welcher über eine einheitliche Compliance-Organisation verfügt, kann eine qualifizierte Person, welche bei einer anderen Konzerngesellschaft angestellt ist, als GwG-Verantwortlicher bezeichnet werden.

<sup>2</sup> Das Mitglied hat das Konzernverhältnis sowie das Anstellungsverhältnis des GwG-Verantwortlichen zu einer Konzerngesellschaft nachzuweisen. Eine schriftliche Vereinbarung und ein Ausnahmegesuch nach Art. 85 Reglement sind nicht notwendig.

#### **Art. 88 Bezug Dritter für Geld- und Wertübertragungen**

<sup>1</sup> Ein Mitglied, welches das Geld- oder Wertübertragungsgeschäft tätigt, führt ein aktuelles Verzeichnis der von ihm beigezogenen betriebsfremden Hilfspersonen und der Agenten von Systembetreibern.

### **IV. Aufsicht und Prüfung**

#### **Art. 89 Grundsätze / Aufsichtskonzept**

<sup>1</sup> Die SRO VQF überwacht alle SRO-Mitglieder nach Art. 3 Abs. 1 der Statuten des VQF (berufsmässige und nicht berufsmässige Finanzintermediäre) in Bezug auf die Einhaltung der Pflichten gemäss den Statuten des VQF, dem GwG und diesem Reglement. Die SRO VQF ist jederzeit berechtigt, alle für die Überwachung notwendigen Auskünfte und Unterlagen vom Mitglied einzuverlangen.

<sup>2</sup> Die konkrete Ausgestaltung dieser Überwachung und der Prüfungen ist im Aufsichtskonzept der SRO VQF (VQF Dok. Nr. 700.3) geregelt. Die Bestimmungen dieses Aufsichtskonzepts gelten als integrierender Bestandteil dieses Reglements.

#### **Art. 90 Vorgehen bei Verdacht auf Verletzung von Art. 9, 10 oder 10a GwG**

<sup>1</sup> Stellen von der SRO VQF mit der Durchführung der Prüfung beauftragte Prüfer oder die SRO VQF selbst einen Verdacht der Verletzung von Art. 9, 10 oder 10a GwG fest, so sind der Leiter Legal & Compliance Desk und der Geschäftsführer unverzüglich darüber zu orientieren. Die SRO VQF hat alle notwendigen Massnahmen zu ergreifen und zu prüfen, ob sie selbst zur Meldung an die Meldestelle verpflichtet ist (Art. 27 Abs. 4 GwG). Bestehen Zweifel an der Verdachtsmeldung, kann die SRO VQF vorgängig weitere Abklärungen anordnen.

## **V. Massnahmen und Sanktionen**

### **1. Allgemeine Bestimmungen**

#### **Art. 91 Zuständigkeit für Massnahmen und Sanktionen**

<sup>1</sup> Die SRO VQF ist zuständig für die Abklärung, Untersuchung und Sanktionierung von Verletzungen der Statuten und des Reglements sowie für die Anordnung aller Massnahmen zur Wiederherstellung und Einhaltung des statuten- und reglementskonformen Zustands.

<sup>2</sup> Die SRO VQF bestimmt die internen Zuständigkeiten, das Verfahren und die Kostenfolgen bei Massnahmen und Sanktionen und regelt die Grundsätze dazu in ihrem Organisationsreglement (OGR), Verfahrensreglement (VerfR, VQF Dok. Nr. 607.01) sowie in weiteren hierzu erforderlichen Reglementen.

<sup>3</sup> Die Kündigung der Mitgliedschaft bei der SRO VQF durch das Mitglied hat keine Auswirkungen auf das Bestehen der Sanktionsgewalt der SRO VQF für die während der Dauer der Mitgliedschaft erfolgten Verletzungen von Pflichten gemäss Statuten oder diesem Reglement. Der Sanktionsentscheid verpflichtet auch ein aus der SRO VQF ausgetretenes, ehemaliges Mitglied, wenn der Sanktionsentscheid dem ehemaligen Mitglied bis spätestens zum Ablauf einer Frist von sechs Monaten nach Beendigung der Mitgliedschaft bei der SRO VQF schriftlich mitgeteilt wurde.

<sup>4</sup> Bei einem Wechsel der Mitgliedschaftskategorie gilt Abs. 3 sinngemäss.

### **2. Massnahmen**

#### **Art. 92 Massnahmen**

<sup>1</sup> Die SRO VQF kann im Rahmen ihrer Aufsichtspflicht sämtliche geeigneten Massnahmen zur Wiederherstellung des statuten- und reglementskonformen Zustandes anordnen.

<sup>2</sup> Sie kann dem Mitglied insbesondere:

- a. Fristen zur Wiederherstellung des statuten- und reglementskonformen Zustandes (in der Regel maximal drei Monate ab Mitteilung dieser Massnahme) ansetzen;
- b. eine Aufforderung zu einem Gespräch zukommen lassen;
- c. Auflagen personeller oder organisatorischer Natur erteilen;
- d. Fristen zur regelmässigen Berichterstattung über bestimmte Ereignisse oder Tatsachen ansetzen.

<sup>3</sup> Derartige Massnahmen können, soweit sie nicht mit einer Sanktion im Sinne von Art. 93 ff. Reglement verbunden sind, nicht angefochten werden.

### **3. Sanktionen**

#### **Art. 93 Sanktionsarten**

<sup>1</sup> Die SRO VQF kann gegenüber dem Mitglied folgende Sanktionen aussprechen:

- a. Verweis;
- b. Konventionalstrafe bis CHF 250'000;
- c. Vereins- und SRO-Ausschluss.

<sup>2</sup> Die Sanktionen nach Abs. 1 lit. a und b können mit Massnahmen nach Art. 92 Reglement und der Vereins- und SRO-Ausschluss kann mit einer Konventionalstrafe nach Abs. 1 lit. b verbunden werden.

<sup>3</sup> Die Höhe der Konventionalstrafe wird bemessen nach der Schwere der Verletzung und dem Grad des Verschuldens. Soweit bekannt wird auch die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit des Mitglieds berücksichtigt.

<sup>4</sup> Die SRO VQF behält sich vor, Sanktionen über Mitglieder zu veröffentlichen.

#### **Art. 94 Verletzung des Reglements (Grundtatbestand)**

<sup>1</sup> Verstösse gegen die Bestimmungen dieses Reglements werden mit einer Konventionalstrafe bis CHF 250'000 bestraft.

#### **Art. 95 Leichte Verletzung des Reglements (privilegierter Tatbestand)**

<sup>1</sup> Bei leichten und zudem fahrlässigen Verletzungen des Reglements (Bagatellverstössen) kann ein Verweis oder eine Konventionalstrafe bis CHF 25'000 ausgesprochen werden.

<sup>2</sup> Auf eine Sanktionierung kann bei Bagatellverstössen verzichtet werden, wenn das Mitglied einer Aufforderung zur Wiederherstellung des ordnungsgemässen Zustands innert der angesetzten Frist – in der Regel maximal drei Monate ab Mitteilung der Aufforderung – vollumfänglich nachkommt.

#### **Art. 96 Schwere Verletzungen des Reglements (qualifizierter Tatbestand)**

<sup>1</sup> Bei schweren Verletzungen des Reglements kann die SRO VQF ein Mitglied ausschliessen.

<sup>2</sup> Eine schwere Verletzung des Reglements liegt insbesondere vor:

- a. bei Verletzung der Gewährspflicht nach Art. 4 der Statuten des VQF und/oder nach Art. 3 Reglement;
- b. bei vorsätzlicher Verletzung der Wahrheitspflicht (Art. 5 Reglement);
- c. wenn das Mitglied einer Aufforderung zur Einhaltung oder Wiederherstellung des ordnungsgemässen Zustandes trotz zweimaliger schriftlicher Mahnung nicht nachgekommen ist (Verletzung der Mitwirkungspflicht nach Art. 5 Reglement);
- d. wenn das Mitglied Auflagen gemäss Aufnahmeentscheid nicht erfüllt (Art 11 Abs. 6 lit. b VerFR);

- e. bei vorsätzlichen oder grobfahrlässigen Verletzungen elementarer Pflichten gemäss dem Reglement;
- f. bei systematischen Verletzungen (z.B. vollständig fehlende Dokumentationen) betreffend einzelner oder mehrerer Sorgfaltspflichten;
- g. wenn das Mitglied bereits wegen Verletzung des Reglements (ausgenommen Bagatellfall) mit einer rechtskräftigen Konventionalstrafe sanktioniert werden musste und innerhalb von fünf Jahren seit Rechtskraft dieser Sanktion erneut Verstösse festgestellt werden, welche nicht als Bagatellfall zu qualifizieren sind; oder
- h. wenn das Mitglied fällige Forderungen des Vereins gegenüber dem Mitglied (z.B. Mitgliederbeiträge und sonstige Gebühren gemäss Gebührenreglement, rechtskräftige Konventionalstrafen oder rechtskräftige Verfahrenskosten aus einem vereinsinternen Sanktions- oder vereinsexternen Rechtsmittelverfahren) trotz zweimaliger schriftlicher Mahnung nicht bezahlt.

<sup>3</sup> Auf einen Ausschluss kann verzichtet werden und stattdessen eine Konventionalstrafe bis CHF 250'000 auferlegt werden, wenn:

- a. die fehlbare Person aus der Organisation des Mitglieds ausgeschlossen wurde; und/oder
- b. das Mitglied im Sanktionsverfahren den ordnungsgemässen Zustand wiederhergestellt hat und Gewähr für die Erfüllung der reglementarischen Pflichten bietet.

<sup>4</sup> Die Voraussetzungen nach Abs. 3 sind durch das Mitglied innert der Stellungnahmefrist im vereinsinternen Sanktionsverfahren nachzuweisen.

<sup>5</sup> Der Vereinsausschluss kann mit einer Konventionalstrafe bis CHF 250'000 verbunden werden.

#### **Art. 97 Sanktionsbestätigung (Sanktionsauszug) und Verjährung**

<sup>1</sup> Das aktuelle oder ehemalige Mitglied kann eine schriftliche Bestätigung über die das Mitglied betreffende SRO-Sanktionsverfahren von der SRO VQF anfordern. Diese Sanktionsbestätigung ist kostenpflichtig und bezieht sich nur auf die letzten fünf Jahre seit Ausstellung der Bestätigung.

<sup>2</sup> Die Verfolgung von Verstössen gegen das GwG, die Statuten, das Reglement, das Ausbildungs- oder Aufsichtskonzept der SRO VQF verjährt nach sieben Jahren seit der Begehung. Die Verjährung wird unterbrochen durch jede Handlung der SRO VQF (oder eines von ihr beauftragten Prüfers), die wegen der in Frage stehenden Pflichtverletzung erfolgt. Die Verjährung ruht während eines die fragliche Pflichtverletzung betreffenden Sanktions- oder Schiedsverfahrens. Wird das Mitglied wegen eines Verstosses strafrechtlich verfolgt, so gilt die längere strafrechtliche Verjährungsfrist.

#### **Art. 98 Meldung an die FINMA**

<sup>1</sup> Wird gegen ein Mitglied ein Verfahren eröffnet, das mit Auferlegung einer Konventionalstrafe oder Anordnung des Ausschlusses enden könnte, so ist die FINMA darüber zu orientieren. Nach rechtskräftigem Abschluss des Verfahrens ist die FINMA zudem über den Ausgang des Verfahrens zu orientieren.

#### **4. Schiedsklage und Schiedsverfahren**

##### **Art. 99 Schiedsklage gegen Sanktionsbeschlüsse sowie Rechtskraft der Sanktionsbeschlüsse**

<sup>1</sup> Für Schiedsklagen gelten Art. 27 der Statuten und das Schiedsreglement des VQF (VQF Dok. Nr. 608.01).

<sup>2</sup> Wird ein Sanktionsbeschluss innerhalb der Klagefrist nach Art. 27 Abs. 1 der Statuten des VQF nicht mit Schiedsklage angefochten, so gilt er als vom (aktuellen oder ehemaligen) Mitglied vorbehaltlos anerkannt und das vereinsinterne Sanktionsverfahren als rechtskräftig abgeschlossen.

##### **Art. 100 Schiedsgerichtsverfahren**

<sup>1</sup> Das Schiedsgerichtsverfahren richtet sich nach Art. 27 der Statuten und dem Schiedsreglement des VQF (VQF Dok. Nr. 608.01).

#### **VI. Schlusstitel**

##### **Art. 101 Salvatorische Klausel**

<sup>1</sup> Sollten einzelne Bestimmungen dieses Reglements unwirksam oder undurchführbar sein oder während der Mitgliedschaftsdauer oder Geltungsdauer des Reglements unwirksam oder undurchführbar werden, bleibt davon die Wirksamkeit und Verbindlichkeit des Reglements im Übrigen unberührt. An die Stelle der unwirksamen oder undurchführbaren Bestimmung tritt diejenige wirksame und durchführbare Regelung, deren Wirkungen (primär) dem Vereinszweck oder (sekundär) dem Zweck der unwirksamen oder undurchführbaren Bestimmung am nächsten kommen.

##### **Art. 102 Inkrafttreten und Übergangsbestimmung**

<sup>1</sup> Dieses Reglement wurde von der FINMA am 23. März 2023 genehmigt.

<sup>2</sup> Es tritt am 1. April 2023 in Kraft.

<sup>3</sup> Die Mitglieder müssen die technischen Vorkehrungen nach Art. 24 Abs. 1<sup>bis</sup> innerhalb von sechs Monaten nach Inkrafttreten dieses Reglements umsetzen.

<sup>4</sup> Dieses Reglement gilt auch für bereits eröffnete durch die SRO VQF noch nicht entschiedene Sanktionsverfahren.



NICOLAS ROUILLER  
Docteur en droit  
Avocat au barreau

COLETTE LASSERE ROUILLER  
Docteur en droit  
Avocate au barreau

VALENTIN MARMILLOD  
Avocat au barreau

DARIA SOLENIK  
Docteur en droit  
Avocate aux barreaux de Paris  
et du canton de Vaud

ALEXANDRA BLANC SIMONETTI  
Avocate au barreau  
CAS en finance digitale

ALBAN MATTHEY  
Avocat au barreau

CHARLÈNE THORIN  
Avocate au barreau

SABINE COMISETTI  
Avocate au barreau

LOÏC FAESSLER  
Avocat-stagiaire

DIEGO SEGANTINI  
Avocat-stagiaire

ERIC MEYSTRE  
Avocat-stagiaire

CLAUDE ROUILLER  
Conseil  
Ancien Président du Tribunal  
fédéral suisse  
Ancien Président du Tribunal  
administratif de l'Organisation  
internationale du travail (OIT)

ISABELLE FELLRATH  
Conseil  
Docteur en droit  
Avocate au barreau  
Arbitre  
Chargée d'enseignement

GUSTAVO SCARTAZZINI  
Conseil  
Docteur en droit  
Avocat au barreau  
Professeur honoraire  
aux Universités de Bâle et de Lugano

LEONILA GUGLYA  
Conseil  
Docteur en droit, LL. M.

TATIANA EBERHARD  
Juriste russe

SwissLegal Rouiller & Associés  
Rue du Grand-Chêne 1-3  
Case Postale 7501  
1002 Lausanne

Rue Rodolphe-Tœpffer 8  
1206 Genève

Tél: +41 (0)58 255 58 00  
Fax: +41 (0)58 255 58 01  
www.swisslegal.ch

**A+**

Autorité fédérale de surveillance  
des marchés financiers, FINMA  
Laupenstrasse 27  
3003 Berne

Lausanne, le 14 septembre 2023

**Bity SA – Non-applicabilité à Bity SA de la Communication 02/2019 de la FINMA et de l'art. 14 du Règlement de l'Organisme d'autorégulation (OAR) VQF à Zoug**

Madame, Monsieur,

Nous agissons pour la société Bity SA, de siège à Neuchâtel, inscrite au registre du commerce depuis le 3 février 2014, en rapport avec la Communication 02/2019 de la FINMA et l'art. 14 du Règlement de l'Organisme d'autorégulation (ci-après : OAR) VQF à Zoug.

1. Bity SA a notamment pour but statutaire toute « prestation de services financiers comprenant le conseil en placement, la couverture de risque de change, la gestion de fortune et la gestion de placements en tous genres sur le marché des devises, au niveau suisse et international, pour son propre compte et pour le compte de tiers; peut également être active dans toutes opérations (commercialisation, conseil, promotion, production, développement, distribution, prestations de services et tous services associés) dans le domaine de l'informatique et de la télécommunication, notamment, l'architecture de réseau et de système, l'engineering, les logiciels informatiques, l'outsourcing de réseaux, les systèmes pour entreprises, et toutes affaires s'y rapportant, en Suisse et à l'étranger »<sup>1</sup>.

Parmi ses activités, Bity SA offre à ses clients la possibilité d'effectuer des opérations d'achat, de vente et de change avec des cryptomonnaies (« FIAT-crypto », « crypto-FIAT » et « crypto-crypto »). Elle est un intermédiaire financier au sens de l'art. 2 al. 3 lit. b et c LBA<sup>2</sup>.

2. Par la présente, Bity SA s'adresse à la FINMA pour obtenir une constatation de la non-applicabilité de la Communication 02/2019 à sa situation. La raison est l'invalidité juridique de la Communication

<sup>1</sup> Pour but complet, cf. les statuts de la société Bity SA.

<sup>2</sup> RS 955.0.

02/2019 en tant que support susceptible de créer des obligations qui ne sont pas prévues par la législation. Or, l'OAR auquel est affilié Bity SA (VQF) considère manifestement que la Communication 02/2019 ne lui laisse aucune marge de manœuvre. Ainsi, la seule façon pratique pour Bity SA de faire appliquer le droit consiste dans la saisine de la FINMA pour qu'elle constate que la Communication 02/2019, tout bien considéré, ne peut créer aucune obligation juridique et, en particulier, ne peut pas créer pour Bity SA une obligation d'identifier les bénéficiaires (destinataires) de paiements de la même manière qu'elle identifie ses propres clients.

Bity SA a un intérêt actuel et pratique à cette constatation, de sorte qu'une décision de constatation doit être rendue. En effet, la mise en œuvre d'une obligation d'identifier les bénéficiaires nécessite de créer les outils adéquats pour ce faire, avec des mesures organisationnelles particulières. Cela génère des coûts importants de sorte que Bity SA a, sous cet angle-là, un intérêt immédiat à la constatation sollicitée.

### **3. A titre principal : le champ d'application de la Communication 02/2019 de la FINMA**

3.1 Référence est faite à la Communication 02/2019 de la FINMA du 26 août 2019 et à l'art. 14 du Règlement de l'Organisme d'autorégulation *VQF Verein Zur Qualitätssicherung von Finanzdienstleistungen* (ci-après : le règlement de l'OAR) à Zoug<sup>3</sup>.

3.2 Bity SA demande par la présente que vous constatiez que la Communication 02/2019 (et partant l'art. 14 du règlement de l'OAR, qui, vu la nature des OAR, requiert une base légale) ne s'appliquent pas à elle.

3.3 Il sera tout d'abord exposé qu'il n'existe pas de délégation législative en faveur de la FINMA pour édicter la Communication 02/2019 en tant que celle-ci contient des normes primaires. Il s'ensuit qu'elle viole le droit fédéral, pour cette première raison.

3.3.1 En effet, d'une part, même en se fondant sur l'art. 17 al. 1 let. a LBA, la FINMA n'avait pas la compétence d'édicter la Communication 02/2019 en vue d'une application de celle-ci envers tous les intermédiaires financiers qui font usage « de la blockchain ».

La délégation législative prévue à l'art. 17 al. 1 let. a LBA permet uniquement à la FINMA de préciser les obligations de diligence du chapitre 2 de la LBA s'agissant des intermédiaires financiers définis à

<sup>3</sup> Reglement der Selbstregulierungsorganisation nach Geldwäschereigesetz VQF Verein zur Qualitätssicherung von Finanzdienstleistungen in Sachen Bekämpfung der Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung de l'OAR VQF du 16 novembre 2020.

l'art. 2 al. 2 let. a à d<sup>quater</sup> LBA. Or, ce champ d'application exclut la possibilité pour la FINMA d'édicter des dispositions qui pourraient s'appliquer à Bity SA en sa qualité d'intermédiaire financier au sens de l'art. 2 al. 3 let. b et c LBA<sup>4</sup>.

3.3.2 D'autre part, il en va de même s'agissant de l'art. 52 OBA-FINMA<sup>5</sup> qui ne peut servir de base légale permettant de soumettre Bity SA – intermédiaire financier au sens de l'art. 2 al. 3 LBA – aux prescriptions énoncées par la Communication 02/2019, étant donné que le Titre 5 de l'OBA-FINMA ne s'applique qu'aux personnes au sens de l'art. 1b LB et aux intermédiaires financiers selon l'art. 2 al. 2 let. a<sup>bis</sup> et d<sup>quater</sup> LBA. Or, Bity SA n'entre pas dans la définition de l'art. 1b LB, n'est pas un gestionnaire de fortune au sens de l'art. 2 al. 2 let. a<sup>bis</sup> LBA et n'est pas non plus un système de négociation pour les valeurs mobilières fondées sur la TRD au sens de l'art. 2 al. 2 let. d<sup>quater</sup> LBA. L'art. 52 OBA-FINMA ne peut donc pas être appliqué à Bity SA.

3.3.3 Par conséquent, la FINMA n'avait pas de compétence législative pour édicter sa Communication 02/2019, avec le contenu de normes primaires qui est le sien, et ainsi soumettre les activités de Bity SA à de nouvelles exigences qui ne ressortent d'ailleurs d'aucune base légale formelle ou matérielle suffisante (cf. ci-dessous ch. 3.3.4 ss et 3.4 ss).

3.3.4 On relèvera en particulier que la Communication 02/2019 n'est pas une ordonnance d'exécution ou de substitution. Elle ne peut donc servir de vecteur normatif qui permette une soumission de Bity SA à de nouvelles exigences.

À ce propos, la jurisprudence du Tribunal fédéral retient qu'« *une ordonnance d'exécution proprement dite ne doit pas déborder du cadre de la loi ; elle n'a par définition pas d'autre fonction que d'en préciser certaines dispositions, d'en combler le cas échéant les véritables lacunes et de fixer, lorsque c'est nécessaire, la procédure applicable. En revanche, elle ne saurait contenir des dispositions nouvelles qui étendraient le champ d'application de la loi en restreignant les droits des administrés ou en imposant à ceux-ci des obligations, même si ces règles sont encore conformes au but visé par le législateur* »<sup>6</sup>.

---

<sup>4</sup> À ce sujet, il est notamment précisé qu'en application de l'art. 41 al. 2 LBA en absence d'une disposition contraire, le Conseil fédéral n'a pas autorisé la FINMA à édicter des dispositions d'exécution dans les domaines de portée restreinte, notamment de nature technique.

<sup>5</sup> RS 955.033.0.

<sup>6</sup> ATF 103 IV 192, c. 2a

Si une ordonnance contient des dispositions autres que des précisions, elle est une ordonnance de substitution<sup>7</sup>. Les dispositions d'une ordonnance peuvent relever tant de l'exécution que de la substitution (auquel cas on parlera d'ordonnances mixtes<sup>8</sup>). En tous les cas, l'exigence de la densité normative, même partagée, requiert un certain fondement de la règle dans une loi au sens formel<sup>9</sup>.

3.3.5 En l'espèce, la Communication 02/2019 de la FINMA prévoit que les intermédiaires financiers actifs « *dans le domaine de la blockchain* » doivent identifier les tiers bénéficiaires d'un transfert d'argent comme dans le cas de leurs propres relations clients<sup>10</sup>. Ces exigences ne figurent ni dans la LBA, ni dans l'OBA<sup>11</sup> ou dans l'OBA-FINMA (cf. ci-dessous ch. 3.4).

3.3.6 Force est ainsi de constater que la Communication 02/2019 de la FINMA restreint manifestement les droits d'opérateur économique de Bity SA en lui imposant des obligations qui ne sont pas prévues par la législation.

3.3.7 Par conséquent, il doit être considéré que la Communication 02/2019 de la FINMA contient des normes primaires et des exigences comparables à des dispositions d'une ordonnance de substitution qui n'ont aucun fondement dans une loi au sens formel, dans la Constitution ou dans un état de nécessité au sens propre du terme<sup>12</sup>. La FINMA ne respecte ainsi pas le droit fédéral en estimant que les exigences prévues par la Communication 02/2019 – et retranscrites dans le Règlement de l'OAR – seraient applicables à Bity SA.

3.3.8 Finalement, par élimination, la Communication 02/2019 doit être qualifiée d'ordonnance administrative, celle-ci pouvait effectivement être édictée par la FINMA en raison de son pouvoir de surveillance<sup>13</sup>. Cette qualification implique que la Communication 02/2019 ne serait impérative que pour les autorités d'application de la loi dans la mesure où l'Ordonnance administrative restituerait le sens exact de celle-ci<sup>14</sup> et ne contiendrait rien qui sorte du cadre légal<sup>15</sup>. Or, tel n'est pas le cas, comme relevé ci-dessous (cf. ch. 3.4 ss) : la Communication

<sup>7</sup> Cf. p.ex. MOOR, Commentaire romand ad art. 182 Cst (Bâle 2021), N 13-15 ; TANQUEREL Thierry, *Manuel de droit administratif*, 2<sup>e</sup> éd., Schulthess, Zurich, N 324.

<sup>8</sup> Cf. p.ex. MOOR/FLÜCKIGER/MARTENET, *Droit administratif*, vol. I (3<sup>e</sup> éd., 2012), p. 257.

<sup>9</sup> Cf. p.ex. TANQUEREL Thierry, *Manuel de droit administratif*, 2<sup>e</sup> édition, Schulthess, Zurich, N 324.

<sup>10</sup> Communication 02/2019 de la FINMA sur la surveillance du 26 août 2019, « *Trafic de paiements sur la Blockchain* », p. 3.

<sup>11</sup> RS 955.01.

<sup>12</sup> Cf. TANQUEREL Thierry, *Manuel de droit administrative*, 2<sup>e</sup> éd., Schulthess, Zurich, N 324.

<sup>13</sup> Cf. TANQUEREL Thierry, *Manuel de droit administratif*, 2<sup>e</sup> éd., Schulthess, Zurich, N 331.

<sup>14</sup> ATF 142 II 182 ; ATF 141 V 175 ; ATF 121 II 473.

<sup>15</sup> ATF 142 II 182 ; ATF 141 V 175 ; ATF 121 II 473.

02/2019 contient des règles primaires qui créent pour Bity SA des droits ou des obligations que la loi ne mentionne pas<sup>16</sup> ; il s'agit donc d'un contenu qui – sous cet angle également – ne peut s'appliquer à Bity SA.

3.4 Par ailleurs – ce qui n'est pas moins important –, on indiquera aussi qu'il apparaît que la Communication 02/2019 de la FINMA viole le droit fédéral.

3.4.1 Le principe de la légalité est un principe cardinal de notre Etat de droit et a une valeur constitutionnelle consacrée à l'art. 5 al. 1 Cst<sup>17</sup>. Ce principe exige de façon générale que l'ensemble de l'activité étatique se fonde sur la loi et repose ainsi sur une base légale<sup>18</sup>. Il exige également que les particuliers et l'administration respectent les règles posées par le législateur<sup>19</sup>.

3.4.2 En l'occurrence, l'art. 10 al. 1 OBA-FINMA<sup>20</sup> prévoit que l'intermédiaire financier doit indiquer « *le nom et le numéro de compte du bénéficiaire* ». Il s'agit des seules données dont la transmission est requise pour le bénéficiaire d'un virement. La législation ne prévoit pas d'autres données à fournir. Or, la Communication 02/2019 est bien plus exigeante et prévoit que l'intermédiaire financier doit vérifier l'identité du bénéficiaire d'un virement en se conformant aux mêmes exigences que celles valant pour son cocontractant<sup>21</sup>, lesquelles sont beaucoup plus vastes.

Par conséquent, la Communication 02/2019 est contraire au droit fédéral.

3.4.3 Au vu de ce qui précède, les exigences émises par la FINMA dans sa Communication 02/2019 sont contraires au droit fédéral, en particulier à la LBA, à l'OBA, et à l'OBA-FINMA. Ces exigences qui n'ont aucun fondement – en particulier l'exigence d'identification des bénéficiaires de transactions financières *au même titre qu'un cocontractant* – ne sauraient être requises de Bity SA.

---

<sup>16</sup> ATF 141 II 169 ; ATF 139 II 460 ; ATF 136 I 29.

<sup>17</sup> RS. 101 ; MALINVERNI Giorgio, HOTTELIER Michel, MAYA HERTIG Randall, FLÜCKIGER Alexandre, *Droit constitutionnel suisse, Volume I : L'Etat*, 4<sup>e</sup> éd., Stämpfli, Berne, 2021, N 1846.

<sup>18</sup> ATF 143 II 162 ; ATF 141 V 688 ; ATF 141 I 201 ; MALINVERNI Giorgio, HOTTELIER Michel, MAYA HERTIG Randall, FLÜCKIGER Alexandre, *Droit constitutionnel suisse, Volume I : L'Etat*, 4<sup>e</sup> éd., Stämpfli, Berne, 2021, N 1846.

<sup>19</sup> MALINVERNI Giorgio, HOTTELIER Michel, MAYA HERTIG Randall, FLÜCKIGER Alexandre, *Droit constitutionnel suisse, Volume I : L'Etat*, 4<sup>ème</sup> édition, Stämpfli, Berne, 2021, N 1849-1851.

<sup>20</sup> Sous réserve que l'OBA-FINMA soit véritablement applicable à Bity SA.

<sup>21</sup> Ces dernières exigences relatives au cocontractant sont effectivement prévues par les art. 3 LBA et 17 OBA.

3.5 Sur le vu de ce qui précède, la Communication 02/2019 n'est – pour le moins – pas applicable aux activités de Bity SA de sorte que celle-ci n'est pas tenue de procéder à une identification des bénéficiaires de paiements selon les mêmes modalités que l'identification de ses propres clients.

3.6 Par clarté, Bity SA requiert respectueusement de la FINMA qu'il lui plaise constater (art. 5 al. 1 lit. b PA) que tel est bien le cas, à savoir, qu'elle n'a pas besoin de procéder à une identification des bénéficiaires de paiements selon les mêmes modalités que l'identification de ses propres clients.

#### **4. A titre subsidiaire : le contenu de l'art. 14 du règlement de l'OAR**

4.1 L'art. 14 du règlement de l'OAR qui reprend le contenu des exigences émises par la Communication 02/2019 est contraire à ce que prévoit le droit fédéral. Il ne pouvait donc pas être approuvé par la FINMA.

4.2 En effet, comme expliqué ci-dessus, la Communication 02/2019 sur laquelle s'est fondée l'OAR VQF pour édicter son ordonnance a tout au plus la valeur d'une simple ordonnance administrative qui contient des exigences contraires au droit fédéral et qui sont donc inapplicables à Bity SA.

4.3 Il ressort de la jurisprudence que l'OAR dans son règlement (de droit privé<sup>22</sup>) doit se borner à préciser – à l'intention des intermédiaires financiers qui leur sont affiliés – les obligations de diligence définies au chapitre 2 de la LBA et régler les modalités d'application. Cela est d'autant plus vrai que la LBA est une loi-cadre<sup>23</sup> qui fixe dans les grandes-lignes les tâches que doivent assumer les intermédiaires financiers<sup>24</sup> ; il appartient donc aux OAR « *de fixer dans le détail les obligations auxquelles [doivent] satisfaire les intermédiaires financiers, puisque ce sont eux qui connaissent le mieux les implications pratiques* »<sup>25</sup>.

4.4 De son côté, la FINMA doit approuver les règlements édictés par les OAR et les modifications qui y sont apportées (art. 18 al. 1 let. c LBA)<sup>26</sup>. Elle procède à leur examen sous l'angle de la légalité et de l'équité<sup>27</sup>.

---

<sup>22</sup> Message du Conseil fédéral, FF 1996 III 1058, 1123 ; TAF 11.6.2019, B-1645/2019 c. 4.

<sup>23</sup> Message du Conseil fédéral, FF 1996 III 1057, p. 1104.

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> ATAF 2011/22, c. 3.2.

<sup>27</sup> ATAF 2011/22, c. 3.2 ; Message du Conseil fédéral, FF 1996 III 1097.

4.5 La jurisprudence considère que les OAR accomplissent une tâche de droit public dans le cadre des compétences étatiques qui leur sont déléguées à cette fin<sup>28</sup>. Le système prévu par le législateur instaure une dualité des rapports juridiques – de droit public entre les OAR et l'autorité de surveillance et de droit privé entre les OAR et ses membres – qui découle du principe de subsidiarité comme élément essentiel de l'autorégulation<sup>29</sup>. Ainsi, dès l'instant où les OAR assument une tâche de l'État, ils doivent respecter les droits fondamentaux et contribuer à leur réalisation conformément à l'art. 35 al. 2 Cst<sup>30</sup>.

4.6 Dans le cadre de cette dernière exigence, l'art. 14 du règlement de l'OAR ne respecte pas la garantie de la liberté économique (art. 27 Cst. féd.). Cette garantie prévoit notamment que les mesures étatiques qui ne sont pas neutres sur le plan de la concurrence entre les concurrents directs sont prohibées<sup>31</sup>, à moins que des différences de traitement (i) reposent sur une base légale, (ii) qu'elles répondent à des critères objectifs et (iii) soient proportionnées<sup>32</sup>.

En l'espèce, en raison de l'application de l'art. 14 du règlement de l'OAR, Bity SA – qui mène ses activités « *sur la Blockchain* » (pour reprendre les termes de la Communication 02/2019) – est traitée de manière différente des autres intermédiaires financiers qui ne travaillent pas « *sur la Blockchain* » et auxquels la Communication 02/2019 ne s'applique pas. La liberté économique de Bity SA est donc restreinte. La licéité de cette restriction supposerait qu'elle repose sur une base légale formelle. Or, comme susmentionné, il apparaît qu'il n'existe pas de base légale, abstraction faite de la Communication 02/2019 de la FINMA qui – comme déjà examiné ci-dessus – n'est pas une base légale suffisante et n'est pas applicable à Bity SA. Par conséquent, l'art. 14 du règlement de l'OAR viole la liberté économique de Bity SA et est donc contraire au droit fédéral.

4.7 En outre, il apparaît également que le règlement de l'OAR ne respecte pas non plus le principe constitutionnel de l'égalité de traitement (art. 8 Cst). Ce principe prévoit que ce qui est semblable doit être traité de manière identique et ce qui est dissemblable doit être traité de manière différente<sup>33</sup>, toute restriction à ce droit fondamental nécessite une base légale (art. 36 al. 1 Cst).

<sup>28</sup> Cf. ATF 143 II 162 c. 2.3 ; arrêts TF 11.3.2019, 2C\_71/2018, c. 2.4 et TF28.4.2011, 2C\_887/2010, c. 6.1 ; ATAF 2011/22 c. 3.3 ; TAF11.6.2019, B-1645/2019 c. 4.

<sup>29</sup> Cf. TAF 11.6.2019, B-1645/2019, c. 4.

<sup>30</sup> Cf. ATF 136 V 351 c. 4.2 ; TF 28.4.2011, 2C\_887/2010, c. 6.2.

<sup>31</sup> ATF 140 I 218 c. 6.2 ; ATF 138 I 289 c. 2.3 ; TF 24.11.2015, 2C\_345/2015 c. 4.2.

<sup>32</sup> ATF 141 V 557 c. 7.2 ; ATF 137 I 167 c. 3.5 ; ATF 125 I 431 c. 4b/aa.

<sup>33</sup> ATF 145 I 73 c. 5.1 ; ATF 142 I 195 c. 6.1.

En l'espèce, Bity SA étant soumise aux exigences de la Communication 02/2019 qui prévoit des exigences spécifiques aux activités « *sur la blockchain* », est – comme déjà mentionné ci-dessus – traitée différemment des autres intermédiaires financiers ou banques traditionnelles qui effectuent des transferts de numéraire. Ce traitement différencié prévu à l'art. 14 du règlement de l'OAR qui n'a aucun fondement dans une base légale formelle, est donc contraire au droit fédéral.

4.8 Au vu de ce qui précède, il apparaît que l'art. 14 du règlement de l'OAR ne respecte pas les principes constitutionnels de la liberté économique (art. 27 Cst) et de l'égalité de traitement (art. 8 Cst) entre Bity SA et les autres prestataires de services de transactions qui ne travaillent pas « *sur la Blockchain* », de sorte que cet article est contraire au droit fédéral et ne doit pas s'appliquer à Bity SA.

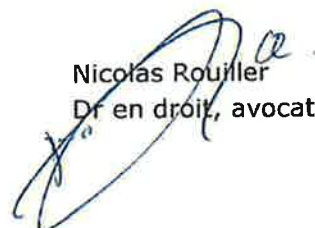
\*\*\*

5. Sur le vu de ce qui précède, Bity SA n'est pas soumise aux exigences prévues par la Communication 02/2019, et par voie de conséquence, l'art. 14 du règlement de l'OAR ne lui est pas applicable.

6. Par clarté, Bity SA requiert respectueusement de la FINMA qu'il lui plaise constater (art. 5 al. 1 lit. b PA) que tel est bien le cas.

Dans l'attente de la suite qu'il vous plaira donner à la présente, nous vous adressons, Madame, Monsieur, l'expression de notre respectueuse considération.

  
Alexandra Simonetti  
Avocate

  
Nicolas Rouiller  
Dr en droit, avocat



# PROCURATION

La soussignée **Bity SA** (« la mandante » ou « le mandant »), de siège à Neuchâtel, représentée par son administrateur Yves Honoré

déclare donner mandat à titre individuel à **SwissLegal Rouiller & Associés Avocats SA**, Rue du Grand-Chêne 1-3, case postale 7501, 1002 Lausanne, agissant par **M Nicolas Rouiller**, Dr en droit, et **M Alexandra Simonetti**, avocats inscrits au barreau et membres de l'Ordre des avocats vaudois, (le « **Mandataire** »), aux fins

de la représenter envers la FINMA et l'OAR VQG à Zoug en rapport avec les règles « Travel Rule », en particulier concernant la Communication 02/2019 de la FINMA et l'art. 14 du Règlement de l'OAR VQF.

La présente procuration comporte les **pouvoirs de faire tous actes jugés utiles à l'accomplissement du Mandat**, en particulier d'agir par toutes voies amiables ou judiciaires pour le compte du Mandant et de le représenter valablement devant toutes juridictions civiles, pénales, administratives ou arbitrales, ainsi qu'auprès des autorités de poursuite et des administrations, de rédiger toutes procédures, prendre toutes conclusions, résister à toutes demandes, recourir à toutes juridictions ou autorités contre tous jugements, prononcés ou sentences arbitrales, plaider, transiger, passer expédient, se désister, signer un compromis arbitral, faire exécuter tous jugements, déposer ou retirer toutes plaintes ou dénonciations pénales, requérir tous séquestres, poursuites ou faillites, consulter et se faire délivrer des copies ou extraits de tous registres officiels, recevoir tous paiements et en donner valablement quittance.

Sans que cela ne modifie la responsabilité du Mandataire, le Mandat peut être exécuté par les associés, collaborateurs et stagiaires de l'étude. A cette fin, le Mandant déclare donner procuration individuelle à chaque avocat de l'étude **SwissLegal Rouiller et Associés Avocats SA**, notamment à **M Nicolas Rouiller** et **M Alexandra Simonetti**, aux fins de le représenter et d'agir en son nom dans le cadre du **Mandat**.

Le Mandant déclare **élire domicile** en l'étude **SwissLegal Rouiller et Associés Avocats SA**, à Lausanne, y compris aux fins de notification des citations à comparaître personnellement. Le Mandant domicilié hors du canton de Vaud prend note qu'en cas de résiliation du Mandat, il pourra être réputé avoir élu domicile au greffe de la juridiction saisie.

Le Mandant accepte que toute correspondance puisse être transmise par **courrier électronique non crypté**, sachant que ce moyen n'offre pas toutes les garanties de confidentialité du courrier postal.

Le Mandant s'engage à verser au Mandataire toutes **provisions** nécessaires à l'exécution du Mandat. Il s'oblige à rembourser les **frais** avancés par le Mandataire et à acquitter ses **honoraires et débours**.

Le Mandant s'engage à communiquer au Mandataire tout **changement d'adresse** de domicile et veillera à communiquer au Mandataire les coordonnées nécessaires pour que ce dernier puisse l'atteindre utilement.

Le Mandant **délie du secret professionnel le Mandataire dans les cas où celui-ci devait faire valoir ses droits envers lui**, notamment dans la cadre de procédures relatives aux honoraires du Mandataire ; il en va de même dans les cas où le Mandant invoque auprès de tiers la responsabilité du Mandataire.

Le Mandat peut être **résilié** et la présente procuration **révoquée** par chacune des parties en tout temps.

A l'expiration d'un délai de dix ans dès l'envoi de son décompte final, le Mandataire sera en droit de **détruire toutes les pièces** du dossier.

Pour tous **différends ou litiges** qui résulteraient du présent Mandat, le Mandant déclare accepter expressément la **compétence exclusive des tribunaux du siège de l'étude du mandataire, sous réserve du droit impératif contraire, ainsi que l'application du droit matériel suisse et du droit vaudois, sans égard aux règles relatives aux conflits de lois**.

Ainsi fait à Neuchâtel, le 14 septembre 2023

Signature :





**A+**



98.01.040883.09008831

**14.09.23**

CH-1002  
Lausanne

2105718

**2.40**  
A+



LA POSTE 

des marchés financiers, FINMA  
Laupenstrasse 27  
3003 Berne

Lausanne, le 14 septembre 2023

05 MARS 2024



finma

Edgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA  
Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari FINMA  
Swiss Financial Market Supervisory Authority FINMA



**Recommandé**

SwissLegal Rouiller et Associés Avocats SA  
Alexandra Simonetti / Nicolas Rouiller  
Rue du Grand-Chêne 1-3  
1002 Lausanne

**Référence :**  
G01466350

**Contact :**  
Jelena Propadalo-Otz  
jelena.propadalo@finma.ch  
+41 (0)31 327 93 87

**Annexes :**

- attestation d'affiliation SO-FIT du 10 janvier 2024

Berne, le 4 mars 2024

**Bity SA / Non-applicabilité à Bity SA de la Communication 02/2019 de la FINMA et de l'art. 14 du Règlement de l'Organisme d'autorégulation (OAR) VQF à Zoug**

Maîtres,

Dans le dossier cité en marge, nous nous référons à vos courriers des 23 février 2024 et 14 septembre 2023, dans lesquels vous requérez notamment la notification d'une décision susceptible de recours quant à la "*Non-applicabilité à Bity SA de la Communication 02/2019 de la FINMA et de l'art. 14 du Règlement de l'Organisme d'autorégulation (OAR) VQF à Zoug*" (ensuite "OAR VQF").

A cet égard, d'un côté nous relevons que Bity SA a déjà déposé une requête similaire à la présente concernant la "*Non-application du Titre 5 de l'OBA-FINMA à Bity SA*" qui fait actuellement l'objet d'une procédure de recours auprès du Tribunal administratif fédéral (numéro de classement : B-6214/2023). Par conséquent, dans un souci d'économie de procédure, il convient de se pencher sur la question d'une éventuelle suspension du traitement de la présente requête dans l'attente du jugement du Tribunal administratif fédéral dans la procédure de recours. A cette fin, nous impartissons à Bity SA un délai au 25 mars 2024 pour se déterminer sur la suspension de la présente procédure.

De l'autre côté, nous relevons que Bity SA n'est plus assujettie à l'OAR VQF, mais à SO-FIT, Genève (cf. annexe), ce qui soulève des questions quant à l'intérêt actuel de Bity SA d'obtenir la décision demandée. Par conséquent, Bity SA est également requise, dans le délai susmentionné, d'étayer l'existence d'un intérêt actuel de Bity SA d'obtenir une décision formelle sur l'applicabilité de l'art. 14 du Règlement de VQF, OAR auquel elle n'est plus assujettie.



Après avoir reçu la détermination de Bity SA, la FINMA évaluera la suite à donner à la présente requête.

Référence :  
G01466350;G01466350-000010

Nous vous prions de recevoir, Maîtres, nos salutations distinguées.

**Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA**  
Division Enforcement

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "G. Fumagalli".

Giorgio Fumagalli

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "J. Propadalo-Otz".

Jelena Propadalo-Otz



**SO-FIT**

Supervisory Organisation for Financial Intermediaries & Trustees  
Organisme de Surveillance pour Intermédiaires Financiers & Trustees  
Aufsichtorganisation für Finanzintermediäre & Trustees  
Organizzazione di vigilanza per gli Intermediari Finanziari & Trustees

Votre ref : 1442

**ATTESTATION**

**d'affiliation à l'organisme d'autorégulation pour la surveillance LBA**

L'Organisme de Surveillance pour Intermédiaires Financiers & Trustees (SO-FIT) est habilité par la FINMA pour exercer en tant qu'Organisme d'Autorégulation (OAR) ainsi que comme Organisme de Surveillance (OS) au sens de la législation suisse.

En cette qualité, par la présente, nous attestons que la société

**Bity SA,**

inscrite au registre du commerce du canton de Neuchâtel, sous l'IDE : CHE-329.301.814

est **affiliée** à notre organisme depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et est soumise à la surveillance de l'OAR de SO-FIT pour l'activité relevant de la Loi sur le blanchiment d'argent.

**SO-FIT**

Organisme de Surveillance pour  
Intermédiaires Financiers & Trustees

Genève, le 10 janvier 2024 / ZM

Formulaire sans signature

# Lettre Recommandé Suisse

Numéro de l'envoi: 98.40.248299.00063552

## Distribué

5 mars 2024

## Suivi des envois

05 mars 2024 07:30

Distribué via case postale  
**1001 Lausanne 1 cases**

05 mars 2024 06:40

Arrivée à l'office de retrait /à l'office de distribution  
**1001 Lausanne 1 cases**

05 mars 2024 02:18

L'envoi a été trié en vue de sa distribution  
**1300 Eclépens Centre Courrier**

04 mars 2024 22:19

Demande de réexpédition déclenchée  
**4621 Härkingen Brief-/Paketzentrum**

04 mars 2024 22:19

L'envoi a été trié en vue de sa distribution  
**4621 Härkingen Brief-/Paketzentrum**



Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA  
Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari FINMA  
Swiss Financial Market Supervisory Authority FINMA

CH-3003 Bern

R

Uneingeschrieben zurück

05 MARS 2024

04.03.24

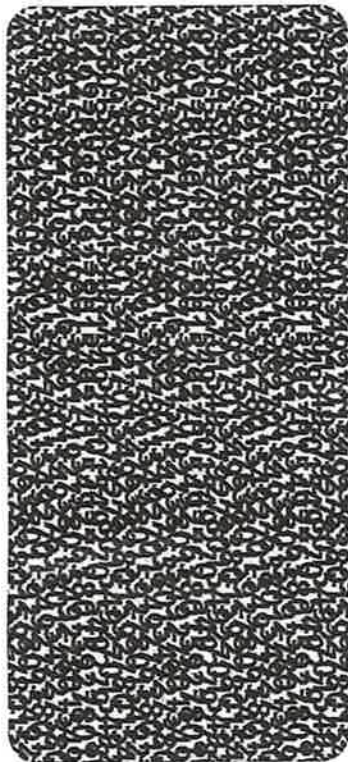
CH - 3000

Bern 1 PostParc

2301582

5.80

R SUISSE



3003 Bern



98.40.248299.00063552

Recommandé Suisse

R



CASE POSTALE 1344/1001 LAUSANNE

1001 1344/1001



**SO-FIT**

Supervisory Organisation for Financial Intermediaries & Trustees  
Organisme de Surveillance pour Intermédiaires Financiers & Trustees  
Aufsichtorganisation für Finanzintermediäre & Trustees  
Organizzazione di vigilanza per gli Intermediari Finanziari & Trustees



**Annexe 1**

**RÈGLEMENT**  
**DE L'ORGANISME DE SURVEILLANCE POUR**  
**INTERMÉDIAIRES FINANCIERS & TRUSTEES**  
**(SO-FIT)**  
**RELATIF AUX OBLIGATIONS DES AFFILIES**  
**A L'ORGANISME D'AUTOREGULATION**

**(Règlement d'affiliation)**

Du 01.10.2020 (état au 12.07.2021)

OAR



## **A. BUT ET CHAMP D'APPLICATION**

1. Le présent règlement est édicté par la direction de SO-FIT en application de l'art. 25 de la loi fédérale du 10 octobre 1997 concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (« LBA »).
2. Il a pour but de concrétiser les obligations définies par la LBA, applicables aux intermédiaires financiers ayant conclu un contrat d'affiliation avec SO-FIT (« Affiliés »).

## **B. CONDITIONS D'AFFILIATION**

3. Les intermédiaires financiers au sens de l'art. 2 al. 3 LBA qui sollicitent leur affiliation, doivent conclure un contrat d'affiliation avec SO-FIT.
4. Les Affiliés de SO-FIT mettent en place une organisation conforme aux obligations imposées par la LBA, ses ordonnances d'application, le présent règlement (« Règlement ») et respectent les obligations définies dans la réglementation de SO-FIT relative aux Affiliés.
5. Les candidats à l'affiliation et les Affiliés doivent en outre – de même que leurs collaborateurs exposés à la LBA – jouir d'une bonne réputation et présenter en tout temps toutes garanties quant à une activité irréprochable, ainsi que respecter les autres conditions prévues à l'art. 14 LBA.
6. La direction de SO-FIT établit la liste des documents et informations qui doivent être fournis par les intermédiaires financiers sollicitant leur affiliation. Les documents suivants sont en tous les cas exigés :
  - a. l'extrait du registre du commerce ;
  - b. une liste des administrateurs ou fonctions assimilées, des personnes ayant un pouvoir de signature individuelle ainsi que de celles exposées à la LBA dans leur activité quotidienne, en vue de leur accréditation ;
  - c. la liste des actionnaires, personnes physiques, détenant plus de 10% des actions, de manière directe ou indirecte ;
  - d. une description détaillée de l'activité de la société ;
  - e. un organigramme interne ;
  - f. l'acceptation du mandat d'audit de la part d'une société d'audit agréée par SO-FIT.

La direction se réserve le droit d'exiger d'autres documents selon les cas et l'activité exercée par le candidat.

## **C. COLLABORATION AVEC LA FINMA**

7. La direction de SO-FIT tient à jour une liste, consultable en ligne, des Affiliés à son OAR. Elle communique ladite liste tous les trois mois à l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (« FINMA ») ainsi que toute modification intervenue par suite de résiliation du contrat d'affiliation par l'Affilié ou par SO-FIT. Sont également communiqués à la FINMA les noms des candidats pour lesquels SO-FIT n'est pas entré en matière et a refusé de signer le contrat d'affiliation.
8. La direction de SO-FIT remet une fois par année à la FINMA son rapport d'activités, conformément à l'art. 27 al. 3 LBA.

## **D. INFORMATION AUX AFFILIES**

9. La direction de SO-FIT informe les Affiliés des nouveautés dignes d'intérêt dans le domaine de la prévention et la lutte contre le blanchiment d'argent.

## **E. OBLIGATIONS DES AFFILIES**

### **a. En général**

10. L'Affilié est chargé de faire produire par son auditeur, au plus tard le 31 mai de chaque année, son rapport annuel selon le format établi par SO-FIT, de ses activités soumises à la LBA – état au 31 décembre de l'année précédente<sup>1</sup>. La direction de SO-FIT se réserve le droit, à titre exceptionnel et sur demande de l'affilié, d'octroyer une prolongation de délai.
11. Dans le cas où l'Affilié s'est vu octroyer, par la direction de SO-FIT, un audit LBA à une fréquence moindre qu'une fois par année, il sera tenu de remettre à SO-FIT, par l'intermédiaire de son auditeur, son rapport LBA au plus tard le 31 mai suivant la fin de la période sur laquelle porte son contrôle. Cette période est définie formellement par la direction de SO-FIT qui se réserve le droit, à titre exceptionnel et sur demande écrite de l'Affilié, d'octroyer une prolongation de délai pour la remise du rapport LBA.
12. La périodicité de l'audit LBA peut aller jusqu'à deux ans au maximum.
  - a. En règle générale, l'audit LBA est effectué sur une base annuelle.

---

<sup>1</sup> Cette disposition a été modifiée le 12.07.2021.

- b. La direction de SO-FIT peut décider, également sur demande d'un Affilié, un cycle moins fréquent. La décision de la direction n'est pas motivée et ne peut faire l'objet d'un recours.
  - c. Les Affiliés au bénéfice d'un cycle moins fréquent qu'une année doivent soumettre, avant le 31 mai suivant chaque exercice de leur cycle biennal, une auto-déclaration sur leurs activités. Cette dernière doit permettre à SO-FIT de confirmer le niveau de risque de l'Affilié et de prendre les mesures nécessaires.
  - d. La direction de SO-FIT peut révoquer en tout temps, sans motiver sa décision, la permission attribuée à un Affilié d'effectuer un audit biennal.
13. En fonction de l'activité de l'Affilié, la direction de SO-FIT peut demander des audits LBA à une fréquence plus élevée que celle prévue à l'art. 10<sup>2</sup>.
14. Toutes les communications des Affiliés à SO-FIT doivent être adressées à sa direction. Elles sont envoyées par courrier postal ou électronique. Les Affiliés sont notamment tenus de communiquer immédiatement à SO-FIT les modifications intervenues dans :
- a. leur raison et but sociaux, leur activité, leur adresse ;
  - b. la liste des administrateurs ou fonctions assimilées, des personnes ayant un pouvoir de signature individuelle ainsi que de celles exposées à la LBA dans leur activité quotidienne ;
  - c. la liste des actionnaires, personnes physiques, détenant plus de 10% des actions, de manière directe ou indirecte ;
  - d. l'identité du responsable LBA<sup>3</sup>, ainsi que le nom de la société d'audit agréée qu'il mandate ;
  - e. tout autre fait susceptible d'intéresser SO-FIT.
15. Lorsqu'un Affilié tarde ou manque à son obligation d'annoncer les mutations précitées, SO-FIT peut procéder d'office à celles-ci, aux frais de l'Affilié concerné.

#### **b. En particulier**

16. Les Affiliés de SO-FIT n'acceptent aucune valeur patrimoniale dont ils savent ou doivent présumer qu'elles proviennent d'un crime ou d'un délit fiscal qualifié, même si ces infractions ont été commises à l'étranger.
17. Les Affiliés de SO-FIT n'entretiennent aucune relation d'affaires avec des entreprises ou des personnes dont ils savent ou doivent présumer qu'elles financent le terrorisme

---

<sup>2</sup> L'art. 13 a été introduit le 12.07.2021.

<sup>3</sup> Chaque Affilié doit désigner une ou plusieurs personnes qualifiées (responsable(s) LBA), au sein de l'entreprise, disposant des connaissances nécessaires pour pouvoir utilement conseiller les collaborateurs en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et répondre à toute demande émanant de SO-FIT. Le responsable LBA doit avoir suivi un cours de formation de base.

ou constituent une organisation criminelle, qu'elles sont membres d'une telle organisation ou qu'elles la soutiennent.

18. L'Affilié applique son obligation légale de communiquer les soupçons en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.
19. L'Affilié s'organise et prend toutes les mesures nécessaires au sein de son entreprise afin de prévenir le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Il s'engage expressément à respecter toutes les obligations qui découlent des art. 305*bis* et 305*ter* du Code pénal suisse, des dispositions de la LBA et de ses ordonnances, du présent règlement, ainsi que des directives et autres documents émis ou à émettre par SO-FIT.
20. Dans son activité d'intermédiation financière, l'Affilié applique directement les normes de la LBA et des ordonnances d'application – pour autant qu'elles concernent son activité. Il s'agit des ordonnances suivantes :
  - a. OBA-FINMA (RS 955.033.0)
  - b. OBA du Conseil fédéral (RS 955.01)
  - c. OBCBA du Conseil fédéral (RS 955.23)
21. L'Affilié qui emploie plus de dix collaborateurs exposés à une activité LBA doit édicter des directives internes au sens de l'art. 26 OBA-FINMA.
22. Lorsqu'il le juge nécessaire, SO-FIT peut exiger d'un Affilié qui emploie jusqu'à dix collaborateurs exposés à une activité LBA qu'il établisse des directives internes.
23. En cas d'envoi d'une communication de soupçon au MROS, l'Affilié est tenu de faire parvenir en parallèle à cette communication une copie de celle-ci et des pièces y afférentes à SO-FIT<sup>4</sup>.

### **c. Formation**

#### **i. Formation de base**

24. Chaque nouvel Affilié est tenu de suivre une formation de base, dans les huit mois qui suivent la conclusion de son affiliation. Il doit déléguer cette obligation à son responsable LBA, lequel veillera à la formation des collaborateurs concernés au sein de l'entreprise. Dans tous les cas, l'Affilié reste responsable de la bonne et fidèle exécution de cette tâche.
25. L'objectif de la formation de base est que chaque Affilié connaisse le système de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ainsi que le mode de fonctionnement de l'OAR de SO-FIT.

---

<sup>4</sup> Les articles 21 à 23 ont été introduits le 12.07.2021.

26. La formation de base se tient sous la forme d'un séminaire d'une journée.
27. Si, pour des raisons exceptionnelles, le responsable LBA de l'Affilié ne peut être présent, il sera tenu de suivre le prochain séminaire de formation de base donné par SO-FIT.
28. Dans le cas où le responsable LBA ne suit pas le séminaire de formation de base suivant, une formation personnelle sera dispensée par SO-FIT dans ses propres locaux et l'ensemble des frais mis à la charge de l'Affilié.
29. La direction de SO-FIT peut, exceptionnellement et sur demande, octroyer une dispense à tout nouvel Affilié, dont le responsable LBA est déjà au bénéfice d'une formation suffisante.

#### **ii. Formation continue**

30. Des séminaires de formation continue sont mis en place afin de maintenir et d'approfondir les connaissances en matière de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et de faire en sorte que les participants soient informés notamment des tendances et évolutions de la pratique en général et de la jurisprudence. Le programme tient également compte des expériences spécifiques de SO-FIT et traite de cas pratiques.
31. Les séminaires se tiennent au moins une fois par an à raison d'une demi-journée.
32. Chaque Affilié est tenu de s'organiser de manière à y assister valablement en étant représenté par au moins une personne accréditée, en principe le responsable LBA.

#### **iii. Frais d'inscription aux séminaires**

33. Les Affiliés doivent régler leurs frais d'inscription avant le séminaire.

#### **iv. Mise en œuvre**

34. Les Affiliés sont tenus d'intégrer dans leurs processus toutes les informations provenant de SO-FIT fondées sur l'art. 9 du présent règlement ainsi que tout élément important présenté lors des formations.

### **F. CONTROLES AD HOC ET ENQUETES PARTICULIERES**

35. Outre les audits périodiques LBA prévus à l'art. 10 du présent règlement, lorsqu'elle le juge nécessaire, la direction de SO-FIT peut procéder à un contrôle ad hoc, aux frais de l'Affilié.

36. Le contrôle ad hoc comprend l'analyse de toute l'activité de l'Affilié sous l'angle de la LBA et – si applicable – des règles cadres. La direction de SO-FIT peut assimiler un contrôle ad hoc à un rapport périodique d'audit LBA.
37. La direction de SO-FIT peut ouvrir une enquête particulière, aux frais de l'Affilié concerné, lorsqu'elle estime que les circonstances la rendent nécessaire.
38. Une enquête particulière vise la clarification d'une situation et/ou d'un sujet en particulier. Une telle enquête doit par conséquent être ouverte à l'endroit d'un Affilié notamment lorsque la direction de SO-FIT est informée d'une violation possible des dispositions du présent règlement ou lorsqu'une autorité de poursuite pénale, une autorité administrative ou une autorité de surveillance LBA notamment requière des informations concernant l'Affilié.
39. Les contrôles ad hoc et les enquêtes particulières peuvent être confiés à des auditeurs externes, ou faire l'objet de contrôles sur place menés directement par SO-FIT.

#### **G. QUALIFICATION DES MANQUEMENTS**

40. Les manquements des Affiliés dans leur activité peuvent représenter différents degrés de gravité. SO-FIT distingue les manquements mineurs des manquements majeurs.
41. Sont considérés comme "manquements mineurs", notamment, la négligence ou la violation involontaire, non répétitive et non systématique des dispositions de la réglementation fédérale dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ainsi que de la réglementation de SO-FIT.
42. En particulier, sont considérés comme mineurs, les manquements suivants :
  - a. le retard dans l'accréditation de collaborateurs LBA ou de membres du conseil d'administration ;
  - b. le retard dans l'annonce de changements des organes au sein de l'Affilié ;
  - c. l'absence de formation à l'interne des collaborateurs LBA par la personne qui a suivi les cours de formation de base et de formation continue obligatoires ;
  - d. des carences dans la structure ou la tenue du registre central ;
  - e. des insuffisances en matière de profils clients ainsi que des documents d'identification ;
  - f. la non-formulation des critères de risques pour les relations d'affaires et les transactions pour l'Affilié ayant moins de 10 relations d'affaires établies (la connaissance des critères minimaux restant obligatoire).
43. En cas de constatation de manquements mineurs, la direction de SO-FIT demande à l'Affilié la mise en conformité dans un délai maximum d'une année.
44. Sont considérés comme "manquements majeurs", notamment, la violation volontaire

et/ou répétitive des dispositions de la réglementation fédérale dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ainsi que de la réglementation de SO-FIT, de même que les manquements entraînant une lésion matérielle de ladite législation.

45. En particulier, sont considérés comme majeurs, les manquements suivants :
- a. l'absence de vérification de l'identité du cocontractant et/ou de l'identification de l'ayant droit économique ;
  - b. le non-renouvellement des obligations de vérification de l'identité du cocontractant et/ou de l'identification de l'ayant droit économique en cas de doute avéré ;
  - c. l'absence de surveillance et/ou de clarification des relations et transactions lorsque celles-ci présentent un "risque accru" ;
  - d. l'absence de communication au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent en cas de soupçon fondé au sens de l'art. 9 LBA.
46. Les exemples de manquements énoncés précédemment n'étant pas exhaustifs, la direction de SO-FIT apprécie au cas par cas la gravité des manquements constatés et décide de leur qualification (manquement majeur ou mineur). Seront notamment pris en considération l'historique de l'Affilié, le nombre de dossiers concernés et les circonstances particulières.
47. En cas de constatation de manquement majeur, la direction de SO-FIT transmet le dossier à la commission OAR.

## **H. PROCEDURE**

### **a. Instruction**

48. SO-FIT institue une commission OAR chargée de traiter les cas de violation potentielle de la LBA, qui dispose de tout pouvoir de représentation à cet effet.
49. L'Affilié remet à la commission OAR tout document et renseignement qu'elle juge nécessaire pour l'instruction d'un dossier.

### **b. Sanctions**

50. L'Affilié qui enfreint les dispositions de la LBA, du règlement et/ou des directives de SO-FIT peut faire l'objet des sanctions suivantes :
- a. blâme ;
  - b. amende conventionnelle et/ou

- c. le retrait de l'accréditation d'une personne physique<sup>5</sup> ;
- d. résiliation du contrat.

51. Les frais occasionnés lors d'une telle procédure seront à la charge de l'Affilié concerné.
52. La commission OAR statue sur la quotité de la peine en fonction de la gravité de la faute, des circonstances et de la situation personnelle et financière de l'Affilié concerné. L'amende conventionnelle peut aller jusqu'à CHF 100'000.-
53. En cas de violation de la LBA, en particulier de son art. 14 al. 2, la commission OAR peut prononcer la résiliation du contrat, cumulée avec une amende.
54. Lorsque l'Affilié est constitué de plusieurs personnes physiques, les personnes qui ont violé intentionnellement l'obligation de communiquer en vertu de l'art. 9ss LBA n'ont plus le droit d'être actives pour l'Affilié dans le domaine de l'intermédiation financière selon l'art. 2 al. 3 LBA. Sont concernés par cette mesure non seulement les auteurs directs de la violation de l'obligation de communiquer, mais également les autres personnes au sein de l'Affilié qui y ont intentionnellement contribué, par commission ou omission.
55. La commission OAR peut renoncer à résilier le contrat d'affiliation si elle constate que l'Affilié peut rétablir la légalité à brève échéance et présenter ainsi toutes garanties de respecter les obligations découlant de la LBA à l'avenir.
56. La direction de SO-FIT informe la FINMA de toutes les décisions de sanctions à l'encontre des Affiliés.

### **c. Voies de recours**

57. Les Affiliés concernés par une décision de sanction de la commission OAR peuvent adresser un recours dans les 30 jours dès la notification de la décision auprès des tribunaux compétents du canton de Genève.

## **I. FIN DE L’AFFILIATION A SO-FIT**

58. La fin de l'affiliation à SO-FIT peut intervenir par résiliation par l'une des parties du contrat d'affiliation, avec un préavis de deux mois pour la fin d'un mois. Les cas de résiliation pour mise en liquidation restent réservés.

---

<sup>5</sup> L'art. 50 let. c a été introduit le 12.07.2021.



#### **a. Résiliation du contrat par l’Affilié**

59. En cas de résiliation par l’Affilié, son affiliation prend fin seulement si, pendant le délai de résiliation de deux mois, l’Affilié s’acquitte de toutes les obligations légales, administratives et financières envers SO-FIT.
60. Si l’Affilié met fin à son contrat d’affiliation alors qu’il souhaite continuer son activité, la procédure suivante s’applique :
- a. il soumet à SO-FIT un rapport d’audit LBA couvrant son activité d’intermédiaire financier depuis le dernier audit jusqu’au jour du préavis de résiliation du contrat ;
  - b. le contrat d’affiliation reste en vigueur et les émoluments sont dus tant que SO-FIT n’a pas reçu le rapport d’audit LBA.
61. Si l’Affilié met fin à son contrat d’affiliation et interrompt son activité d’intermédiation financière en cours de l’exercice annuel, il présente uniquement une attestation de son auditeur LBA, qui confirme qu’il n’a plus d’activité soumise à la LBA avant la fin du délai de résiliation du contrat. Le rapport annuel couvrant le dernier exercice complet doit être rendu avant le dernier jour du contrat, faute de quoi le contrat n’est pas considéré comme terminé et l’Affilié reste tenu par ses obligations.

#### **b. Résiliation du contrat par SO-FIT**

62. SO-FIT met fin au contrat en cas de résiliation décidée par la commission OAR (art. 50).
63. SO-FIT peut mettre fin au contrat en cas de mise en liquidation de l’Affilié (une décision d’un organe compétent de l’Affilié ou un extrait du registre du commerce attestant cette mise en liquidation est nécessaire).

#### **J. REGLES CADRES**

64. Les Affiliés de SO-FIT qui, en application de la loi fédérale du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux (LPCC), souhaitent se soumettre aux règles cadres pour la gestion de fortune signent une déclaration d’adhésion à cet effet auprès de SO-FIT.
65. L’autorégulation relative aux règles cadres sera admise par SO-FIT jusqu’au 31 décembre 2021.
66. Un Affilié qui se conforme à la LSF in avant le 31 décembre 2021 ne sera plus soumis à l’autorégulation selon les règles cadres.

67. Les Affiliés ayant adhéré aux règles cadres sont soumis à des contrôles périodiques (art. 10ss) effectués par des auditeurs agréés par SO-FIT et assujettis à des contrôles effectués par des chargés d'enquête désignés par SO-FIT afin de vérifier le respect du règlement relatif aux règles cadres pour la gestion de fortune par les Affiliés qui y sont soumis ou désireux de s'y soumettre et de les sanctionner en cas de violation.
68. Les cas de violation des règles cadres sont soumis à la commission OAR par la direction de SO-FIT.
69. Les sanctions appliquées sont :
- a. le blâme ;
  - b. l'amende conventionnelle et/ou
  - c. le retrait de la reconnaissance de l'adhésion aux règles cadres.
70. L'art. 56 est applicable par analogie.

#### **K. EMOLUMENTS**

71. Les émoluments et tarifs sont revus annuellement et arrêtés par l'Organe d'administration dans le cadre du processus budgétaire. Ils sont communiqués au cours du quatrième trimestre aux Affiliés pour l'exercice suivant.
72. SO-FIT facture les émoluments suivants pour les Affiliés :
- a. frais de dossier lors de l'affiliation ;
  - b. émoluments annuels pour l'affiliation ;
  - c. émoluments annuels pour l'adhésion aux règles cadres ;
  - d. frais de dossier pour l'accréditation d'une personne physique ;
  - e. acomptes annuels pour la taxe FINMA :
    - un acompte est déterminé annuellement par la direction ;
    - un décompte est effectué lors de la réception de la taxe de surveillance de la FINMA en cours d'année ;
    - SO-FIT peut charger des frais pour le traitement administratif de la gestion de cette taxe ;
    - tout excédant sera retourné aux Affiliés sur l'exercice suivant.
  - f. frais de formation de base ;
  - g. frais de formation continue ;
  - h. frais occasionnés par le traitement exceptionnel d'un dossier.
73. En cas de résiliation du contrat, SO-FIT applique les principes suivants :
- a. l'émoulement annuel pour l'affiliation sera remboursé au *pro rata* par trimestre (tout trimestre commencé est dû) ;
  - b. l'acompte de la taxe FINMA est dû pour toute l'année ;

- c. si l’Affilié n’a pas effectué la formation, elle lui sera remboursée ;
- d. l’émolument pour les règles cadres est dû pour toute l’année.

#### **L. ADOPTION ET MODIFICATION DU PRESENT REGLEMENT**

- 74. Les Affiliés sont informés de toute modification du présent règlement.
- 75. En cas de désaccord avec les modifications du règlement, les Affiliés ont 30 jours pour résilier le contrat d’affiliation avec SO-FIT.
- 76. A défaut de résiliation du contrat valablement notifiée dans ce délai par l’Affilié, les modifications sont réputées acceptées par l’Affilié.
- 77. Les modifications du présent règlement sont adoptées par la direction de SO-FIT le 05.05.2021
- 78. Les modifications du présent règlement sont approuvées par la FINMA le 01.07.2021<sup>6</sup>
- 79. Le présent règlement entre en vigueur le 12.07.2021

---

<sup>6</sup> L’art. 78 a été introduit le 12.07.2021.



# SO-FIT

Supervisory Organisation for Financial Intermediaries & Trustees  
Organisme de Surveillance pour Intermédiaires Financiers & Trustees  
Aufsichtorganisation für Finanzintermediäre & Trustees  
Organizzazione di vigilanza per gli Intermediari Finanziari & Trustees

## **Abaissement du seuil à 1000 francs suisses pour l'identification des clients dans les opérations de change en monnaies virtuelles**

En novembre 2020, la FINMA a informé de l'abaissement du seuil à 1000 francs suisses pour l'identification des clients dans les opérations de change en monnaies virtuelles selon l'art. 51a OBA-FINMA. Nous vous rappelons les exigences relatives au trafic de paiement sur la blockchain, contenues dans la communication de la FINMA 02/2019, en annexe.

En vertu de l'art. 3 al. 2 LBA, de l'art. 51a OBA-FINMA, ce seuil doit être respecté non seulement en cas de transactions individuelles, mais aussi en cas de plusieurs transactions qui semblent liées. Dans ce contexte, la question se pose de savoir comment définir les "transactions liées" dans un environnement numérique.

En raison du fait que les transactions avec des monnaies virtuelles sont des transactions présentant un risque accru de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme ainsi que d'activités criminelles, il est impératif de définir des mesures de réduction des risques qui empêchent la réalisation de transactions dépassant les seuils légaux définis et qualifiées de liées. Ce risque n'est pas seulement abstrait, mais est déjà devenu concret dans différents cas, en relation avec les distributeurs automatiques de bitcoins. [Cf. article du *Tagesanzeiger* du 18 mars 2021 intitulé "*Per App bestellt, per Kurier geliefert*", qui explique comment des drogues commandées sur une plateforme en ligne sont payés aux guichets automatiques des CFF au moyen de bitcoins. Cf. également article dans le *Blick*. L'on rencontre aussi des cas de "policiers fantômes" qui collectent de l'argent sur la base d'amendes fictives et les convertissent ensuite en crypto-monnaies en utilisant le *smurfing*, de sorte qu'ils restent toujours en dessous de la valeur seuil et ne doivent pas être identifiés. Par la suite, les crypto monnaies sont transférées à des clients à l'étranger.]

Dans ce contexte, il convient de définir une période dite de transaction au cours de laquelle aucune transaction supérieure au seuil défini par la loi (de facto CHF 999.-) ne peut être effectuée sans respecter les obligations de diligence prévues par la loi sur le blanchiment d'argent. Selon la pratique antérieure de la FINMA, les transactions de change doivent généralement être qualifiées de liées si elles sont effectuées par la même personne dans un délai de 30 jours.

Si vous exercez ou souhaitez exercer l'activité de change en monnaies virtuelles (en particulier dans l'exploitation des distributeurs automatiques de bitcoins), nous vous prions d'appliquer les mesures précisées dans la présente.

NICOLAS ROULLER  
Docteur en droit  
Avocat au barreau

COLETTE LASSERRE ROULLER  
Docteur en droit  
Avocate au barreau

VALENTIN MARMILLOD  
Avocat au barreau

DARIA SOLENIK  
Docteur en droit  
Avocate aux barreaux de Paris  
et du canton de Vaud

ALEXANDRA BLANC SIMONETTI  
Avocate au barreau  
CAS en finance digitale

ALBAN MATTHEY  
Avocat au barreau

CHARLÈNE THORIN  
Avocate au barreau

ISABELLE MAYOR  
Avocate au barreau  
Lic. en économie, HEC

ERIC MEYSTRE  
Avocat-stagiaire

ANTOINE REYMOND  
Avocat-stagiaire

CLAUDE ROULLER  
Conseil  
Ancien Président du Tribunal  
fédéral suisse  
Ancien Président du Tribunal  
administratif de l'Organisation  
internationale du travail (OIT)

ISABELLE FELLRATH  
Conseil  
Docteur en droit  
Avocate au barreau  
Arbitre  
Chargée d'enseignement

GUSTAVO SCARTAZZINI  
Conseil  
Docteur en droit  
Avocat au barreau  
Professeur honoraire  
aux Universités de Bâle et de Lugano

LEONILA GUGLYA  
Conseil  
Docteur en droit, LL. M.

TATIANA EBERHARD  
Juriste russe

TANIA DIACO  
Juriste

GLEB PRIMILIONNI  
Juriste

SwissLegal Rouiller & Associés  
Rue du Grand-Chêne 1-3  
Case postale 1344  
1001 Lausanne

Rue Rodolphe-Tœpffer 8  
1206 Genève

Tél: +41 (0)58 255 58 00  
Fax: +41 (0)58 255 58 01  
www.swisslegal.ch

**A+**

Autorité fédérale de surveillance  
des marchés financiers, FINMA  
Laupenstrasse 27  
3003 Berne

Lausanne, le 25 mars 2024

**Bity SA – Non-applicabilité à Bity SA de la Communication  
02/2019 de la FINMA et de l’art. 14 du Règlement de  
l’Organisme d’autorégulation (OAR) VQF à Zoug**

Madame, Monsieur,

Continuant d’agir au nom et pour le compte de Bity SA, nous faisons  
référence à votre courrier du 4 mars 2024 qui appelle de notre part les  
déterminations suivantes :

**1. La suspension de la procédure**

1.1. La procédure de recours menée actuellement par-devant le  
Tribunal administratif fédéral (sous la référence B-6214/2023) traite  
de la compétence de la FINMA pour constater notamment l’absence  
d’applicabilité de l’art. 51a OBA-FINMA à Bity SA.

Dans le cadre de cette procédure, il aura fallu déposer le recours  
susmentionné pour que la FINMA constate enfin, dans sa réponse du  
20 février 2024, que Bity SA n’est pas soumise à l’art. 51a OBA-FINMA  
en indiquant que seuls les établissements financiers assujettis à la  
FINMA sont soumis à l’art. 51a OBA-FINMA, et que les établissements  
financiers non soumis à la FINMA, ne sont pas directement soumis à  
l’art. 51a OBA-FINMA mais uniquement au règlement de leur OAR.

Les communications antérieures de la FINMA auprès des OAR ayant  
clairement conduit ceux-ci à penser l’inverse, il est certain qu’il  
conviendrait qu’outre la réponse du 20 février 2024, une diffusion plus  
large de la part de la FINMA ait lieu. Cela étant, cet objet n’est pas le  
même que dans la présente procédure.

1.2. En effet, dans le cadre de la présente procédure, la demande  
formée par Bity SA auprès de la FINMA le 14 septembre 2023 a trait à  
la non-applicabilité à Bity SA de la Communication 02/2019 de la  
FINMA – y compris en raison d’un défaut de base légale – et de l’art.

14 du Règlement de l'Organisme d'autorégulation (OAR) VQF à Zoug appliqué en exécution de cette Communication 02/2019.

1.3. Même si elles ont quelques traits communs, la procédure actuelle (résumée sous ch. 1.2 supra) diffère profondément de la procédure devant le TAF. Elles portent sur deux ensembles de normes différents (l'OBA-FINMA et la Communication 02/2019) et concernent des exigences différentes. Dans la procédure menée par-devant le TAF, il est question de l'abaissement du seuil à CHF 1000 pour l'identification des clients dans les opérations de change en monnaies virtuelles (art. 51a OBA-FINMA). Dans la requête dans laquelle s'inscrit le présent courrier, il est question de l'obligation faite, « dans le domaine de la blockchain », d'identifier les bénéficiaires (destinataires) de paiements qui ne sont pas clients de l'intermédiaire financier assujetti à la LBA, contrairement à ce qui est requis desdits intermédiaires dans les opérations en monnaie non cryptographique (« fiat »).

Une décision du TAF dans le cadre de la procédure B-6214/2023 clarifierait uniquement la compétence de la FINMA pour constater la non-applicabilité de l'art. 51a OBA-FINMA à Bity SA, pour les diverses raisons soulevées dans le recours du 11 novembre 2023 ; mais cette décision ne trancherait en rien l'applicabilité de la Communication 02/2019 à Bity SA.

Dans ces circonstances, la suspension ne se justifie aucunement et n'aurait pour seul et unique effet, sans aucune justification, de rallonger la durée de la procédure et la durée durant laquelle Bity SA se trouve dans une situation d'insécurité juridique, engendrant pour Bity SA un dommage important.

Seule une décision en constatation de la non-applicabilité de la Communication 02/2019 et de l'art. 14 du Règlement de l'OAR VQF, permettra à Bity SA de mettre un terme à une situation d'insécurité juridique créée par la Communication 02/2019 de la FINMA. Par ailleurs, en l'absence d'une décision de la FINMA en raison d'une suspension de la présente procédure, il serait extrêmement choquant que Bity SA soit sanctionnée par son ancien OAR (VQF) ou son OAR actuel (SO-FIT), pour « non-respect » d'exigences qui sont – pourtant – contraires au principe de la légalité.

Au vu de ce qui précède, Bity SA conclut à ce que la présente procédure suive son cours, en particulier sans qu'elle soit suspendue à l'attente d'une décision du TAF dans la procédure B-6214/2023 concernant la non-application du Titre 5 de l'OBA-FINMA à Bity SA.

## 2. L'intérêt actuel de Bity SA

L'intérêt de Bity SA à la constatation de l'inapplicabilité de l'art. 14 du Règlement de VQF est loin d'avoir disparu. En effet, avant que Bity SA ne change d'OAR, l'OAR VQF a envisagé de sanctionner Bity SA en raison en particulier de suspicions d'une violation de la « Travel Rule » au sens de l'a Communication 02/2019. Bity SA ainsi à cet égard conserve donc un intérêt actuel, pratique et concret à obtenir une décision en constatation concernant la non-applicabilité de la communication 02/2019 de la FINMA et de l'art. 14 du Règlement de l'OAR VQF.

De surcroît et indépendamment de cela, la volonté de la FINMA de faire appliquer la Travel Rule à Bity SA à travers tous les OAR engendre que la même question se pose depuis l'affiliation de Bity SA à l'OAR SO-FIT à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Concrètement, tous les OAR ont repris la Communication 02/2019.

En particulier, le règlement de l'OAR SO-FIT (pt. 19) prescrit que les affiliés doivent respecter les obligations découlant des documents émis par l'OAR SO-FIT. Cet OAR a publié une fiche dénommée « *Abaissement du seuil de 1'000 francs suisses pour l'identification des clients dans les opérations de change en monnaies virtuelles* » et dans laquelle elle rappelle « *les exigences relatives au trafic de paiement sur la blockchain, contenues dans la communication de la FINMA 02/2019* ». L'OAR SO-FIT prévoit donc que la Communication 02/2019 s'appliquera à l'ensemble de ses affiliés.

L'intérêt actuel, pratique et concret que Bity SA avait jusqu'au 31 décembre 2023 lorsqu'elle était encore affiliée à l'OAR VQF est désormais également existant en raison de sa nouvelle affiliation auprès de l'OAR SO-FIT dont le règlement prévoit *in fine* exactement les mêmes obligations que celui de l'OAR VQF et renvoie intégralement à la Communication 02/2019.

Au vu de ce qui précède, Bity SA conserve manifestement un intérêt actuel à la constatation de la non-applicabilité de l'art. 14 du Règlement de l'OAR VQF et – à présent – de la communication – ou de la partie de celle-ci qui renvoie à la communication 02/2019 de la FINMA – émise par l'OAR SO-FIT intitulée « *Abaissement du seuil de 1'000 francs suisses pour l'identification des clients dans les opérations de change en monnaies virtuelles* ».

### 3. Mesures d'instruction

Il apparaît utile à une manifestation suffisamment complète de la vérité que la correspondance entre la FINMA et les OAR (tout le moins avec VQF et SO-FIT) en rapport avec la Travel Rule, en particulier quant à l'obligation de mettre en œuvre la Communication du 02/2019, soit intégralement produite. A défaut, il conviendrait d'entendre des membres du personnel de la FINMA en charge de cette question, respectivement des OAR concernés, quant à la façon dont les OAR doivent mettre en œuvre, en particulier, les Communications, dont la 02/2019, sans aucune marge de manœuvre. Cela permettra, une nouvelle fois, d'illustrer combien est intense le besoin de clarification juridique et que celle-ci ne peut être effectuée en pratique que par la FINMA.

\*\*\*

Vous remerciant de votre attention et demeurant dans l'attente de la décision requise par notre courrier du 14 septembre 2023, nous vous adressons, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération très distinguée.

  
Alexandra Simonetti  
Avocate

  
Nicolas Rouiller  
Dr en droit, avocat





**A+**



98.01.048983.09009631

**25.03.24**

CH-1002

Lausanne

2105718

**2.90**

A+



**LAPOSTE**

**A+**

**Autorité fédérale de surveillance  
des marchés financiers, FINMA  
Laupenstrasse 27  
3003 Berne**

**Lausanne, le 25 mars 2024**

03 AVR. 2024



finma



Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA  
Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari FINMA  
Swiss Financial Market Supervisory Authority FINMA

CH-3003 Berne

**Recommandé avec avis de réception**

SwissLegal Rouiller et Associés Avocats SA  
Me Alexandra Simonetti et Me Nicolas Rouiller  
Rue du Grand-Chêne 1-3  
Case postale 7501  
1002 Lausanne

Laupenstrasse 27  
3003 Berne  
Tél. +41 (0)31 327 91 00  
[www.finma.ch](http://www.finma.ch)



## DÉCISION

de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA

du 27 mars 2024

dans la cause

**Bity SA**, Rue des Usines 44, 2000 Neuchâtel

Représentée par

Me Alexandra Simonetti, Me Nicolas Rouiller, SwissLegal Rouiller & Associés, Rue du Grand-Chêne  
1-3, Case postale 7501, 1002 Lausanne

concernant

**demande de constatation de la non applicabilité de la Communica-  
tion 02 / 2019 de la FINMA et de l'art. 14 du Règlement de VQF**



## Exposé des faits

(1) Bity SA (ci-après : "Bity" ou "la société"), Rue des Usines 44, 2000 Neuchâtel est un intermédiaire financier au sens de l'art. 2 al. 3 lit. b et c LBA<sup>1</sup>. La société a notamment pour but l'offre de prestation de services financiers comprenant le conseil en placement, la couverture de risque de change, la gestion de fortune et la gestion de placements en tous genres sur le marché des devises, au niveau suisse et international, pour son propre compte et pour le compte de tiers<sup>2</sup>. En particulier, Bity offre à ses clients la possibilité d'effectuer des opérations de change avec des cryptomonnaies (FIAT - crypto, crypto - FIAT, et crypto - crypto). Bity met également à disposition du public des distributeurs permettant d'acheter ou de vendre des cryptomonnaies, avec une limite de CHF 1'000.- par transaction, avec des francs suisses ou des euros.<sup>3</sup>

(2) Jusqu'au 31 décembre 2023, Bity était affiliée à l'organisme d'autorégulation Verein zur Qualitätsicherung von Finanzdienstleistungen, Zug<sup>4</sup> (ci-après : "VQF" ou "l'organisme d'autorégulation") et, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, auprès de SO-FIT, Genève<sup>5</sup>.

(3) Par courriers des 14 septembre et 21 décembre 2023, Bity a adressé à la FINMA une demande visant à obtenir une décision en constatation de "*Non-applicabilité à Bity SA de la Communication 02 / 2019 de la FINMA et de l'art. 14 du Règlement de l'Organisme d'autorégulation (OAR) VQF à Zug*". A l'appui de sa requête, la requérante affirme, à titre principal, que la Communication 02/2019 de la FINMA n'est pas applicable à sa situation en raison de son invalidité juridique parce que, en l'absence d'une délégation législative en sa faveur, la FINMA n'avait pas de compétence législative pour édicter sa Communication 02/2019. Selon Bity, l'exigence imposée par l'autorité de surveillance aux intermédiaires financiers dans le domaine de la blockchain d'identifier les tiers selon l'art. 14 du règlement de VQF, qui reprend l'obligation énoncée dans la Communication 02/2009 de la FINMA d'identifier les tiers bénéficiaires, violerait, en l'absence d'une base légale suffisante, le principe de la liberté économique (art. 27 Cst.) et de l'égalité de traitement (art. 8 Cst.) entre Bity et les autres prestataires de service de transactions qui ne travaillent pas "sur la Blockchain", de sorte que cet article ne doit pas s'appliquer à Bity SA.<sup>6</sup>

(4) Par courriel du 10 janvier 2024, la FINMA a informé Bity que sa demande était en cours de traitement et qu'elle lui reviendrait dans les meilleurs délais<sup>7</sup>. Par courriel du 16 février 2024, la société a relancé sa requête<sup>8</sup>. La FINMA a alors répondu le 19 février 2024, informant la société qu'elle recevrait dans les jours suivants une réponse à sa requête du 14 septembre 2023<sup>9</sup>.

<sup>1</sup> Loi fédérale concernant la lutte contre le blanchiment d'argent ; RS 955.0.

<sup>2</sup> Dossier G01466350; document [G01466350-000027](#) (ci-après: 000027).

<sup>3</sup> 000006, pag. 1.

<sup>4</sup> 000026.

<sup>5</sup> 000025.

<sup>6</sup> 000006 ; 000023.

<sup>7</sup> 000020.

<sup>8</sup> 000032.

<sup>9</sup> 000021.

(5) Par courrier du 21 février 2024, la FINMA a communiqué à Bity qu'il ressort de sa requête qu'elle exerce déjà des activités d'intermédiaire financier soumises à la LBA et qu'elle est affiliée – depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024 – à l'organisme d'autorégulation SO-FIT. L'autorité de surveillance a ensuite renvoyé la société à sa décision du 6 octobre 2023 – qui fait actuellement l'objet d'une procédure de recours auprès du Tribunal administratif fédéral (numéro de classement : B-6214/2023) – en rappelant que ce sont les OAR et non la FINMA qui sont compétents pour l'examen des requêtes de leurs affiliés, en invitant Bity à adresser sa demande au SO-FIT<sup>10</sup>.

(6) En date 23 février 2024, Bity a demandé à la FINMA si son courrier du 21 février 2024 devait être compris comme une décision et, si tel n'était pas le cas, de rendre une décision susceptible de recours jusqu'au 4 mars 2024<sup>11</sup>.

(7) Par courrier du 4 mars 2024, après avoir relevé que Bity avait déjà déposé une première requête similaire à la présente concernant la "*Non-application du Titre 5 de l'OBA-FINMA à Bity SA*" qui fait actuellement l'objet d'une procédure de recours auprès du Tribunal administratif fédéral (numéro de classement : B-6214/2023), la FINMA a imparti à Bity un délai au 25 mars 2024 pour se déterminer sur une éventuelle suspension du traitement de la présente requête. Dans le même délai, la FINMA a demandé à Bity d'étayer l'existence d'un intérêt actuel d'obtenir une décision formelle sur l'applicabilité de l'art. 14 du Règlement de VQF, auquel elle n'est plus assujettie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024<sup>12</sup>.

(8) Par courrier du 25 mars 2024, Bity s'est opposée à la suspension du traitement de sa requête dans le cadre de la procédure G01466350. Elle relève notamment que les deux procédures, même si elles ont quelques traits communs, portent sur deux ensembles de normes différents (l'OBA-FINMA et la Communication 02/2019) et concernent des exigences différentes et donc une suspension ne se justifie pas. Pour ce qui concerne l'intérêt actuel à obtenir la décision en constatation requise, Bity affirme que l'OAR VQF a envisagé de la sanctionner en raison en particulier de suspicions d'une violation de la « Travel Rule » au sens de la Communication 02/2019. En outre, la société affirme que : "*l'intérêt actuel, pratique et concret que Bity SA avait jusqu'au 31 décembre 2023 lorsqu'elle était encore affiliée à l'OAR VQF est désormais également existant en raison de sa nouvelle affiliation auprès de l'OAR SO-FIT dont le règlement prévoit in fine exactement les mêmes obligations que celui de l'OAR VQF et renvoie intégralement à la Communication 02/2019*".<sup>13</sup>

---

<sup>10</sup> 000007.

<sup>11</sup> 000008.

<sup>12</sup> 000012.

<sup>13</sup> 000037.

## En droit

### 1. Questions formelles

(9) Selon l'art. 53 LFINMA<sup>14</sup>, la procédure devant la FINMA est régie par la PA<sup>15</sup>. Selon l'art. 9 al. 2 PA, l'autorité qui se tient pour incompétente prend une décision d'irrecevabilité si une partie prétend qu'elle est compétente.

(10) Dans le cas présent, la position divergente des parties quant à la compétence de la FINMA de statuer au sujet de la demande de Bity est claire et incontestée. En conséquence, la FINMA est compétente pour rendre la présente décision.

### 2. Droit à l'obtention d'une décision en constatation

(11) En vertu des art. 5 al. 1 let. b et 25 PA, une autorité peut rendre une décision constatant l'existence, l'inexistence ou l'étendue de droits ou d'obligations, si elle est compétente sur le fond - c'est-à-dire l'autorité compétente pour rendre une décision formatrice ou condamatoire (art. 25 al. 1 PA)<sup>16</sup> - et si le requérant prouve qu'il a un intérêt digne de protection (art. 25 al. 2 PA).

(12) Selon la jurisprudence, il existe un droit à une décision en constatation si le requérant a un intérêt actuel et digne de protection à la constatation immédiate de la situation de droit et qu'aucun intérêt public ou privé prépondérant ne s'y oppose; il n'est pas nécessaire que cet intérêt soit de nature juridique, il peut s'agir d'un pur intérêt de fait; la condition est remplie notamment lorsque la situation juridique du requérant est incertaine et que cette incertitude peut être levée par la constatation; pour cela, n'importe quelle incertitude ne suffit pas; il faut au contraire que l'on ne puisse pas exiger du requérant qu'il tolère plus longtemps le maintien de cette incertitude, parce que celle-ci l'entrave dans sa liberté de décision. Celle-ci peut également se rapporter à un état de fait futur<sup>17</sup>.

(13) Il sied tout d'abord d'examiner si la FINMA est compétente pour rendre la décision en constatation demandée et, si la compétence de la FINMA est donnée, de déterminer si l'intérêt que fait valoir la requérante est actuel et digne de protection.

### 3. Compétence de la FINMA

(14) Conformément à l'art. 1 al. 1 en relation avec l'art. 6 al. 1 LFINMA, la FINMA est compétente pour faire respecter et appliquer la loi sur la surveillance des marchés financiers et les lois régissant les marchés financiers. Comptent notamment au nombre de ces lois la LB, la LPCC, la LSA, la LIMF, la

<sup>14</sup> Loi sur la surveillance des marchés financiers ; RS 956.1.

<sup>15</sup> Loi fédérale sur la procédure administrative ; RS 172.021.

<sup>16</sup> Arrêt du Tribunal administratif fédéral B-6755/2013 du 11 août 2014, consid. 3.1.1.

<sup>17</sup> Arrêt cité, consid. 3.1.2.

LEFin, la LSF<sup>18</sup> ainsi que la LBA. La surveillance du respect par les banques des obligations de diligence selon LBA est de la responsabilité de la FINMA<sup>19</sup>.

(15) Conformément à l'art. 3 LFINMA, sont assujetties à la surveillance des marchés financiers les personnes qui, selon les lois sur les marchés financiers, doivent obtenir une autorisation, une reconnaissance, un agrément ou un enregistrement de l'autorité de surveillance des marchés financiers et les placements collectifs de capitaux. Font notamment partie du cercle des assujettis à la FINMA les banques, les maisons de titres, les assurances, les asset managers, les gestionnaires de fortune et trustees, les organismes de surveillance et les infrastructures des marchés financiers.

(16) Dès l'entrée en vigueur de la Loi fédérale sur les établissements financiers LEFin<sup>20</sup>, le 1<sup>er</sup> janvier 2020, les intermédiaires financiers au sens de l'art. 2 al. 3 LBA ne sont en revanche plus directement surveillés par la FINMA. Désormais, ces derniers doivent s'affilier à un OAR (art. 14 LBA), qui édictera/établira un règlement contenant les obligations de diligence définies au chapitre 2 LBA et en règlera les modalités d'application (art. 25 LBA)<sup>21</sup>.

(17) L'art. 12 LBA constitue la base légale des compétences en matière de surveillance du respect des obligations contraignantes prévues au chapitre 2 de la LBA (obligations de diligence des intermédiaires financiers et des négociants, ainsi que l'obligation de fournir des informations). Conformément à la lettre c dudit article, il s'agit des organismes d'autorégulation reconnus selon l'art. 24 LBA qui veillent à ce que les intermédiaires financiers visés à l'art. 2 al. 3 LBA respectent les obligations.

(18) En l'espèce, Bity, en sa qualité d'intermédiaire financier au sens de l'art. 2 al. 3 LBA, est soumise à la surveillance de son OAR (SO-FIT) et non à celle de la FINMA. Les droits et les obligations de diligence selon le chap. 2 de la LBA que Bity doit respecter sont contenus dans le règlement de SO-FIT et il appartient à ce dernier et non à la FINMA de les constater dans le cadre de son activité de surveillance.

(19) La FINMA demeure en revanche compétente pour la surveillance des OAR. Sa compétence se limite à surveiller les OAR, approuver leurs règlements et veiller à ce qu'ils fassent appliquer lesdits règlements aux affiliés (art. 18 LBA). A contrario, elle n'a pas de compétence pour préciser ou faire appliquer les devoirs de diligence directement à un membre d'un OAR.

(20) Compte tenu du fait que la FINMA n'est pas l'autorité compétente pour statuer sur le fond, déjà pour ce motif, elle ne peut pas rendre une décision constatant l'existence, l'inexistence ou l'étendue de droits ou d'obligations de Bity. En effet, dans l'exercice de ses obligations prudentielles, la FINMA ne se prononcerait pas sur l'application du règlement de l'OAR ou de certains de ses articles, ce qui en l'occurrence relève exclusivement de la compétence de ce dernier.

<sup>18</sup> Loi sur les banques, RS 952.0; Loi sur les placements collectifs, RS 951.31; Loi sur la surveillance des assurances, RS 961.01; Loi sur l'infrastructure des marchés financiers, RS 958.1; Loi fédérale sur les établissements financiers, RS 954.1; Loi fédérale sur les services financiers, RS 950.1.

<sup>19</sup> Cf. art. 12 let. a en relation avec l'art. 2 al. 2 let. a LBA.

<sup>20</sup> Loi fédérale sur les établissements financiers ; RS 954.1.

<sup>21</sup> FRIGO PATRICK; JAIN VIVIEN, in Hsu/Flühmann (éd.), Basler Kommentar Geldwäschereigesetz, BSK (GwG), Bâle 2021, n. 1 ad art. 14 ; Arrêt du Tribunal fédéral 2C\_887/2017 du 23 mars 2021, consid. 4.3.3.

#### 4. Intérêt digne de protection

(21) L'absence de compétence de la FINMA suffirait déjà pour déclarer la requête de Bity irrecevable. On note également que l'intérêt de Bity à obtenir la décision en "*constatation de la non applicabilité de la Communication 02 / 2019 de la FINMA*" est en l'occurrence difficilement compréhensible compte tenu du fait qu'un recours contre la décision en constatation concernant la "*Non-application du Titre 5 de l'OBA- FINMA à Bity SA*" du 6 octobre 2023 – qui porte sur les mêmes questions de fond – fait actuellement l'objet d'une procédure de recours auprès du Tribunal administratif fédéral (numéro de classement : B- 6214/2023). A cet égard, il se pose la question de savoir quel est le but réellement poursuivi par cette nouvelle requête. A l'avenir, la FINMA se réserve le droit de répondre à des requêtes similaires à la présente avec toute la concision qui s'impose.

(22) En relation avec l'argumentation soutenant l'existence d'un intérêt actuel à obtenir la décision en constatation requise (cf. ch. (8)), il convient de préciser que la FINMA n'est pas impliquée dans les procédures de sanction devant les OAR. De surcroît, leurs affiliés disposent des voies de recours prévues dans le règlement de l'OAR auquel ils sont soumis.

#### 5. Frais de procédure de la FINMA

(23) Bity est à l'origine de la procédure et du prononcé de la présente décision. Par conséquent, en application de l'art. 15 al. 1 LFINMA en relation avec l'art. 5 al. 1 let. a Oém-FINMA, les frais de procédure sont à la charge de Bity. Conformément à l'art. 8 al. 3 et 4 Oém-FINMA<sup>22</sup>, les frais de procédure sont calculés en fonction du temps consacré et de l'importance de l'affaire pour la partie tenue de payer les frais. Les frais de procédure de la FINMA s'élèvent en l'occurrence à CHF 2'000.-. Ils sont raisonnables et proportionnés et doivent donc être fixés à ce montant. Les frais de procédure seront facturés à Bity par courrier séparé et doivent être réglés dans les 30 jours suivant l'entrée en force de la présente décision.

---

<sup>22</sup> Ordonnance sur les émoluments et les taxes de la FINMA, RS 956.122.



## L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA décide :

1. La demande du 14 septembre 2023 de Bity SA, Rue des Usines 44, 2000 Neuchâtel est irrecevable.
2. Les frais de procédure d'un montant de CHF 2'000 sont à la charge de Bity SA. Ces frais seront facturés par courrier séparé et doivent être réglés dans les 30 jours suivant l'entrée en force de la présente décision.

### Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA



Birgit Rutishauser Hernandez Ortega  
Directrice par intérim



Patric Eymann  
Division Enforcement

### Voies de droit :

03.05.24 ✓

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif fédéral (case postale, CH-9023 St-Gall) dans un délai de 30 jours. Le recours doit être motivé et déposé en deux exemplaires signés. La décision et les documents invoqués comme moyens de preuve doivent être joints au recours.

### Notification à :

- **Bity SA**, Rue des Usines 44, 2000 Neuchâtel, représentée par **Me Alexandra Simonetti, Me Nicolas Rouiller, SwissLegal Rouiller & Associés**, Rue du Grand-Chêne 1-3, Case postale 7501, 1002 Lausanne (recommandé avec accusé de réception)

Date d'envoi : 28. MAR. 2024

# Lettre Recommandé Suisse

Numéro de l'envoi: 98.40.248299.00063786

**Distribué**  
3 avril 2024

## Suivi des envois

03 avril 2024 07:42	Distribué via case postale <b>1001 Lausanne 1 cases</b>
02 avril 2024 06:33	Arrivée à l'office de retrait /à l'office de distribution <b>1001 Lausanne 1 cases</b>
29 mars 2024 02:19	L'envoi a été trié en vue de sa distribution <b>1300 Eclépens Centre Courrier</b>
28 mars 2024 22:28	Demande de réexpédition déclenchée <b>4621 Härkingen Brief-/Paketzentrum</b>
28 mars 2024 22:28	L'envoi a été trié en vue de sa distribution <b>4621 Härkingen Brief-/Paketzentrum</b>



Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
 Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA  
 Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari FINMA  
 Swiss Financial Market Supervisory Authority FINMA

CH-3003 Bern



13 AVR. 2024

Uneingeschrieben zurück

28.03.24

CH - 3000

Bern 1 PostParc

2301582

11.10

R SUISSE



R



3003 Bern



98.40.248299.00063786

Recommandé Suisse



AR

Avis de réception



CASE POSTALE 1344/1001 LAUSANNE